

RAPPORT ANALYTIQUE ET PROSPECTIF 2018
INSTANCE BASSIN ENSEIGNEMENT QUALIFIANT-
FORMATION-EMPLOI DU LUXEMBOURG



BASSIN EFE
INSTANCE BASSIN ■ ENSEIGNEMENT QUALIFIANT • FORMATION • EMPLOI
LUXEMBOURG BELGE

TABLE DES MATIÈRES

<i>Table des matières</i>	2
<i>Introduction</i>	6
CHAPITRE 1 - Caractéristiques socioéconomiques du territoire : emploi et demande d'emploi	7
1.1. Territoire du Bassin	7
1.1.1. Carte de l'ensemble des bassins EFE	7
1.1.2. Superficie et communes du bassin	7
1.2. Population	7
1.2.1. Population totale	7
1.2.2. Évolution de la population	9
1.2.3. Perspective d'évolution de la population	10
1.2.4. Indice de vieillissement et âge	11
1.2.5. Niveau de diplôme	12
A. Niveau de diplôme de la population âgée de 18 ans et plus	12
1.3. Activité économique et marché du travail.....	14
1.3.1. Indicateurs globaux du marché du travail	14
1.3.2. Caractéristiques de la réserve de main d'œuvre	16
A. Répartition par genre	16
B. Répartition par tranche d'âge	16
C. Répartition par niveau de diplôme	17
D. Répartition par durée d'inactivité	17
E. Possession du permis B	17
1.3.3. Emploi	18
A. Taux d'emploi	18
B. Ratio d'emploi intérieur	19
C. L'emploi salarié	20
D. L'emploi indépendant	25
En bref	26
CHAPITRE 2 - Offre d'enseignement, de formation et de validation des compétences : ressources des territoires	27
2.1. Données globales, de cadrage	27
2.1.1. Nombre total d'apprenants dans le bassin	27
A. Formation initiale	27
B. Formation supérieure	29
C. Formation pour adultes.....	29
D. Accompagnement différencié.....	31
E. Formation complémentaire	32
2.1.2. Indicateurs globaux par bassin	34
2.2. Opérateurs du qualifiant – Fréquentation selon le domaine, par opérateur.....	35

2.2.1. Répartition des effectifs de l'enseignement qualifiant/formation professionnelle par domaine (selon la nomenclature propre à chaque opérateur) au niveau du bassin 35

A.	Formation initiale.....	35
	Enseignement secondaire ordinaire de plein exercice (3 ^e et 4 ^e degré).....	35
	Enseignement ordinaire en alternance (art 49 et art 45).....	36
	IFAPME Apprentissage.....	38
B.	Formation pour adultes.....	39
	Enseignement de Promotion sociale.....	39
	IFAPME – Année préparatoire Formation Chef d'entreprise.....	40
	IFAPME – Chef d'entreprise.....	41
	IFAPME – Coordination et encadrement.....	42
	IFAPME – Conventions de stage (Année préparatoire, Chef d'entreprise et Coordination et encadrement).....	42
	Forem (hors centre de compétence) – Gestion Propre.....	43
	Forem ou (hors centre de compétence) – Partenariat.....	44
	Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP).....	45
C.	Accompagnement spécifique.....	46
	Enseignement spécialisé qualifiant.....	46
	Centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle AVIQ.....	46
D.	Formation complémentaire.....	47
	Centres de compétence Forem – Gestion propre.....	47
	Centres de compétence – Partenariat Forem.....	48
	Validation des compétences.....	49

2.2.2. Répartition des effectifs de l'enseignement qualifiant/formation professionnelle par formation/métier (selon la nomenclature propre à chaque opérateur) au niveau du bassin..... 50

A.	Formation initiale.....	50
	Enseignement ordinaire de plein exercice (3 ^e et 4 ^e degré).....	50
	Enseignement ordinaire en alternance.....	56
	IFAPME Apprentissage.....	59
B.	Formation pour adultes.....	61
	Enseignement de Promotion Sociale.....	61
	IFAPME– Année préparatoire Formation Chef d'entreprise.....	66
	IFAPME – Chef d'entreprise.....	68
	IFAPME – Encadrement et Coordination.....	71
	Le Forem (hors centres de compétence) – Gestion propre.....	71
	Le Forem (hors centres de compétence) – Partenariat.....	74
	Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP).....	75
C.	Accompagnement spécifique.....	78
	Enseignement spécialisé qualifiant.....	78
	Centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle AVIQ/PHARE.....	79
D.	Formation complémentaire.....	80
	Centre de Technologies Avancées – CTA.....	80
	Centres de compétence – Gestion propre.....	81
	Centres de compétence – Partenariat.....	84
	Validation des compétences.....	84

En Bref.....	85
--------------	----

CHAPITRE 3 - Besoins en main-d'oeuvre	86
3.1. Les opportunités d'emploi 2017 (publiées par le Forem).....	86
3.1.1. Opportunités d'emploi par catégorie professionnelle.....	86
3.1.2. Opportunités d'emploi par circuit de travail.....	87
3.1.3. Opportunités d'emploi – le travail intérimaire	88
3.1.4. Opportunités d'emploi par métier dans le bassin	90
3.1.5. Offres d'emploi déclarées à l'ADEM en 2018 (GDL).....	94
3.2. Données complémentaires pour l'appréciation de main-d'œuvre	96
3.2.1. Part des travailleurs salariés âgés de 55 ans et plus.....	96
3.2.2. Part des travailleurs indépendants âgés de 55 ans et plus	96
3.2.3. Créations et faillites d'entreprises	97
En bref	98
CHAPITRE 4 - Mobilité.....	99
4.1. Mobilité des personnes résidant sur le territoire du Bassin qui suivent des cours ou une formation dans et en dehors du Bassin.....	99
4.1.1. Formation Initiale	99
4.1.2. Formation des adultes	100
4.1.3. Accompagnement spécifique	100
4.1.4. Enseignement supérieur	101
4.2. Mobilité des personnes venant suivre des cours ou se former sur le territoire du Bassin (taux d'attractivité).....	102
4.2.1. Formation initiale	102
4.2.2. Formation des adultes	103
4.2.3. Accompagnement spécifique	103
4.3. Mobilité des travailleurs résidant sur le territoire du Bassin.....	104
4.4. Mobilité des personnes venant travailler sur le territoire du bassin.....	105
En bref	106
CHAPITRE 5 - Diagnostic.....	107
5.1. Cadrage méthodologique.....	107
5.2. Thématiques communes.....	110
5.2.1. Création d'une offre de formation et d'enseignement.....	110
5.2.2. Maintien de l'offre de formation et d'enseignement	114
5.2.3. Adaptation du contenu l'offre de formation et d'enseignement existante.....	119
CHAPITRE 6 - Recommandations	122
6.1. Recommandations.....	122
Orientation, promotion des métiers, promotion des filières techniques et professionnelles	122
Places de stage et alternance.....	122
Équipements/ressources	123
Recommandations en matière de compétences spécifiques et transversales.....	123
Recommandations au SFMQ.....	123

Autres	124
6.2. Pôles de synergie et pistes d'actions.....	125
Pistes d'actions et nouveaux Pôles de Synergie	125
Etat des lieux des Pôles de Synergie existants.....	127
6.3. Autres actions développées par l'IBEFE, hors pôles.....	131
Conclusion et perspectives	132
Annexes.....	133
Annexe 1 - Nomenclature ROME V3 Competent	133
Annexe 2 - Nomenclature REM2	134
Annexe 3 - Codes NACE	135
Annexe 4 - Liste des fonctions critiques 2018	136
Annexe 5 - Glossaire	146
Annexe 6 - Précisions sur les unités	149

INTRODUCTION

Les missions des Instances Bassin Enseignement qualifiant – Formation - Emploi s'articulent avec l'enjeu concret du pilotage de l'offre d'enseignement et de formation sur un territoire local donné.

La réalisation d'un rapport analytique et prospectif (RAP) est une des missions centrales des Instances Bassin. Ce rapport constitue un socle commun d'informations (et donc une base de dialogue et de concertation entre l'ensemble des acteurs concernés) permettant la réalisation d'un diagnostic, la définition de thématiques prioritaires et la formulation de recommandations sur l'adaptation de l'offre d'enseignement et de formation.

Depuis la mise en place des Instances Bassin EFE en 2015, des améliorations majeures du rapport ont été réalisées. Les plus importantes sont :

- Le rassemblement et la structuration de l'ensemble des données et informations disponibles (socle de données impliquant directement les opérateurs) ;
- La mutualisation des analyses entre bassins ;
- Le développement d'outils de cartographie ;
- L'établissement d'un cadre de référence commun Rome V3 et la réalisation de table de correspondances entre les langages différents qu'utilisent les opérateurs ;
- L'établissement d'un canevas commun pour la réalisation du rapport.

L'ancrage local de l'analyse permet aux acteurs de notre bassin de s'approprier les données afin de répondre à des enjeux tels que :

- Déterminer pour quels métiers des formations semblent manquantes ou en nombre insuffisant au regard des besoins socio-économiques ;
- Déterminer pour quels métiers une adaptation des cursus existants ou le développement de ceux-ci sont nécessaires ;
- Déterminer pour quels métiers l'offre de formation actuelle doit être maintenue et soutenue ;
- Formuler des recommandations en matière de mutualisation des équipements, de développement de compétences transversales ou spécifiques, de formation en alternance, etc.

Le périmètre privilégié des bassins est le premier niveau de qualification, dans une perspective de parcours cohérent en tenant compte de l'avant (la préqualification, voire l'alphabetisation) et de l'après (les hautes qualifications, l'enseignement supérieur...).

Il est important de noter que le rapport analytique et prospectif n'est pas une fin en soi. Il alimente les travaux des Pôles de synergies. Ces derniers rassemblent des représentants de l'ensemble des composantes de l'Instance Bassin EFE, des représentants des entreprises locales, des experts, ... dans le but de développer des projets concrets à caractère additionnel, innovant ou émergent en lien avec les thématiques prioritaires du Bassin.

Vous trouverez dans ce rapport les parties suivantes :

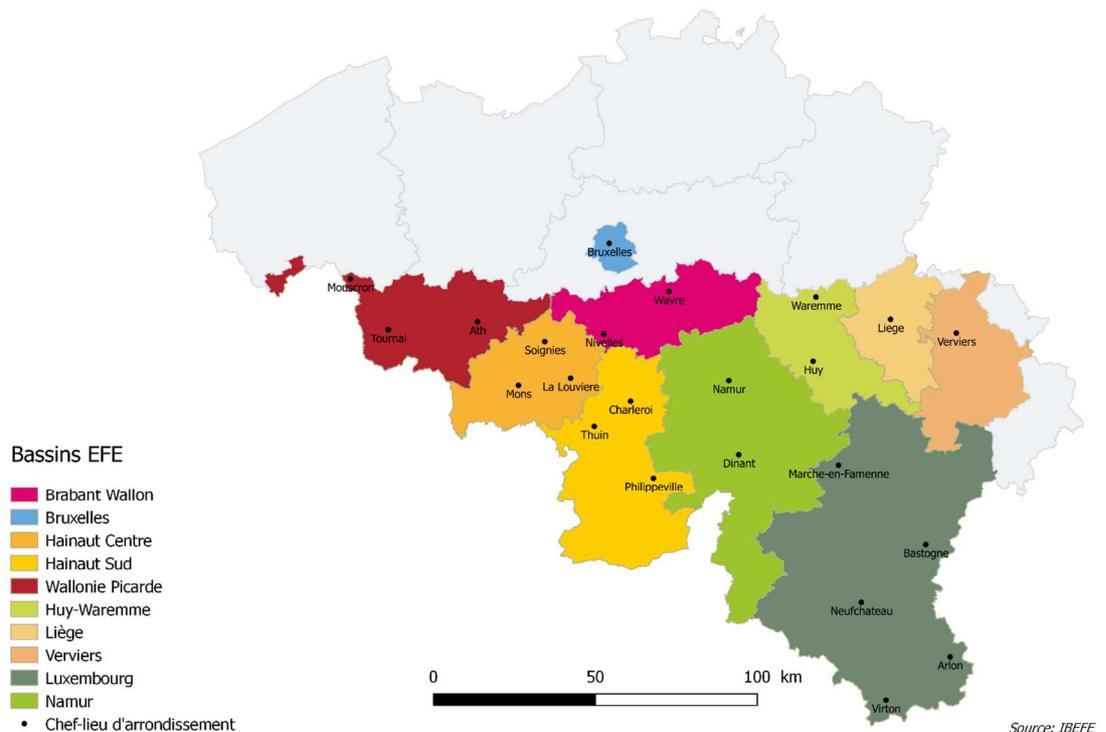
- Chapitre 1 – Caractéristiques socioéconomiques du territoire : emploi et demande d'emploi
- Chapitre 2 – Offre d'enseignement, de formation et de validation des compétences
- Chapitre 3 – Besoins en main d'œuvre
- Chapitre 4 – Mobilité
- Chapitre 5 et 6 – Diagnostic et recommandations

Remarque : Les données non disponibles sont désignées par « ND » et les calculs sans objet sont indiqués par « SO ».

CHAPITRE 1 - CARACTÉRISTIQUES SOCIOÉCONOMIQUES DU TERRITOIRE : EMPLOI ET DEMANDE D'EMPLOI

1.1. Territoire du Bassin

1.1.1. Carte de l'ensemble des bassins EFE



Parmi les 10 bassins Enseignement qualifiant-Formation-Emploi créés, le bassin du Luxembourg correspond à la Province de Luxembourg, soit les arrondissements d'Arlon, Bastogne, Marche-en-Famenne, Neufchâteau et Virton.



1.1.2. Superficie et communes du bassin

Le bassin du Luxembourg compte 44 communes et 5 arrondissements.

Il est **frontalier** avec les provinces de Liège et de Namur et avec la France et le Luxembourg.

Le bassin du Luxembourg est un territoire de 4.440 km² qui couvre 26,4% du territoire de la Wallonie.

1.2. Population

1.2.1. Population totale

Population au 1^{er} janvier 2017

Source : SPF Économie, PME, Classes Moyennes et Énergie, statistiques population, 2017

	Pop Bassin 2017	Densité de population	Population de nationalité étrangère	
	(VA)	Hab/km ²	UE28 (%)	Hors UE (%)
Bassin Luxembourg	281.972	63,5	6,2%	1,4%
Arlon	29.585	249,4	12,1%	3,0%
Attert	5.491	77,4	6,9%	0,8%
Aubange	16.856	369,7	25,8%	2,2%
Bastogne	15.737	91,5	4,1%	2,2%
Bertogne	3.542	38,6	1,9%	0,7%
Bertrix	8.740	63,5	2,9%	1,5%
Bouillon	5.459	36,6	5,3%	0,9%
Chiny	5.179	45,6	3,0%	0,6%
Daverdisse	1.429	25,3	2,7%	0,3%
Durbuy	11.459	73,2	3,8%	1,2%
Erezée	3.216	41,0	2,7%	0,6%
Etalle	5.785	74,1	4,0%	0,4%
Fauvillers	2.251	30,4	4,4%	0,5%
Florenville	5.628	38,3	4,7%	1,0%
Gouvy	5.158	31,2	3,7%	1,2%
Habay	8.276	79,9	5,1%	0,5%
Herbeumont	1.619	27,5	2,5%	1,5%
Hotton	5.534	96,6	3,0%	1,4%
Houffalize	5.232	31,4	4,1%	1,4%
La Roche-en-Ardenne	4.162	28,2	3,2%	0,8%
Léglise	5.239	30,3	4,2%	0,7%
Libin	5.083	36,4	3,0%	0,6%
Libramont-Chevigny	11.154	62,7	3,1%	1,7%
Manhay	3.424	28,6	2,8%	0,7%
Marche-en-Famenne	17.401	143,3	2,6%	1,6%
Martelange	1.814	61,1	9,9%	2,2%
Meix-devant-Virton	2.806	51,8	3,8%	0,4%
Messancy	8.153	155,5	12,7%	1,1%
Musson	4.508	129,5	9,3%	0,6%
Nassogne	5.379	48,0	2,7%	0,7%
Neufchâteau	7.597	66,8	3,3%	1,2%
Paliseul	5.336	47,2	2,6%	0,5%
Rendeux	2.572	37,4	3,1%	0,9%
Rouvroy	2.094	75,7	5,9%	0,8%
Sainte-Ode	2.560	26,2	2,3%	1,7%
Saint-Hubert	5.588	50,3	2,5%	1,1%
Saint-Léger	3.565	99,4	5,9%	0,8%
Tellin	2.471	43,6	1,8%	0,6%
Tenneville	2.805	30,6	2,3%	0,4%
Tintigny	4.278	52,3	3,2%	0,5%
Vaux-sur-Sûre	5.581	41,1	1,9%	0,6%
Vielsalm	7.783	55,7	3,4%	1,9%
Virton	11.381	120,4	5,6%	2,2%
Wellin	3.062	45,4	1,8%	0,6%
Bassin Luxembourg	281.972	63,5	6,2%	1,4%
Wallonie	3.614.473	214,6	7,4%	2,7%

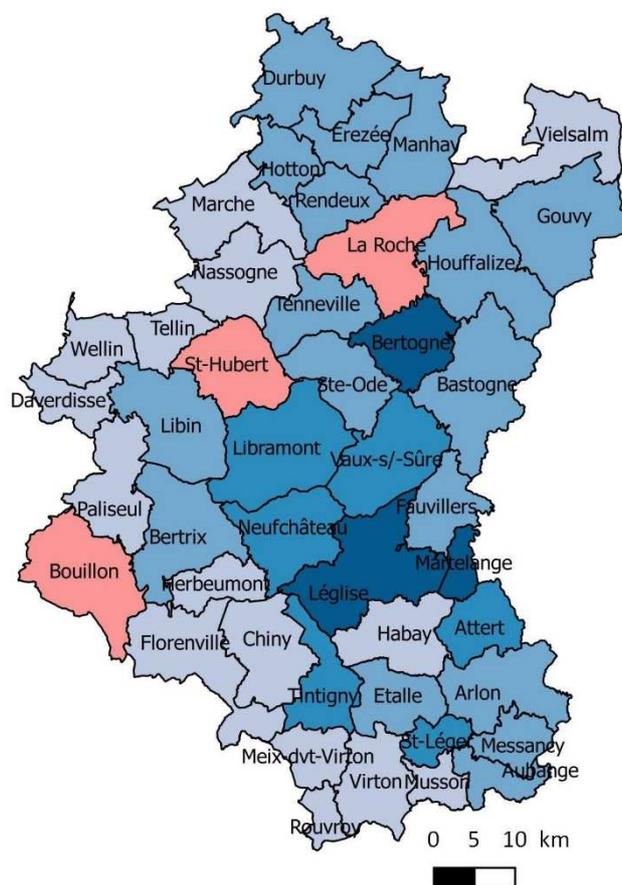
Au 1^{er} janvier 2017, la population du bassin du Luxembourg s'élève à 281.972 habitants (7,8% de la population wallonne). La densité de population du bassin est de 63,5 hab/km² (contre 214,6 hab/km² pour la Wallonie). Seules 7 communes du bassin comptent plus de 10.000 habitants ; le territoire est donc essentiellement de type rural. La population de nationalité étrangère dans le bassin représente 7,6 % de la population totale du bassin, contre 10,1% en Wallonie. Tout comme en Wallonie, il s'agit essentiellement de personnes de nationalité européenne (UE 28), soit 6,2% de la population du bassin contre 7,4% en Wallonie.

1.2.2. Évolution de la population

Évolution de la population 2008-2017

Source : Walstat, 2008-2017 ; calculs : IBEFE

Évolution de la population 2008-2017	
Bassin du Brabant Wallon	+6,9%
Bassin de Hainaut Centre	+3,6%
Bassin de Hainaut Sud	+1,8%
Bassin de Wallonie Picarde	+ 4,3%
Bassin de Huy-Waremme	+7,4%
Bassin de Liège	+4,2%
Bassin de Verviers	+3,7%
Bassin du Luxembourg	+6,8%
Bassin de Namur	+5,8%
Bassin de Bruxelles	+13,6%
Wallonie	+ 4,6%



Depuis 2008, le Bassin du Luxembourg a connu une croissance de +6,8% de sa population (+4,6% en Wallonie), ce qui correspond à une progression importante mais moindre qu'à Bruxelles, à Huy-Waremme et au Brabant wallon.

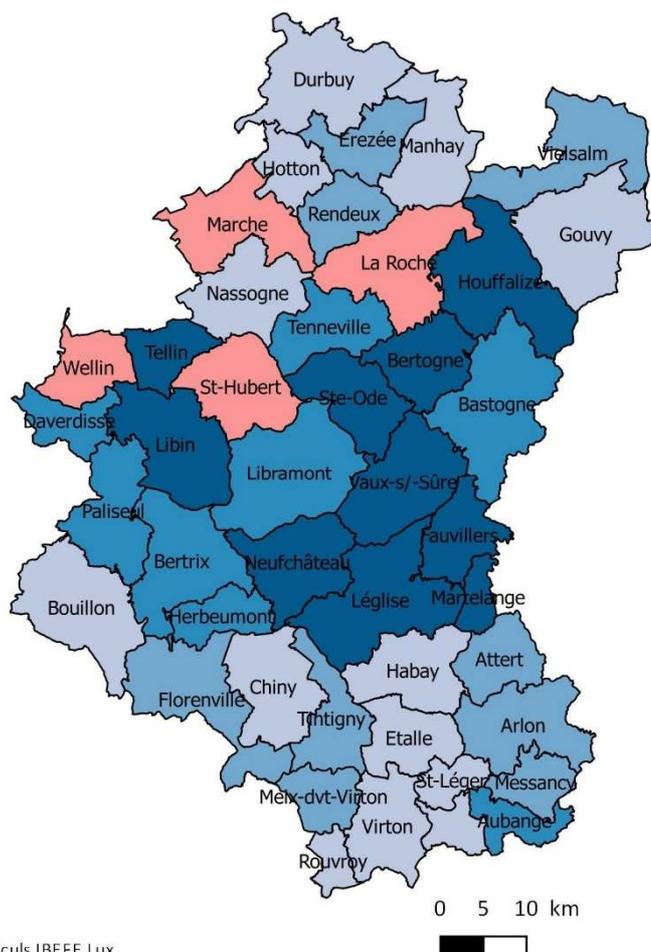
Si on regarde l'évolution de la population par commune, ce sont les communes du centre et de l'est de la province qui connaissent les augmentations les plus importantes, avec notamment les communes de Léglise (+20,7%), Martelange (+15,8%) et Vaux-sur-Sûre (+14,5%). A l'inverse, le nombre d'habitants diminue dans 3 communes (La Roche-en-Ardenne, Saint-Hubert et Bouillon). Les communes situées

dans le sud-ouest de la province, notamment le long de la frontière française présentent une évolution démographique moins importante.

1.2.3. Perspective d'évolution de la population

Perspectives d'évolution de la population (Horizon 2035)

	Perspectives 2017- 2035
Bassin du Brabant Wallon	+11,1%
Bassin de Hainaut Centre	+6,9%
Bassin de Hainaut Sud	+2,0%
Bassin de Wallonie Picarde	+6,0%
Bassin de Huy-Waremme	+11,6%
Bassin de Liège	+6,2%
Bassin de Verviers	+4,8%
Bassin du Luxembourg	+8,7%
Bassin de Namur	+9,4%
Bassin de Bruxelles	+9,3%
Wallonie	+7,0%



Selon l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique, on prévoit en 2035 un nombre d'habitants dans le Bassin qui s'élèvera à 306.401 habitants soit une augmentation de +8,7% entre 2017 et 2035 (+7% en Wallonie). Il s'agit d'une perspective d'augmentation de population importante mais moindre que dans les bassins de Bruxelles, Huy-Waremme, Brabant wallon et Namur.

Si l'on s'intéresse aux perspectives de population par commune, c'est à Légglise (+26,8%), Martelange (+26,0%) et Vaux-sur-Sûre (+20,8%) qu'on s'attend à voir la plus grande évolution de la population d'ici à 2035. A l'inverse, c'est à Wellin (-2,2%), La Roche (-2,8%), Saint-Hubert (-3,6%) et Marche-en-Famenne (-4,2%) que cette évolution serait la plus faible.

1.2.4. Indice de vieillissement et âge

Jeunes de moins de 20 ans, personnes âgées de plus de 60 ans et indice de vieillissement au 1^{er} janvier 2017

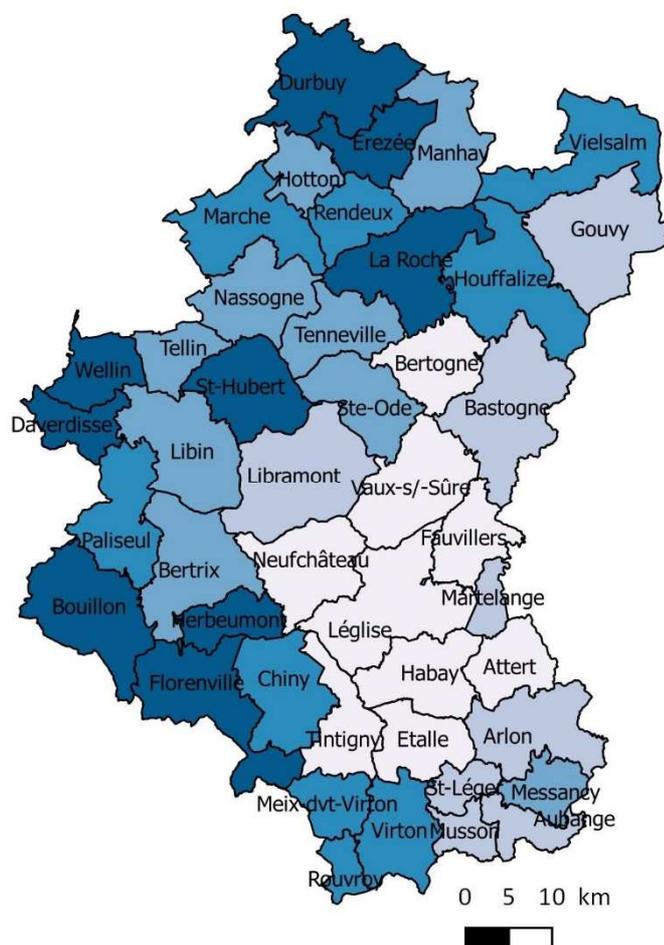
Source : IWEPS/IBSA, statistiques démographiques, 01/2017

	Moins de 20 ans	Plus de 60 ans	Indice de vieillissement
Bassin du Luxembourg	69.774	62.880	90,2
Wallonie	843.306	874.702	103,8
Région Bruxelloise	299.455	209.944	70,1

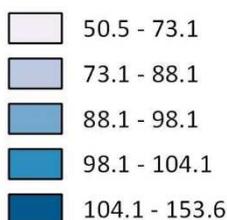
Indice de vieillissement

Source : IWEPS/IBSA, statistiques démographiques, 01/2017

	Indice de vieillissement 2017
Bassin du Brabant Wallon	103,8
Bassin de Hainaut Centre	103,4
Bassin de Hainaut Sud	104,4
Bassin de Wallonie Picarde	107,2
Bassin de Huy-Waremme	100,3
Bassin de Liège	110,1
Bassin de Verviers	99,7
Bassin du Luxembourg	90,2
Bassin de Namur	103,1
Bassin de Bruxelles	70,1
Wallonie	103,8



Indice de vieillissement (%)



Source : IWEPS, statistiques démographiques, 01/2017

En 2017, l'Indice de vieillissement est inférieur à 100, ce qui signifie que le nombre de jeunes de moins de 20 ans est supérieur au nombre de personnes âgées de 60 ans et plus, contrairement à ce qui est observé en Wallonie. Dans le bassin, la part des jeunes est depuis longtemps supérieure à ce qui est observé ailleurs en Wallonie.

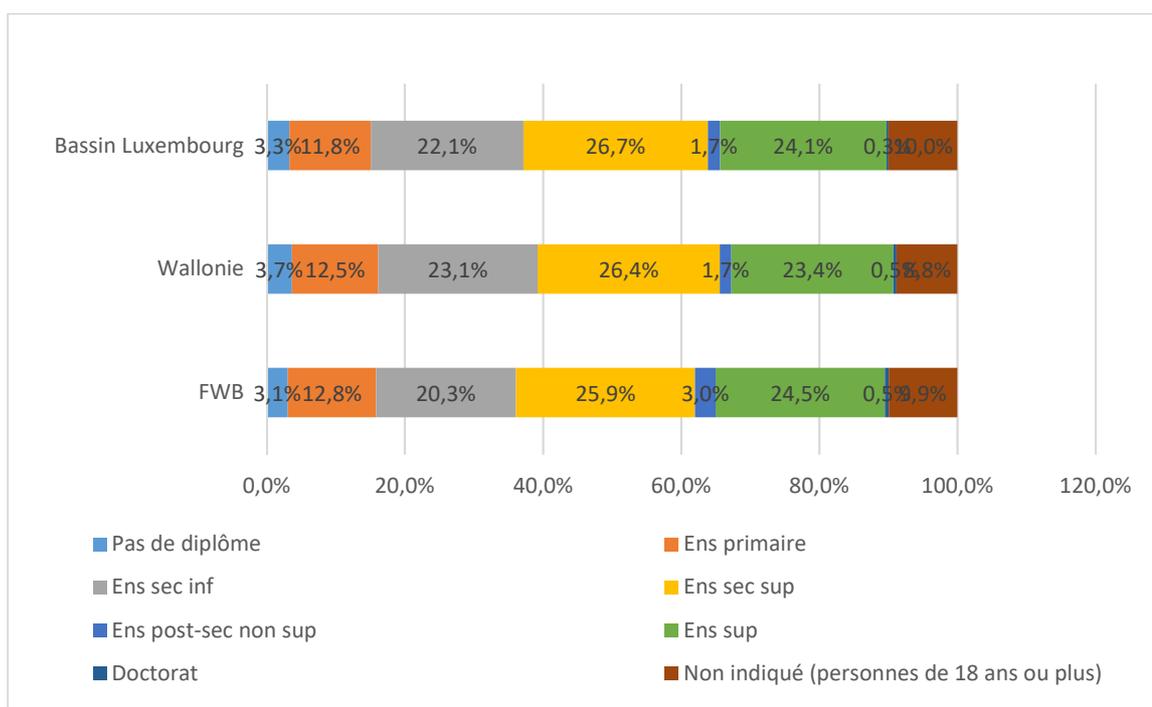
Au niveau communal, la disparité est assez importante, les communes situées à l'ouest du bassin (Bouillon, Daverdisse, Herbeumont, Florenville, Wellin, Florenville) présentant des indices de vieillissement bien supérieurs à 100, de même que La Roche, Durbuy, Saint-Hubert. A l'inverse, les communes situées à proximité immédiate des axes de communication et du Grand-Duché de Luxembourg présentent des proportions importantes de jeunes (Léglise, Habay, Etalle, Attert, Tintigny...).

1.2.5. Niveau de diplôme

A. Niveau de diplôme de la population âgée de 18 ans et plus

Population de 18 ans et plus suivant le lieu d'habitation et le niveau d'instruction

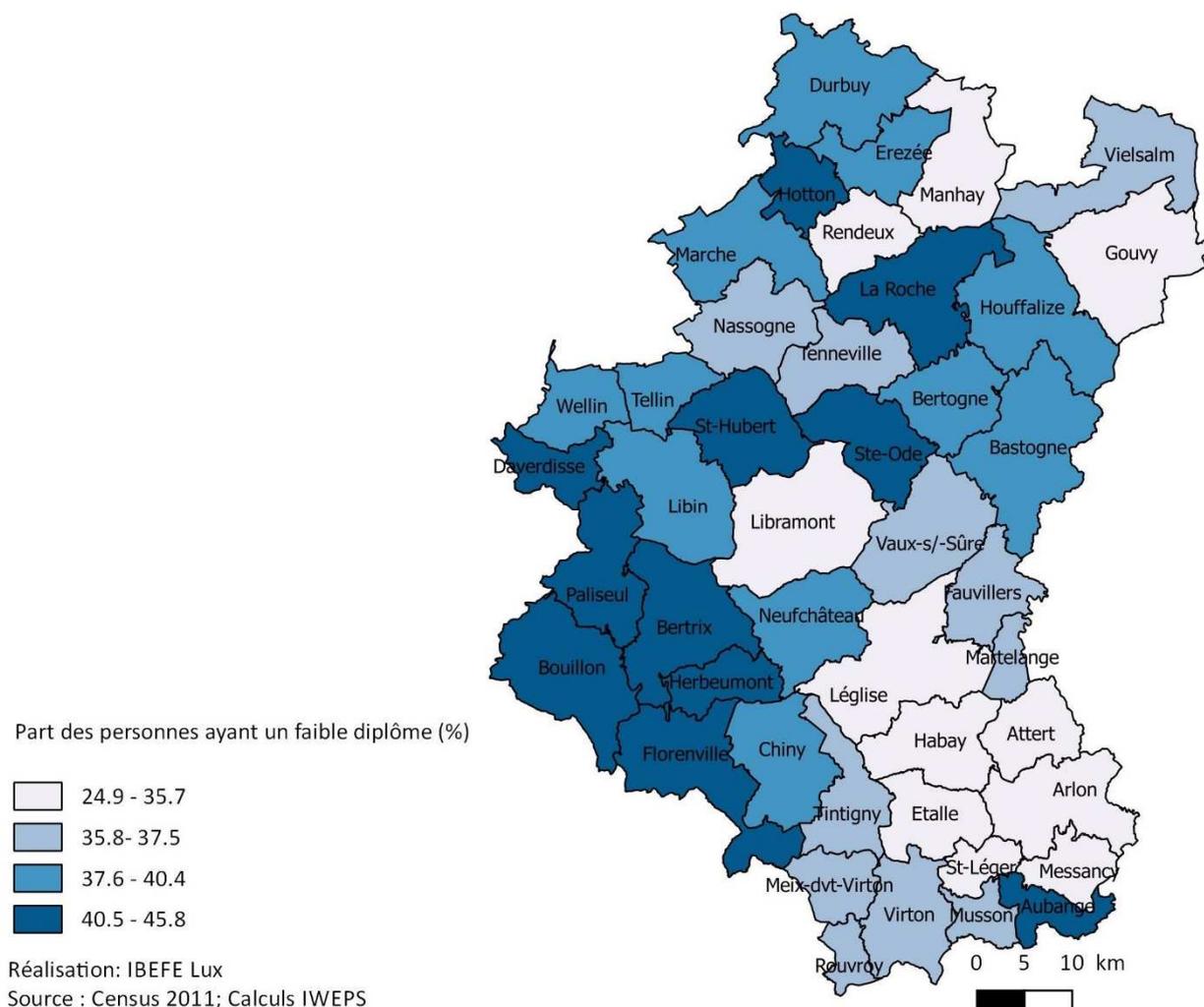
Source : SPF Économie, PME, Classes Moyennes et Énergie, Censur 2011, population scolaire et niveaux d'instruction



Selon le Censur 2011, 37,2% de la population du bassin (contre 39,3% en Wallonie) a un niveau de diplôme faible¹.

Notons toutefois que la proportion de non-réponses (10,0%) à cette question posée dans le cadre du recensement 2011 est importante !

¹ Niveau de diplôme inférieur au secondaire supérieur.



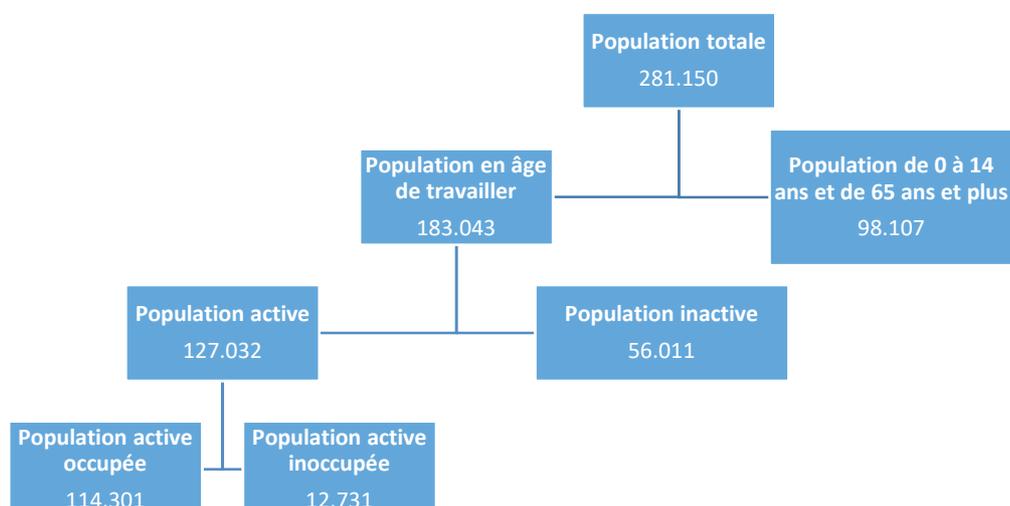
D'après le Censur de 2011, on constate que c'est à Bouillon, Daverdisse, Paliseul, Bertrix, Florenville, La Roche, Aubange et Saint-Hubert que la part de la population ayant un diplôme de type faible (c'est-à-dire inférieur au CESS) est la plus élevée. Si l'on regarde les pourcentages, on remarque que dans la plupart des communes, plus d'un tiers de la population possède un diplôme de type faible. Seules les communes de Habay, Etalle, Attert, Arlon et Léglise ont moins d'1/3 de personnes ayant un diplôme peu élevé.

1.3. Activité économique et marché du travail

1.3.1. Indicateurs globaux du marché du travail

Synoptique de la population du bassin

Source : Compte de l'emploi Wallon, Steunpunt Werk, moyenne 2016



Ce schéma présente la structure d'activité de la population du bassin. Il s'agit d'estimations exprimées en moyennes annuelles.

Le taux d'activité (population active/population en âge de travailler) est de 69,4% dans le bassin, contre 67,5% en Wallonie.

Le taux d'emploi (population active occupée/ population en âge de travailler) est de 62,4% contre 57,7% en Wallonie.

Le taux de chômage (population active inoccupée/ population active) est de 10,0%, contre 14,6% en Wallonie.

De manière générale, les taux d'activité, d'emploi et de chômage sont donc plus favorables dans le bassin qu'en Wallonie.

Taux d'emploi et taux de chômage administratif 2016

Source : IWEPS/IBSA, 2008-2016

		Taux d'emploi 2016	Evolution du taux d'emploi (2008- 2016)	Taux de chômage administratif 2016	Evolution du taux de chômage administratif (2008-2016)
Bassin	Hommes	66,1	-3,0 p.p.	9,7	+1,0 p.p.
	Femmes	58,7	+3,3 p.p.	10,4	-1,9 p.p.
	Total	62,4	+0,0 p.p.	10,0	-0,3 p.p.
Wallonie	Hommes	61,2	-2,2 p.p.	14,4	+0,7 p.p.
	Femmes	54,1	+3,5 p.p.	14,8	-3,5 p.p.
	Total	57,7	+0,7 p.p.	14,6	-1,2 p.p.
Région Bruxelloise	Hommes	53,8	ND	20,8	-0,1 p.p.
	Femmes	44,2	ND	19,4	-1,5 p.p.
	Total	49,0	ND	20,0	ND

Le **taux d'emploi** correspond à la proportion de personnes disposant d'un emploi au sein de la population en âge de travailler.

Le **taux de chômage** correspond à la proportion de personnes ne disposant pas d'un emploi au sein de la population active.

Le taux d'activité dans le bassin n'a pas évolué depuis 2008 alors qu'il a augmenté en Wallonie. Le taux de chômage dans le bassin a diminué entre 2008 et 2016, mais dans une moindre mesure qu'en Wallonie. On constate donc que si nos taux d'emploi et de chômage sont plus favorables qu'en Wallonie, l'écart tend à diminuer.

Le taux d'emploi des hommes (66,1%) est supérieur à celui des femmes (58,7%). L'écart entre les taux d'emploi des hommes et des femmes tend à se résorber. Entre 2008 et 2016, le taux d'emploi des hommes a reculé de 3,0 p.p (point de pourcentage), alors qu'il a augmenté de 3,3 p.p. pour les femmes.

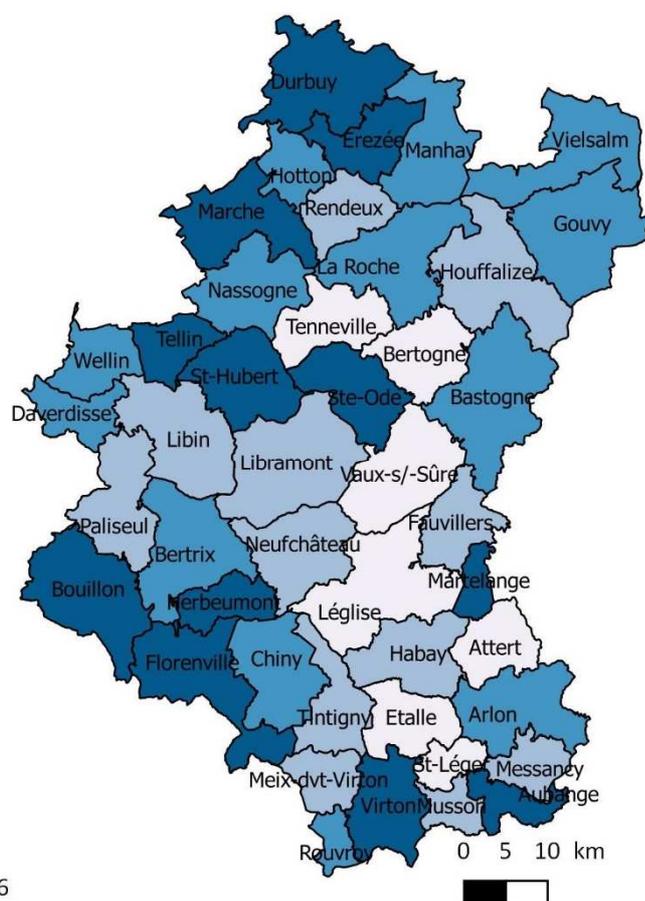
Le taux de chômage des hommes (9,7%) est inférieur à celui des femmes (10,4%). Entre 2008 et 2016, le taux de chômage des hommes a augmenté de 1,0 p.p. alors que celui des femmes a diminué de 1,9 p.p.

Notons enfin le taux de chômage élevé des 15-24 ans (24,6%, contre 32,8% en Wallonie).

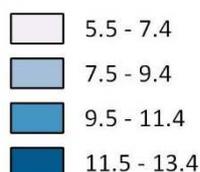
Taux de chômage des 15-64 ans

Source : Steunpunt WSE pour l'IWEPS, moyenne annuelle 2016

Taux de chômage administratif 2016	
Bassin du Brabant Wallon	10,6
Bassin de Hainaut Centre	17,3
Bassin de Hainaut Sud	18,8
Bassin de Wallonie Picarde	12,1
Bassin de Huy-Waremme	11,8
Bassin de Liège	18,5
Bassin de Verviers	14,9
Bassin du Luxembourg	10,0
Bassin de Namur	12,5
Bassin de Bruxelles	20,0
Wallonie (hors DG)	14,6



Taux de chômage 2016 (%)



14,16 % = taux de chômage wallon

Réalisation : IBEFE Lux

Source : Steunpunt Werk pour l'IWEPS, moyenne annuelle 2016

Les 7 communes du Bassin ayant le taux de chômage le plus élevé : Bouillon (13,3%), Florenville, (13,2%), Virton (12,9%), Durbuy, Sainte-Ode (12,8%), Martelange (12,7%) et Tellin (12,1%).

Les 5 communes ayant le taux de chômage le plus faible sont Léglise (5,6%), Vaux-sur-Sûre (5,5%), Attert (6,1%), Bertogne (6,6%) et Saint-Léger (6,8%).

1.3.2. Caractéristiques de la réserve de main d'œuvre

En 2017, le bassin du Luxembourg comptait 11.884 demandeurs d'emploi inoccupés (DEI), soit 5,5% des DEI wallons. Par rapport à 2014, c'est 2.362 DEI de moins, soit une diminution de 16,6% (-13,7% en Wallonie).

A. Répartition par genre

	% DEI femmes 2017
Bassin du Brabant Wallon	50,5%
Bassin de Hainaut Centre	47,2%
Bassin de Hainaut Sud	46,4%
Bassin de Wallonie Picarde	47,7%
Bassin de Huy-Waremme	48,8%
Bassin de Liège	47,3%
Bassin de Verviers	48,8%
Bassin du Luxembourg	48,1%
Bassin de Namur	47,3%
Bassin de Bruxelles	47,5%
Wallonie (hors DG)	47,6%

Source : Le Forem/Actiris, moyenne 2017

La part des femmes dans la demande d'emploi est un peu plus élevée dans le bassin (48,1%) qu'en Wallonie.

B. Répartition par tranche d'âge

	% DEI moins de 25 ans 2017	% DEI 50 ans et plus 2017
Bassin du Brabant Wallon	17,3%	29,0%
Bassin de Hainaut Centre	18,6%	24,9%
Bassin de Hainaut Sud	18,0%	24,5%
Bassin de Wallonie Picarde	21,5%	26,6%
Bassin de Huy-Waremme	19,6%	28,3%
Bassin de Liège	15,9%	26,9%
Bassin de Verviers	19,0%	26,7%
Bassin du Luxembourg	21,0%	25,2%
Bassin de Namur	19,5%	26,8%
Bassin de Bruxelles	10,3%	24,6%
Wallonie (hors DG)	18,3%	26,2%

Source : Le Forem/Actiris, moyenne 2017

Notre bassin a une part plus importante de DEI de moins de 25 ans (21,0%) mais moins importante de DEI de plus de 50 ans (25,2%) par rapport à la situation pour la Wallonie.

Quand on compare avec la situation des autres bassins, nous nous trouvons à la 2^{ème} place des bassins où il y a la proportion la plus élevée de DEI de moins de 25 ans.

C. Répartition par niveau de diplôme

% DEI peu qualifiés ² 2017	
Bassin du Brabant Wallon	31,3%
Bassin de Hainaut Centre	48,4%
Bassin de Hainaut Sud	52,2%
Bassin de Wallonie Picarde	45,7%
Bassin de Huy-Waremme	41,1%
Bassin de Liège	45,6%
Bassin de Verviers	46,5%
Bassin du Luxembourg	39,2%
Bassin de Namur	41,9%
Bassin de Bruxelles	23,0%
Wallonie (hors DG)	45,1%

Source : Le Forem/Actiris, moyenne 2017

Les DEI du bassin sont plus scolarisés que la moyenne wallonne (39,2% ont un niveau d'études inférieur au CESS contre 45,1% en Wallonie). Malgré cette constatation favorable comparativement au reste de la Wallonie, c'est quand même près de 4 demandeurs d'emploi sur 10 qui déclarent un niveau de diplôme inférieur au secondaire supérieur.

D. Répartition par durée d'inactivité

% DEI avec durée de 2 ans et plus 2017	
Bassin du Brabant Wallon	39,7%
Bassin de Hainaut Centre	43,6%
Bassin de Hainaut Sud	45,2%
Bassin de Wallonie Picarde	40,2%
Bassin de Huy-Waremme	43,7%
Bassin de Liège	44,8%
Bassin de Verviers	45,5%
Bassin du Luxembourg	36,0%
Bassin de Namur	39,8%
Bassin de Bruxelles	47,7%
Wallonie (hors DG)	42,8%

Source : Le Forem/Actiris, moyenne 2017

La part des DEI avec une durée d'inoccupation de 2 ans et plus est nettement moindre dans le bassin qu'en Wallonie (36,0% contre 42,8% en Wallonie).

E. Possession du permis B

% DEI sans permis B ³ 2017	
Bassin du Brabant Wallon	28,6%
Bassin de Hainaut Centre	34,9%
Bassin de Hainaut Sud	36,4%
Bassin de Wallonie Picarde	34,6%

² Peu qualifié = inférieur au secondaire supérieur (sur base de la déclaration du demandeur d'emploi lors de son inscription).

³ Détention du permis B établie sur base déclarative.

Bassin de Huy-Waremme	28,3%
Bassin de Liège	39,0%
Bassin de Verviers	35,6%
Bassin du Luxembourg	24,9%
Bassin de Namur	32,7%
Bassin de Bruxelles	ND
Wallonie (hors DG)	34,5%

Source : Le Forem/Actiris, moyenne 2017

La proportion de DEI sans permis de conduire est largement inférieure à la moyenne wallonne (24,9% contre 34,5% en Wallonie). Cette situation est à mettre en lien avec la faiblesse du réseau de transports en communs sur notre territoire.

Parmi les jeunes DEI de moins de 25 ans, cette proportion de DEI sans permis monte à 39,0%.

1.3.3. Emploi

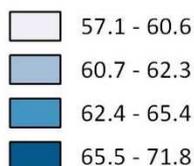
A. Taux d'emploi

Taux d'emploi des 15-64 ans

Source : Steunpunt WSE pour l'IWEPS, moyenne annuelle 2016

	Taux d'emploi administratif 2016
Bassin du Brabant Wallon	62,0
Bassin de Hainaut Centre	53,3
Bassin de Hainaut Sud	52,6
Bassin de Wallonie Picarde	60,0
Bassin de Huy-Waremme	63,0
Bassin de Liège	54,0
Bassin de Verviers	59,9
Bassin du Luxembourg	62,4
Bassin de Namur	60,9
Bassin de Bruxelles	49,0
Wallonie	57,7

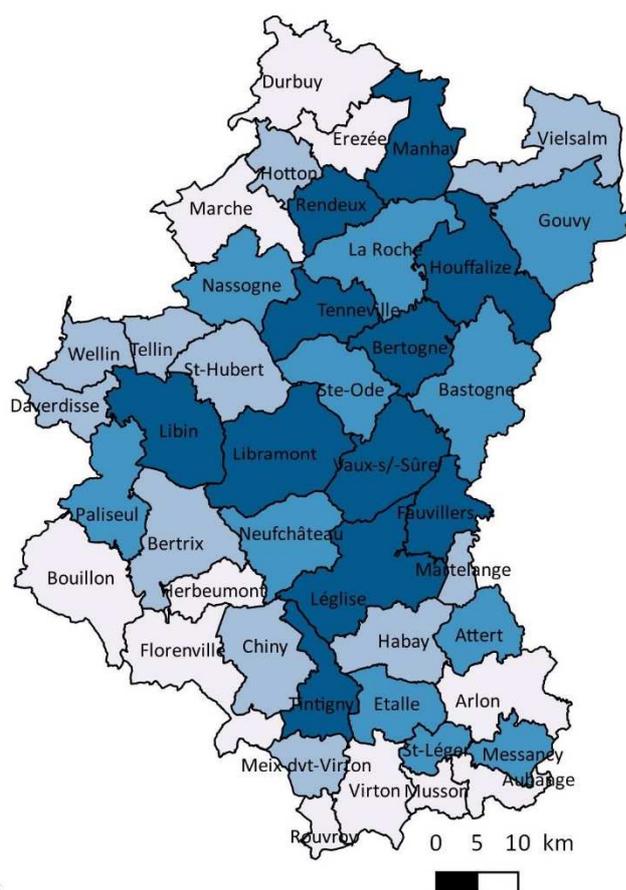
Taux d'emploi 2016 (%)



57,7 % = Taux d'emploi Wallon

Réalisation : IBEFE Lux

Source : Steunpunt Werk pour l'IWEPS, moyenne annuelle 2016



En 2016, le taux d'emploi dans le bassin du Luxembourg est de 62,4% contre 57,7% pour la Wallonie.

Au niveau des communes du bassin

Les taux d'emploi sont les plus élevés à Bertogne (71,8%), Légise (70,0%) et Vaux-sur-Sûre (29,9%). Ces taux se réduisent à mesure que l'on s'éloigne du centre et des principaux axes routiers. Ainsi les communes de Virton (57,1%), Florenville (57,8%), Rouvroy (58,5%), Aubange (58,7%) affichent des taux nettement plus faibles.

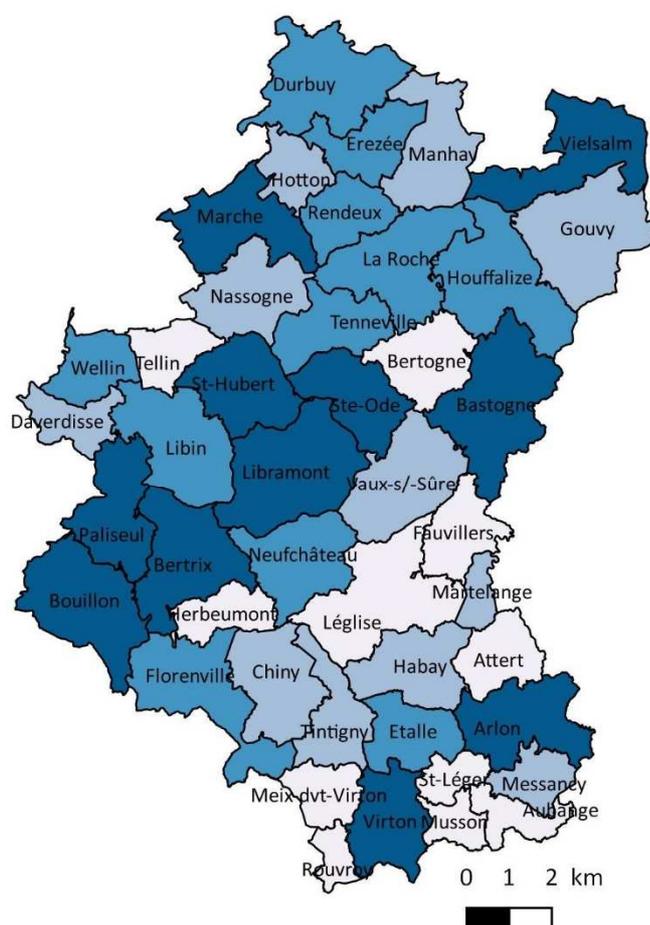
B. Ratio d'emploi intérieur

Le ratio d'emploi intérieur rapporte l'emploi intérieur à la population en âge de travailler. Au niveau communal, l'emploi intérieur équivaut à l'emploi par commune de travail, exprimé en personnes, en postes ou en équivalent-temps plein (ETP).

Ratio d'emploi intérieur

Source : IWEPS (sur la base de données SPF Economie, ONSS, ONSSAPL, INASTI, ONEM ; moyenne annuelle 2016

	Ratio d'emploi intérieur
Bassin du Brabant Wallon	66,4%
Bassin de Hainaut Centre	48,1%
Bassin de Hainaut Sud	52,1%
Bassin de Wallonie Picarde	57,7%
Bassin de Huy-Waremme	46,2%
Bassin de Liège	60,4%
Bassin de Verviers	55,2%
Bassin du Luxembourg	54,6%
Bassin de Namur	58,0%
Bassin de Bruxelles	56,0%
Wallonie	55,9%



Pour l'ensemble de la province de Luxembourg, le ratio d'emploi intérieur 2016 (moyenne annuelle) est de 55,0% (56,6% en Wallonie et 67,8% en Belgique).

Les communes qui offrent le plus d'emplois relativement à leur population en âge de travailler sont Marche et Libramont (ratios supérieurs à 100 %). Le plus souvent, les communes où l'on comptabilise beaucoup d'emplois relativement à la population offrent un ensemble de services qui dépassent le cadre de la commune, comme des administrations, des hôpitaux ou des agences d'intérim (les emplois des intérimaires sont localisés à l'agence) ou bénéficient de la présence d'un gros employeur.

A l'inverse, St-Léger, Musson et Attert présentent des ratios d'emploi intérieur bas. Cela n'est pas relié au taux d'emploi puisque, dans certaines communes dites « dortoirs », peu d'emplois sont exercés alors que le taux d'emploi y est élevé.

Au vu de la particularité frontalière de notre bassin, cette donnée concernant les ratios d'emploi intérieur doit être complétée par les données relevant de l'emploi occupé au Luxembourg par des travailleurs résidant en Belgique. Au 31/03/2017, on relève en effet 33.200 actifs exerçant une activité professionnelle au Luxembourg et affiliés au système de la sécurité sociale luxembourgeoise, résidant en Belgique, en province de Luxembourg.⁴ La répartition des salariés frontaliers par branche d'activité est envisagée au point suivant.

C. L'emploi salarié

Au 30 juin 2016, il y a **78.377 postes de travail salarié dans le bassin du Luxembourg**, soit 7,6% des postes de travail salariés en Wallonie. Entre 2012 et 2016, le nombre de postes de travail salarié a augmenté de 3,5%, soit 2.654 postes supplémentaires, contre +1,9% en Wallonie.

La représentation graphique en bulles, ci-après, indique comment se positionnent les différents secteurs d'activité au regard de leur indice de spécialisation (IS) et de l'évolution du nombre de postes de 2012 à 2016. Un indice de spécialisation permet d'évaluer la représentativité relative d'un secteur d'activité dans le bassin par rapport à la région wallonne.

Quels sont les trois secteurs avec l'indice de spécialisation (IS) le plus élevé ?

- D - Agriculture, sylviculture et pêche
- F - Construction
- I - Hébergement et restauration

Quels sont les trois secteurs avec l'évolution 2012/2016 la plus forte ?

- N - Activités de service administratif et de soutien (+31,4%)
- R - Arts-spectacles et activités récréatives (+27,4%)
- L - Activités immobilières (+24,3%),

Quels sont les trois secteurs qui offrent le plus de postes de travail salarié ?

- Q - Santé humaine et action sociale
- O - Administration publique et défense ; sécurité sociale
- P - Enseignement

Au 30 juin 2016, l'ONSS dénombre 7.219 unités d'établissement dans le bassin du Luxembourg.

A ces postes de travail occupés dans la province (par des résidents ou non de la province), il faut ajouter les **32.190 travailleurs** qui résident en province de Luxembourg (sur les 44.100 frontaliers résidant en Belgique) et exercent une **activité salariée au Grand-Duché de Luxembourg**, au 31/03/2017.

Parmi les **44.100 résidents de Belgique**, les secteurs offrant le plus de postes de travail au GDL sont :

- G – Commerce et réparation d'automobiles (7.090 travailleurs salariés résidents en Belgique occupés au GDL)
- M – Activités spécialisées, scientifiques et techniques (6.050)
- K – Activités financières et d'assurance (5.960)

Notons également l'importance des secteurs de la construction (5.200 travailleurs) et de l'industrie manufacturière (4.270 travailleurs) pour les travailleurs résidant en Belgique.

⁴ Source : Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Ministère de la Sécurité sociale, Inspection générale de la Sécurité sociale

Postes de travail salariés et établissements

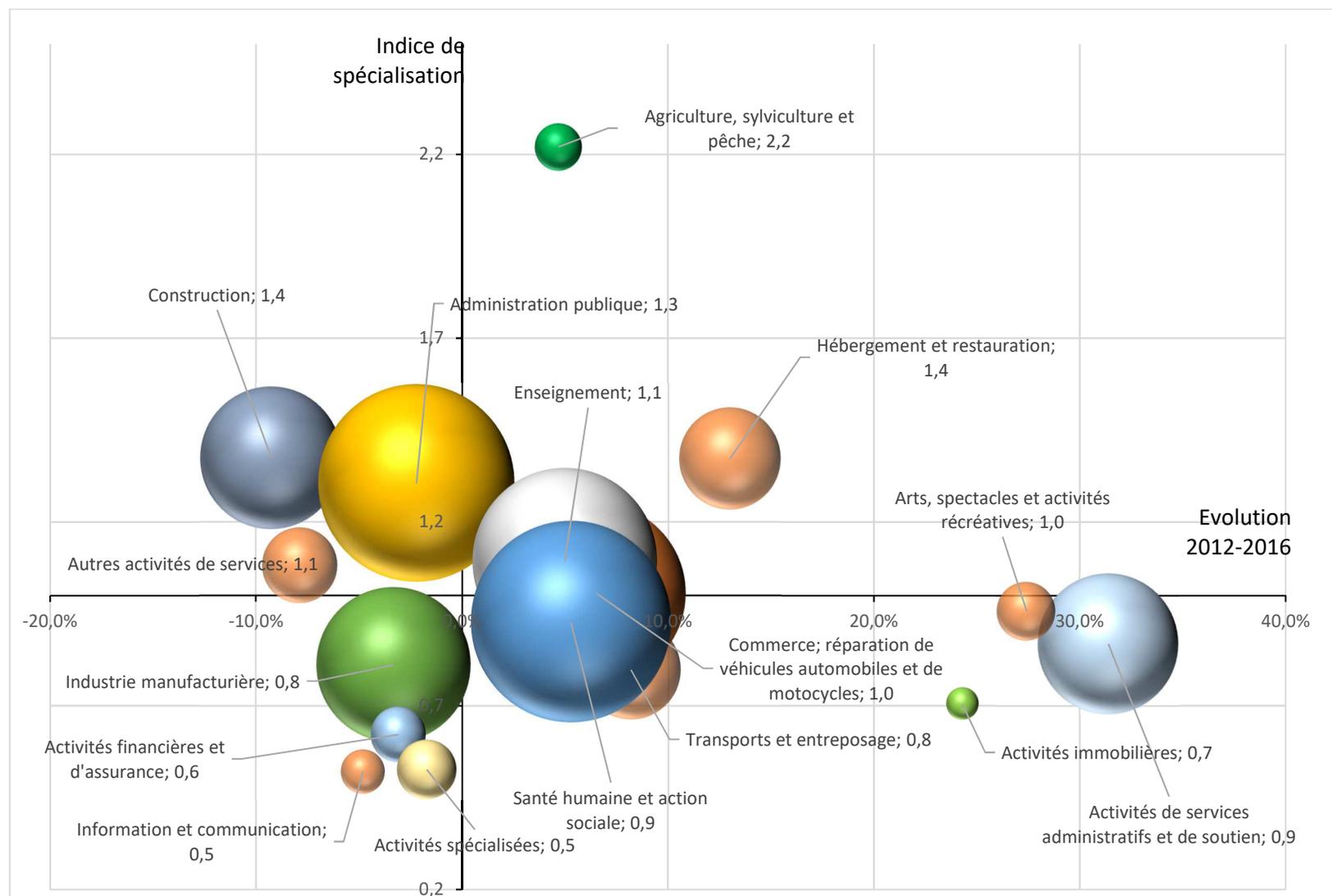
Source : ONSS, répartition des postes de travail par lieu de travail, 30/06/2016 ; Calculs IWEPS/IBSA

	Nb postes Bassin 2016	Poids du secteur (%)		Indice de spécialisation par rapport à la Wallonie	Evolution 2012-2016 (%)		Nb établissements Bassin 2016
		Bassin	Wallonie		Bassin	Wallonie	
A - AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE	672	0,9%	0,4%	2,2	4,7%	11,3%	226
B - INDUSTRIES EXTRACTIVES	159	0,2%	0,2%	1,1	-18,9%	-27,2%	15
C - INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	7368	9,4%	11,6%	0,8	-3,3%	-7,4%	354
D - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ	348	0,4%	0,5%	0,8	-6,7%	-5,4%	10
E - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT	658	0,8%	0,9%	0,9	3,5%	0,9%	80
F - CONSTRUCTION	6218	7,9%	5,8%	1,4	-9,3%	-11,7%	800
G - COMMERCE DE GROS ET DE DETAIL; RÉPARATION DE VEHICULE	9856	12,6%	12,5%	1,0	6,5%	2,1%	1574
H - TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	3048	3,9%	4,9%	0,8	8,2%	-0,8%	189
I - HÉBERGEMENT ET RESTAURATION	3192	4,1%	3,0%	1,4	13,0%	11,2%	698
J - INFORMATION ET COMMUNICATION	594	0,8%	1,5%	0,5	-4,8%	4,7%	57
K - ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	941	1,2%	1,9%	0,6	-3,1%	-0,8%	266
L - ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	307	0,4%	0,6%	0,7	24,3%	7,1%	121
M - ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	1091	1,4%	2,6%	0,5	-1,7%	7,4%	326
N - ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	6091	7,8%	9,0%	0,9	31,4%	19,1%	304
O - ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DEFENSE; SECURITE SOCIALE	11945	15,2%	11,7%	1,3	-2,2%	-4,9%	304

P - ENSEIGNEMENT	10593	13,5%	12,4%	1,1	5,0%	8,3%	496
Q - SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE	12445	15,9%	17,1%	0,9	5,3%	6,7%	556
R - ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES	1055	1,3%	1,4%	1,0	27,4%	8,3%	205
S - AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES	1746	2,2%	2,1%	1,1	-7,9%	-6,2%	596
T - ACTIVITÉS DES MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS	50	0,1%	0,0%	1,3	-7,4%	10,0%	42
U - ACTIVITÉS DES ORGANISMES EXTRA-TERRITORIAUX	0	0,0%	0,0%	0,0	0,0%	33,3%	0
Total général	78377	100,0%	100,0%	1,0	3,5%	1,9%	7219

Spécialisation et évolution 2012-2016 des secteurs d'activités

Source : ONSS, répartition des postes de travail par lieu de travail, 30/06/2016 ; Calculs IWEPS/IBSA, Représentation IBEFE



Actifs salariés exerçant une activité au Luxembourg par secteur d'activité et pays de résidence

Source : Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, Ministère de la Sécurité sociale, Inspection générale de la Sécurité sociale, au 31/03/2017

	Total actifs salariés exerçant au Luxembourg 31/03/2017	Pays de résidence Belgique	Part du secteur / frontaliers résidant en Belgique
A - Agriculture, sylviculture et pêche	1.380	170	0,4%
B - Industries extractives	250	10	0,0%
C - Industrie manufacturière	31.660	4.270	9,7%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1.490	60	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	1.610	80	0,2%
F - Construction	42.730	5.200	11,8%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	48.920	7.090	16,1%
H - Transports et entreposage	27.680	4.250	9,6%
I - Hébergement et restauration	18.900	1.140	2,6%
J - Information et communication	18.890	2.970	6,7%
K - Activités financières et d'assurance	46.460	5.960	13,5%
L - Activités immobilières	2.800	230	0,5%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	34.800	6.050	13,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	29.780	2.530	5,7%
O - Administration publique	42.090	380	0,9%
P - Enseignement	4.450	260	0,6%
Q - Santé humaine et action sociale	36.730	2.680	6,1%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	2.200	120	0,3%
S - Autres activités de services	6.180	430	1,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	5.890	100	0,2%
U - Activités extra-territoriales	680	50	0,1%
Z - Non déterminé	2.410	70	0,2%
Total	407.980	44.100	100,0%

D. L'emploi indépendant

Au 31 décembre 2016, le bassin du Luxembourg compte 22.846 indépendants, soit 7,8% des indépendants wallons. Entre 2012 et 2016, le nombre d'indépendants a stagné (+0,0%) alors qu'il a augmenté de 6,5% en Wallonie. Parmi les indépendants, 14.588 occupent leur activité d'indépendant à titre principal, soit 63,9% des indépendants du bassin contre 64,2% en Wallonie.

Le commerce est le 1er secteur par ordre d'importance (25,4%). L'industrie-artisanat (22,3%), l'agriculture (22,1%) et les professions libérales (22,0%) le talonnent. Il est à noter l'importance du secteur « agriculture et pêche » au sein de l'emploi indépendant du Luxembourg. Ce dernier a un indice de spécialisation fort. Par contre, tous les secteurs, sauf celui des professions libérales (et divers), ont connu une diminution de leur nombre d'indépendants entre 2012 et 2016.

Les indépendants en activité principale et les aidants

Source : INASTI, 31/12/2016 ; Calculs IWEPS/IBSA

	Nb indépendants et aidants Bassin	Part du secteur		Indices de spécialisation	Evolution 2012-2016		Part des indépendants en activité principale		Part des aidants	
	2016	Bassin	Wallonie	IS par rapport à la Wallonie	Bassin	Wallonie	Bassin	Wallonie	Bassin	Wallonie
Agriculture et pêche	5057	22,1%	9,8%	2,3	-1,2%	7,2%	61,8	64,5	9,9%	12,9%
Industrie	5086	22,3%	20,1%	1,1	-1,0%	6,5%	64,8	69,0	8,2%	6,9%
Commerce	5794	25,4%	30,4%	0,8	-5,4%	-1,7%	65,8	64,5	7,9%	6,4%
Professions libérales	5019	22,0%	31,9%	0,7	11,4%	17,3%	62,5	60,3	3,2%	2,6%
Services	1774	7,8%	7,3%	1,1	-4,7%	0,6%	64,5	66,5	4,6%	4,7%
Divers	116	0,5%	0,5%	1,0	28,9%	0,0%	61,2	59,7	12,1%	9,7%
Total général	22846	100,0%	100,0%	1,0	0,0%	6,5%	63,9	64,2	7,2%	5,8%

En bref

Le bassin du Luxembourg se caractérise par :

- De fortes disparités au niveau communal (indicateurs favorables dans le centre et le long des axes routiers, défavorables à l'ouest du bassin)
- Une population plus jeune et une augmentation démographique plus importante (mais variable selon les communes) qu'en Wallonie.
- Des taux d'emploi et de chômage plus favorables qu'en Wallonie (taux d'emploi plus élevés, taux de chômage plus bas).
- Des demandeurs d'emploi plus jeunes, ayant des niveaux d'étude plus élevés et des durées d'inactivité plus courtes qu'en Wallonie.
- Des secteurs surreprésentés au niveau de l'emploi : agriculture, construction, Horeca, administration publique et enseignement.
- En plus des travailleurs salariés occupés dans la province, un nombre important de travailleurs résidant dans la province exerçant leur activité au Grand-Duché de Luxembourg.

CHAPITRE 2 - OFFRE D'ENSEIGNEMENT, DE FORMATION ET DE VALIDATION DES COMPÉTENCES : RESSOURCES DES TERRITOIRES

2.1. Données globales, de cadrage

Remarque : La grande majorité des données relatives à l'enseignement obligatoire présentées dans le point 2.1. est issue de données authentiques délivrées par l'institution⁵ mais non certifiées⁶. Ces données diffèrent dans leur source, leur méthode de comptabilisation des données présentes dans la suite du chapitre (à partir du point 2.2.). Il n'est donc pas possible ni pertinent de comparer les totaux présentés dans ces deux parties. Le lecteur est invité à prendre connaissance des sources.

2.1.1. Nombre total d'apprenants dans le bassin

A. Formation initiale

Enseignement obligatoire	Bassin	Nombre d'apprenants		
		% Wallonie	% FWB	% Femmes (bassin)
Enseignement secondaire (Source : Etnic, 2015-2016)				
Enseignement secondaire ordinaire de plein exercice	26.208	9%	7%	49%
• Premier degré	8.258	9%	7%	48%
• Deuxième degré	9.129	9%	7%	47%
- Forme générale	4.262	9%	7%	53%
- Forme technique et artistique de transition	837	10%	8%	35%
- Forme technique et artistique de qualification	1.953	10%	8%	47%
- Forme professionnelle	2.077	9%	7%	38%
• Troisième degré	8.600	9%	7%	50%
- Forme générale	3.254	9%	7%	55%
- Forme technique et artistique de transition	714	11%	9%	47%
- Forme technique et artistique de qualification	2.161	9%	7%	50%
- Forme professionnelle	2.471	9%	8%	45%
• Quatrième degré	221	4%	4%	81%
Enseignement secondaire en alternance	681	9%	7%	36%
• Deuxième degré	325	7%	6%	33%
• Troisième degré	356	10%	8%	38%
• Nombre de contrats d'alternance (Source : OFFA)	Données non disponibles			
IFAPME Apprentissage (Source : IFAPME, 2016-2017)				
Inscriptions	375	7%	SO	25,3%
Personnes sous contrat	351	7,9%	SO	22,2%

⁵ Cf. Source Etnic, calculs IWEPS.

⁶ Les données certifiées sont délivrées par le service en charge de l'organisation des établissements d'enseignement secondaire ordinaire qui définit entre-autre le nombre de périodes-professeurs dont peuvent bénéficier les établissements scolaires sur base de leur population au 15 janvier de l'année précédente.

L'Enseignement secondaire ordinaire

L'enseignement secondaire ordinaire se répartit en quatre degrés :

- 1^e degré (degré d'observation) ;
- 2^e degré (degré d'orientation) ;
- 3^e degré (degré de détermination) ;
- 4^e degré (Soins infirmiers).

L'enseignement secondaire ordinaire est organisé sous différentes formes à partir du 2^e degré : Général, Technique de transition, Technique de qualification (TQ), Artistique de transition, Artistique de qualification, Professionnel (P).

Les sections de transition préparent à la poursuite des études jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur, tout en offrant des possibilités d'entrer dans la vie active. Un certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) est délivré au terme des 6^e années de ces études.

Les sections de qualification préparent à l'entrée dans la vie active tout en permettant la poursuite d'études jusqu'au niveau de l'enseignement supérieur. Un certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) et/ou un certificat de qualification (CQ) sont délivrés au terme de ces études. Et ce, selon les cas, soit à l'issue d'une 6^e année soit au terme d'une 7^e année (CQ6 et/ou CQ7).

On relèvera que, sur les 9.129 élèves du 2^{ème} degré, 1.953 sont inscrits en technique de qualification et 2.077 en professionnelle, soit un total de 44,1% des élèves du 2^{ème} degré. Dans le 3^{ème} degré (8.600 élèves), cette proportion d'élèves inscrits en technique de qualification et professionnelle passe à 53,8%.

L'alternance et l'apprentissage dans la formation initiale

En plus de l'enseignement en plein exercice, l'enseignement qualifiant propose également une filière de formation en alternance selon deux modalités qui relèvent de l'enseignement secondaire de qualification :

- L'enseignement en alternance qui vise les mêmes options, les mêmes objectifs en termes de compétences et les mêmes certifications que le plein exercice. Par référence au Décret « Missions » du 24 juillet 1997 *définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*, on parle d'alternance « article 49 ».
- L'enseignement en alternance organisé sur la base de profils de formations spécifiques. Par référence au Décret « Missions » du 24 juillet 1997 précité, on parle d'alternance « article 45 ». Les options organisées en alternance article 45 sont sanctionnées par un CQ spécifique

L'Institut wallon de Formation en Alternance et des indépendants et Petites et Moyennes Entreprises (IFAPME) propose des formations métiers dans une multitude de secteurs professionnels. Ces formations sont organisées sur la base du principe de l'alternance et sont accessibles dès l'âge de 15 ans.

Parmi les élèves en alternance, 681 sont inscrits au CEFA (2015-2016) et 375 à l'IFAPME (2016-2017).

B. Formation supérieure

	Nombre d'étudiants			
	Bassin	% Wallonie	% FWB	% Femmes (bassin)
Enseignement de Promotion sociale sociale (Source : Direction de l'enseignement de Promotion sociale, 2016-2017)				
Niveau supérieur court	965	4,8%	2,9%	ND
Niveau supérieur long	0	0%	0%	ND
Enseignement supérieur				
Hors universitaire	Données non disponibles			
Universitaire	Données non disponibles			

Concernant la formation supérieure, on compte 965 étudiants inscrits dans des formations de niveau supérieur en **Promotion sociale**.

Les données actualisées ne sont pas disponibles pour l'enseignement supérieur mais les données ETNIC 2013-2014 indiquaient 3.282 étudiants inscrits dans les **Hautes Ecoles** du bassin (HERS, implantations à Libramont, Arlon, Virton et Henallux, implantations à Virton, Bastogne, Arlon, et Marche). Enfin, dans nos dernières publications concernant les élèves du supérieur domiciliés dans le bassin, nous avons relevé 5.300 étudiants domiciliés dans la province scolarisés dans des Hautes Ecoles⁷ (dont 1.972 en province de Luxembourg) en 2014-2015 et 3.501 étudiants domiciliés dans la province inscrits dans des universités belges francophones en 2013-2014⁸.

C. Formation pour adultes

Enseignement non obligatoire	Nombre d'apprenants			
	Bassin	% Wallonie	% FWB	% Femmes (bassin)
Enseignement de Promotion sociale (Source : Direction de l'enseignement de Promotion sociale, 2015-2016)				
Niveau secondaire inférieur	4.773	SO	8,9%	ND
Niveau secondaire supérieur	3.142	SO	4,9%	ND
IFAPME (Source : IFAPME, 2016-2017)				
Formation accélérée à la gestion	106	10,3%	SO	44,3%
Année préparatoire formation chef d'entreprise	167	6,8%	SO	39,5%
Formation de chef d'entreprise	497	5,5%	SO	48,1%
Coordination et encadrement	0A	0%	SO	SO
Personnes sous convention de stage	329	6,8%	SO	32,8%
FOREM hors Centre de Compétence (Source : Le Forem, 2017)				
DE - Gestion propre et partenariat	2.270	10,5%	SO	41,1%
Travailleurs-Gestion propre et partenariat	277	12,7%	SO	79,1%
Etudiants	0	0,0%	SO	SO
CISP (Source : Interfédé, 2015)				
DEFI ⁹	731	6,3%	SO	64,8%
EFT ¹⁰	405	8,9%	SO	22,4%

⁷ Source : ETNIC 2014-2015

⁸ Source : CREF, année académique 2013-2014

⁹ Démarche Formation Insertion

¹⁰ Entreprise de Formation par le Travail

L'Enseignement de Promotion sociale (EPS)

L'Enseignement de Promotion sociale s'inscrit dans la dynamique de l'éducation tout au long de la vie en Fédération Wallonie-Bruxelles et offre aux adultes¹¹ un large éventail de formations, organisées d'une manière permanente ou occasionnelle, de niveau secondaire ou supérieur.

L'EPS poursuit 2 finalités :

- Concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, scolaire et culturelle ;
- Répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et, d'une manière générale, des milieux socio-économiques et culturels.

L'Enseignement de Promotion sociale est organisé de façon modulaire selon un système d'unités d'enseignement (UE). Chaque section comporte une ou plusieurs UE et généralement des stages et une épreuve intégrée. L'articulation entre les différentes UE est déterminée par un processus de capitalisation représenté par l'organigramme de la section. Chacune de ces UE est sanctionnée par une attestation de réussite.

Sur le territoire du Luxembourg, plusieurs écoles d'enseignement de Promotion sociale sont actives :

- IEPSCF, Institut d'enseignement de Promotion sociale de la Communauté française (Arlon, Libramont, Marche, Vielsalm) ;
- ILLEPS, Institut libre luxembourgeois d'enseignement de Promotion sociale (Arlon, Bastogne, Vielsalm, Virton) ;
- EICA, Ecole industrielle et commerciale de la ville d'Arlon (Arlon).

L'IFAPME

L'objectif principal de l'IFAPME est de proposer des formations à des métiers dans une multitude de secteurs professionnels organisées sur base du principe de l'alternance.

Parmi ses missions :

- La formation accélérée à la gestion ;
- La formation de coordination et d'encadrement (dès 18 ans). Elles permettent d'acquérir les compétences nécessaires pour exercer un métier et préparer à l'exercice d'une fonction salariée d'encadrement de personnes, d'adjoint à la direction ou de coordination de projet au sein d'une entreprise ;
- L'année préparatoire à la formation chef d'entreprise ;
- La formation de chef d'entreprise (dès 18 ans) en alternance ou hors alternance.

Dans le bassin, l'IFAPME organise des formations à Libramont, Arlon et Marche.

Le Forem

« Le cœur de métier du Forem est l'insertion des demandeurs d'emploi sur le marché du travail dans une perspective d'emploi durable et de qualité, ainsi que la satisfaction des besoins des employeurs et de leurs offres d'emploi. »

Le Forem propose à tous les citoyens de Wallonie de langue française des formations leur permettant d'obtenir une qualification conforme aux exigences du marché de l'emploi. Plus de 150 formations sont ainsi proposées par le Forem ». Les formations du Forem sont organisées soit en gestion propre, soit en partenariat ; dans un centre de formation Forem ou encore dans un Centre de Compétence

¹¹ L'âge minimum varie selon les niveaux d'enseignement ; dans certains cas, il peut descendre jusqu'à 15 ans.

(CDC). Le Forem organise des formations à destination des demandeurs d'emploi mais aussi des travailleurs et des étudiants.

Dans le bassin, les formations Forem sont dispensées à Arlon, Libramont et Marloie. Attention, dans les données ci-dessus, les formations organisées par le Centre de compétence de Molinfaing sont également reprises.

Les CISP

Les CISP sont des centres d'insertion socioprofessionnelle agréés par la Région wallonne qui sont chargés d'organiser une ou plusieurs filières de formation en vue de faciliter l'insertion socioprofessionnelle des stagiaires dont ils ont la charge et ce par l'acquisition de compétences, de connaissances et de comportements nécessaires à celle-ci.

Les CISP du bassin sont :

- CDR
- CEPPST
- Form'Action
- Futur Simple
- Habilux
- La Renardière
- La Source
- La Toupie
- La Trêve
- Le Trusquin
- Lire et Ecrire
- Miroir vagabond
- Mode d'Emploi Luxembourg
- Produits et Marchés de Pays

En **Promotion sociale**, un total de 7.915 apprenants est comptabilisé. Parmi eux, nombreux sont ceux qui suivent les cours à titre de hobby. A l'**IFAPME**, 603 apprenants sont inscrits aux formations gestion ou chef d'entreprise. Au **Forem**, 2.270 demandeurs d'emploi ont suivi une formation en 2017. Enfin, 1.136 personnes ont suivi une formation **CISP** en 2015. La part des apprenants dans le bassin par rapport au niveau régional ou FWB est le plus important pour la formation Forem puisque 10,5% des apprenants wallons Forem le sont sur notre bassin.

D. Accompagnement différencié

Enseignement non obligatoire	Bassin	Nombre d'apprenants		
		% Wallonie	% FWB	% Femmes (bassin)
Enseignement spécialisé (Source : DGEO 2016-2017)				
Forme 3	174 (forme 3/ph 3)	ND	6%	36,78%
Forme 4	0 (forme 4/3 ^e degré	ND	0	/
Centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle AVIQ				
Orientation/Formation de base	Données non disponibles			
Formation professionnalisante	Données non disponibles			

L'enseignement spécialisé

L'enseignement spécialisé permet de rencontrer les besoins éducatifs spécifiques des élèves en difficulté et vise à leur épanouissement personnel ainsi qu'à leur intégration sociale et/ou professionnelle. L'élève y évolue comme dans l'enseignement ordinaire, à son rythme, grâce à un

encadrement pédagogique, paramédical, psychologique et social permettant une individualisation de l'enseignement. Comme l'enseignement ordinaire, l'enseignement spécialisé intègre les objectifs et missions de l'enseignement.

L'Enseignement secondaire spécialisé est organisé en quatre formes, prenant en compte le projet personnel de l'élève.

- La forme 1 : enseignement d'adaptation sociale ;
- La forme 2 : enseignement d'adaptation sociale et professionnelle ;
- La forme 3 : enseignement professionnel ;
- La forme 4 : enseignement général, technique, artistique ou professionnel de transition ou de qualification.

Chacune des formes d'enseignement est organisée en une ou plusieurs phases qui s'articulent autour du projet personnel de l'élève et du projet d'établissement. Une phase correspond à la durée requise pour que l'élève maîtrise les objectifs ou les référentiels des compétences fixés.

L'enseignement spécialisé de formes 3 et 4 peut aussi être organisé en alternance à partir de la phase 2. On parle d'alternance « article 47 » en référence au Décret « Missions » du 24 juillet 1997 précité.

174 étudiants sont inscrits **en forme 3 de l'enseignement spécialisé**, soit 6% des étudiants FWB inscrits dans cette forme.

Les CFISPA

Les Centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés s'adressent aux personnes ayant un handicap reconnu par l'AVIQ ou par un autre organisme ou ayant terminé leur scolarité dans l'enseignement secondaire spécialisé.

Ces centres proposent un parcours pouvant comprendre selon la situation du stagiaire :

- une phase de détermination de projet ;
- une phase de validation de projet ;
- une phase de formation qualifiante ;
- une phase de suivi post-formatif.

Le territoire comporte un seul CFISPA : le CFP Famenne Ardenne à Marloie.

E. Formation complémentaire

Remarque : pour les CTA, les données et analyses présentées dans le tableau ci-dessous sont basées sur un nombre d'heures de formation et non un nombre d'apprenants¹².

Enseignement non obligatoire	Nombre d'heures de formation (CTA) / apprenants (CdC)			
	Bassin	% Wallonie	% FWB	% Femmes
CTA (Source : Rapport d'activité des CTA, DGEO - DREMT, 2016)				
Élèves de l'enseignement secondaire qualifiant	8.166	9,9%	8,3%	ND
Élèves du 3 ^e degré de l'enseignement secondaire de transition	714	21,1	20,7%	ND
Autres « en âge d'obligation scolaire » (primaire, 1 ^e et 2 ^e degrés)	54	1,8%	1,2%	ND

¹² Voir *Rapport d'activités 2016. CTA réseau des Centres de Technologies Avancées*, DGEO, DREMT, 2018.

Étudiants de l'enseignement de Promotion sociale	150	6,5%	0,9%	ND
Étudiants de l'enseignement supérieur	1.014	14,5%	10,9%	ND
Demandeurs d'emploi	3.177	39,8%	18,1%	ND
Travailleurs	180	10,2%	9,4%	ND
Enseignants	966	16,3%	12,3%	ND
Centres de compétence Forem¹³ (Source : Le Forem, 2017)¹⁴				
Demandeurs d'emploi	583	3,3%	ND	41,3%
Etudiants	1.039	14,2%	ND	10,2%
Travailleurs	645	11,8%	ND	48,4%
Autres	0	/	ND	/

Les Centres de Technologies Avancées (CTA)

« Un Centre de Technologies Avancées (CTA) est une infrastructure reconnue par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et installée dans un établissement d'enseignement secondaire qualifiant mettant des équipements de pointe à disposition des élèves, des étudiants et des enseignants des enseignements secondaire, supérieur et de Promotion sociale, quels que soient le réseau et le caractère d'enseignement, ainsi que des formateurs de l'IFAPME/Espace Formation PME, des demandeurs d'emploi et des travailleurs. Cette offre de formation qualifiante doit être complémentaire, tant au niveau géographique que sectoriel, à l'offre des Centres de Compétence en Région wallonne et à celle des Centres de Référence professionnelle en Région bruxelloise.

Les CTA sont développés en priorité pour les secteurs professionnels porteurs afin de fournir une offre de formation encore plus pointue que celle fournie dans les filières techniques et professionnelles et répondre ainsi aux besoins des secteurs concernés (métiers en pénurie) »¹⁵.

3 CTA sont actifs en province de Luxembourg :

- CTA en étude et maintenance de systèmes automatisés industriels sous la forme d'une mini-usine (Virton) ;
- CTA en expertise scientifique au service des métiers de l'alimentation (Libramont) ;
- CTA pour le travail de la tôle (Marche).

Concernant la formation complémentaire organisée en Centre de Technologie avancée ou Centre de compétence, 8.934 heures ont été dispensées à des étudiants de l'enseignement secondaire ou primaire et 1.014 heures à des étudiants de l'enseignement supérieur dans les CTA ; 1.039 étudiants ont fréquenté des centres de compétence. 3.177 heures ont été dispensées à des demandeurs d'emploi en CTA ; 583 DEI se sont formés en Centre de compétence (attention, les apprenants au centre de compétence de Molinfaing ne sont pas comptabilisés ici mais en formation Forem). Enfin, les travailleurs ont comptabilisé 180h de formation en CTA ; et 645 travailleurs se sont formés en centre de compétence (hors Molinfaing).

Globalement, 9,9% des heures dispensées à des apprenants du secondaire qualifiant wallons le sont dans un CTA de notre bassin ; 7,4% des apprenants wallons en CDC le sont dans un centre de la province.

¹³ Il s'agit ici uniquement des centres de compétence FOREM et en partenariat avec le Forem.

¹⁴ Les formations réalisées au Centre de formation logistique et transport de Neufchâteau-Molinfaing ne sont pas reprises ici mais dans le tableau des formations hors centres de compétence.

¹⁵ www.enseignement.be.

2.1.2. Indicateurs globaux par bassin

Attention : les données reprises dans le tableau ci-dessous ne portent pas toujours sur les mêmes années ni les mêmes sources et ne permettent donc pas de faire des rapprochements ou des comparaisons. Le lecteur est invité à se référer aux sources référencées.

Part	Bassin	FWB
Taux d'inscrits dans le premier degré différencié¹⁶	8,1%	7,7%
Ratio qualification/transition au niveau secondaire¹⁷	49,5%	51,0%
Part de l'alternance dans l'enseignement secondaire ordinaire qualifiant¹⁸	7,9%	7,4%
Part de secondaire spécialisé dans le total du secondaire¹⁹	5,0%	4,7%
Part	Bassin	Wallonie
Part totale²⁰ de l'alternance²¹ dans la formation qualifiante (Enseignement et Classes moyennes)²²	11,7%	12,4% ²³

Dans le bassin du Luxembourg, il y a légèrement plus d'élèves inscrits dans le premier degré différencié (8,1%) qu'au niveau Fédération Wallonie-Bruxelles (7,7%).

Quant à la part de l'enseignement de qualification/transition au sein du bassin, celle-ci s'élève à 49,5%, part inférieure à ce qui est observée en FWB (51,0%).

La part de l'alternance dans l'enseignement ordinaire qualifiant est légèrement plus importante dans le Luxembourg qu'en FWB (7,9% contre 7,4%). Mais cette tendance s'inverse quelque peu si l'on considère la part totale de l'alternance dans la formation qualifiante (enseignement qualifiant + IFAPME) ; 11,7% dans le bassin contre 12,4%²⁴.

Enfin, le territoire du Luxembourg scolarise proportionnellement sensiblement plus d'élèves dans l'enseignement spécialisé (5,0% contre 4,7% pour la FWB).

¹⁶ Source Etnic, 2015-2016, calculs IBEFE Luxembourg.

¹⁷ Source Etnic, 2016-2017. Est ici présentée la part représentée par les sections de qualification dans l'enseignement secondaire aux 2e, 3e et 4e degrés ; hors apprentissage IFAPME. Le 1e degré n'est donc pas pris en compte dans ce calcul car sans objet dans le cadre de cette analyse.

¹⁸ Source Etnic, 2016-2017, calculs IWEPS et IBEFE Luxembourg ; part de l'alternance (2e et 3e degrés) dans l'enseignement secondaire ordinaire qualifiant (2e, 3e degrés qualifiants ordinaires de plein exercice et en alternance). Les 1e et 4e degrés ne sont donc pas pris en compte dans ce calcul car sans objet dans le cadre de cette analyse.

¹⁹ Source Etnic, 2015-2016, calculs IBEFE Luxembourg ; y compris 4e degré.

²⁰ Source Etnic, 2016-2017, calculs IWEPS et IBEFE Luxembourg et IFAPME, 2016-2017, calculs IBEFE Luxembourg.

²¹ = 2e et 3e degrés de l'enseignement en alternance et apprentissage IFAPME (inscriptions).

²² = 2e et 3e degrés de l'enseignement qualifiant ordinaire de plein exercice et en alternance et apprentissage IFAPME (inscriptions).

²³ Seule une comparaison avec la Wallonie est possible pour la part totale de l'alternance car les chiffres SFPME ne sont pas disponibles.

²⁴ Seule une comparaison avec la Wallonie est possible pour la part totale de l'alternance car les chiffres SFPME ne sont pas disponibles.

2.2. Opérateurs du qualifiant – Fréquentation selon le domaine, par opérateur

2.2.1. Répartition des effectifs de l'enseignement qualifiant/formation professionnelle par domaine (selon la nomenclature propre à chaque opérateur) au niveau du bassin

A. Formation initiale

Ce sont les données certifiées qui seront utilisées dans ces tableaux.

Enseignement secondaire ordinaire de plein exercice (3^e et 4^e degré)

Secteur Enseignement ordinaire	Fréquentation 2016-2017		Evolution sur 4 ans de la fréquentation (%) ²⁵		IS ²⁶ fréquentation par rapport à la FWB	Certificats délivrés 2017 ²⁷	
	Bassin	% FWB	Bassin	FWB		Bassin CESS	Bassin CQ
Agronomie	97	5	+4%	+14,7%	0,68	21	45
Arts Appliqués	228	5	-12%	+7,7%	0,69	127	50
Construction	400	10	-11%	-1,1%	1,41	88	132
Économie	802	7	+4%	+5,9%	0,94	319	335
Hôtellerie-Alimentation	206	7	+25%	+6,8%	0,98	30	71
Industrie	813	9	+10%	+10,9%	1,33	231	291
Sciences Appliquées	64	4	+10%	+6,6%	0,55	105	17
Services aux personnes	1828	7	+3%	+6,2%	0,97	607	472
Textile et Habillement	16	5	-27%	-11,8%	0,67	4	5

Source : DGEO, 2016-2017 et 2013-2014

Le secteur de l'enseignement secondaire qualifiant rassemblant le plus d'étudiants est celui des services aux personnes (1.828 étudiants), suivi par celui de l'industrie (813 étudiants) et de l'économie (400 étudiants). On notera surtout que les secteurs de la construction et de l'industrie sont surreprésentés, c'est-à-dire qu'ils sont proportionnellement davantage fréquentés dans le bassin qu'en FWB. Cependant, le secteur de la construction a subi une diminution de ses effectifs sur 4 ans (-11%), plus importante qu'en FWB (-1,1%). En industrie, l'augmentation des effectifs est similaire à celle observée en Fédération Wallonie-Bruxelles. Relevons également l'augmentation importante de la fréquentation dans le secteur hôtellerie-alimentation.

²⁵ Evolution de la fréquentation de l'année scolaire 2013-2014 à l'année scolaire 2016-2017.

²⁶ L'indice de spécialisation se réfère à la part que représente ce secteur dans le bassin sur la part que représente le même secteur au niveau supérieur (FWB ou Wallonie). Un indice supérieur à 1 signifie que ce secteur est surreprésenté dans le bassin par rapport à sa part FWB ou wallonne.

²⁷ Année scolaire 2016-2017. Le calcul d'un ratio fréquentation/certificats délivrés n'est pas pertinent puisque les données utilisées ne sont pas comparables : fréquentation (degré) et certificats (dernière année).

Enseignement ordinaire en alternance (art 49 et art 45)

➤ ART. 49²⁸

Secteur Enseignement ordinaire	Fréquentation 2016-2017		Evolution sur 4 ans de la fréquentation (%)		IS fréquentation par rapport à la FWB	Certificats délivrés 2017 ²⁹		% avec contrat 2017
	Bassin	% FWB	Bassin	FWB		Bassin CESS	Bassin CQ	
Agronomie	34	21%	-3%	+32%	2,60	2	11	ND
Arts Appliqués	0	/	/	/	/	/	/	/
Construction	20	3%	-31%	+14%	0,43	3	8	ND
Économie	142	10%	+48%	+66%	1,27	16	29	ND
Hôtellerie-Alimentation	19	7%	-14%	+17%	0,88	0	3	ND
Industrie	43	8%	+43%	+15%	1,05	25	8	ND
Sciences Appliquées	0	/	/	-20%	/	/	/	/
Services aux personnes	9	2%	-44%	+29%	0,29	0	3	ND
Textile et Habillement	0	/	/	/	/	/	/	/

Source : DGEO, 2016-2017

267 étudiants suivent un enseignement en alternance article 49 dans un CEFA du bassin. C'est le secteur de l'économie qui regroupe le plus d'étudiants (142), suivi par l'industrie (43) et l'agronomie (34). Ces 3 secteurs sont surreprésentés par rapport à la FWB. L'économie a connu en 4 ans une augmentation de ses effectifs (toutefois moindre qu'en FWB).

²⁸ Article 49 : Ce type de formation prévoit l'acquisition des mêmes compétences que dans l'enseignement de plein exercice. Les diplômes et certificats sont, en effet, équivalents.

➤ ART. 45³⁰

Secteur Enseignement ordinaire	Fréquentation 2016-2017		Evolution sur 4 ans de la fréquentation (%)		IS fréquentation par rapport à la FWB	Certificats délivrés 2017	% avec contrat 2017
	Bassin	% FWB	Bassin	FWB			
Agronomie	54	17%	+17%	+3%	2,59	ND	ND
Arts Appliqués	0	/	/	/	/	ND	ND
Construction	84	6%	-2%	-7%	0,87	ND	ND
Économie	71	5%	+22%	-8%	0,75	ND	ND
Hôtellerie-Alimentation	40	10%	+21%	-2%	1,50	ND	ND
Industrie	43	5%	-20%	-12%	0,86	ND	ND
Sciences Appliquées	0	/	/	-35%	/	ND	ND
Services aux personnes	4	4%	-43%	+4%	0,70	ND	ND
Textile et Habillement	0	/	/	/	/	ND	ND

Source : DGEO, 2016-2017

296 étudiants suivent un enseignement en alternance article 45 dans un CEFA du bassin. C'est le secteur de la construction qui est ici le plus fréquenté avec 84 étudiants, suivi par le secteur de l'économie (741) puis l'agronomie (54).

Les secteurs de l'agronomie et de l'hôtellerie-alimentation sont surreprésentés (proportionnellement davantage fréquentés dans le bassin qu'en FWB).

L'économie, l'agronomie et l'hôtellerie-alimentation ont vu leurs effectifs augmenter ces 4 dernières années. Par contre, la construction et l'industrie connaissent des diminutions d'effectifs.

³⁰ Article 45 : Ce type de formation permet l'acquisition d'un certificat de qualification spécifique de l'enseignement professionnel en alternance.

IFAPME Apprentissage

Secteur IFAPME	Fréquentation 2016-2017		Evolution sur 4 ans de la fréquentation (%)		IS fréquentation par rapport à la Wallonie	Certificats délivrés 2015-2016	Contrat 2017
	Bassin	%RW	Bassin	RW			
Action sociale	0	0%	0%	/	0,0	0	0
Alimentation	77	9,1%	-2,5%	+5,3%	1,3	17	65
Commerce	65	6,6%	+30%	+44,5%	0,9	13	47
Construction	56	5,0%	-42,9%	-10,2%	0,7	19	53
Cours généraux/gestion	0	0,0%	0%	/	0,0	0	0
Electricité	14	4,3%	-12,5%	+8,3%	0,6	4	20
Filière bois	36	15,3%	+9,1%	-6,7%	2,2	11	31
Métal & technologies	0	0,0%	0%	+45,8%	0,0	0	3
Métiers du secteur des animaux	0	0,0%	0%	-8,6%	0,0	0	4
Métiers du secteur vert (culture)	29	11,8%	+52,6%	+40,0%	1,7	4	27
Mobilité	63	9,6%	+26%	+13,2%	1,4	3	66
Prestataires de services	0	0,0%	0%	/	0,0	0	0
Soins aux personnes	35	5,5%	-22,2%	+9,6%	0,8	8	35
Total	375	7%	-3,8%	+9,8%	1	79	351

Source : IFAPME, 2016-2017

Un total de 375 étudiants est inscrit en apprentissage dans un centre IFAPME du bassin, 77 dans l'alimentation, 65 dans le commerce, 63 en mobilité et 56 en construction. Les secteurs filière-bois, secteur vert, mobilité et alimentation sont surreprésentés dans le bassin par rapport à la Wallonie.

L'alimentation, la construction, les soins aux personnes, l'électricité perdent des effectifs. Au total, l'apprentissage a perdu 3,8% de ses effectifs ces 4 dernières années, alors qu'il en a gagné sur l'ensemble de la Wallonie.

B. Formation pour adultes

Enseignement de Promotion sociale³¹

Secteur Enseignement de Promotion sociale	Inscriptions 2016- 2017 ³²		Evolution sur 4 ans (%)		IS contrats par rapport à la Wallonie	Certificats délivrés 2016
	Bassin	% FWB	Bassin	FWB		
Agronomie- ressources sol et eaux- monde animal	77	5,7%	ND	ND	1,1	ND
Arts appliqués	327	6,5%	ND	ND	1,2	ND
Construction	19	2,2%	ND	ND	0,4	ND
Cours généraux	33	0,7%	ND	ND	0,1	ND
Economie	2380	6,4%	ND	ND	1,2	ND
Habillement	176	7,1%	ND	ND	1,4	ND
Hôtellerie-alimentation	243	11,8%	ND	ND	2,3	ND
Industrie	168	4,9%	ND	ND	0,9	ND
Sciences appliquées	123	4,3%	ND	ND	0,8	ND
Services aux personnes	197	3,3%	ND	ND	0,6	ND
Total général	3743	5,3%	ND	ND	1	ND

Source : DGENORS, 2017

Sur 3.743 inscriptions, 2.370 sont comptabilisées dans le secteur économie, qui reprend notamment les cours de langue. 327 inscriptions sont relevées en arts appliqués, 243 en hôtellerie-alimentation, 197 en services aux personnes et 168 en industrie. L'hôtellerie-alimentation, l'économie, les arts appliqués et l'agriculture sont des secteurs surreprésentés par rapport à la FWB.

³¹ Les données détaillées utilisées dans l'analyse correspondent au nombre maximum d'inscriptions dans les UE (= unités d'enseignement) qui sont spécifiques à une section, en dehors des UE de stages et de l'UE épreuve intégrée. Une même UE peut être reprise au programme de plusieurs sections. Lorsque l'analyse porte sur les métiers, la totalisation des inscriptions surévalue le nombre total des inscriptions une année donnée. Pour certaines UE non reprises dans les programmes (conventions spécifiques), l'attribution d'une UE à une section s'est faite sur base des intitulés. L'offre de cours généraux est reprise dans les estimations globales mais ne fait pas partie en tant que telle de l'analyse sectorielle ou par métier.

³² Il s'agit ici d'une estimation du nombre d'inscriptions en Promotion sociale. Pour calculer le nombre d'inscriptions par secteur, nous avons fait la somme du maximum d'inscriptions dans une section. Les inscriptions dans une section sont calculées en prenant le chiffre d'inscription de l'unité d'enseignement de la section qui compte le plus de personnes.

IFAPME – Année préparatoire Formation Chef d’entreprise

Secteur IFAPME	Inscriptions 2016-2017		Evolution sur 4 ans des inscriptions (%) ³³		IS inscriptions par rapport à la Wallonie	Diplômes délivrés 2015-2016
	Bassin	%RW	Bassin	RW		
Alimentation	51	7,5%	ND	ND	1,1	ND
Construction	20	4,8%	ND	ND	0,7	ND
Electricité	14	5,4%	ND	ND	0,8	ND
Filière bois	9	5,4%	ND	ND	0,8	ND
Métal & technologies	0	0%	ND	ND	0,0	ND
Métiers du secteur des animaux	0	0%	ND	ND	0,0	ND
Métiers du secteur vert	37	22,2%	ND	ND	3,3	ND
Mobilité	12	3,9%	ND	ND	0,6	ND
Soins aux personnes	24	7%	ND	ND	1	ND
Total	167	6,8%	ND	ND	1	ND

Source : IFAPME, 2016-2017

Parmi les 167 inscrits à l’année préparatoire chef d’entreprise, on relèvera surtout les 51 inscrits dans le secteur alimentation et 37 dans les métiers du secteur vert, 2 secteurs surreprésentés par rapport à la Wallonie.

³³ Les évolutions pour l’année préparatoire chef d’entreprise et les formations chef d’entreprise ne peuvent pas être calculées car les données des deux années de référence n’ont pas été fournies sous la même forme : les données 2016-2017 ventilent bien ces deux types de formations alors que les données 2013-2014 globalisent l’année préparatoire et la formation chef d’entreprise.

IFAPME – Chef d’entreprise

Secteur IFAPME	Inscriptions 2016-2017		Evolution sur 4 ans des inscriptions (%) ³⁴		IS inscriptions par rapport à la Wallonie	Diplômes délivrés 2015-2016
	Bassin	%RW	Bassin	RW		
Action Sociale	68	9,7%	ND	ND	1,8	18
Alimentation	125	9,5%	ND	ND	1,7	39
Commerce	44	7,5%	ND	ND	1,4	5
Construction	72	6,7%	ND	ND	1,2	17
Cours généraux/gestion	0	0%	ND	ND	0,0	0
Electricité	12	+3,2%	ND	ND	0,6	5
Filière bois	11	+3,8%	ND	ND	0,7	5
Industrie chimique et pharmaceutique	0	0%	ND	ND	0,0	0
Métal & technologies	12	+2,5%	ND	ND	0,5	9
Métiers du Chiffre	0	0%	ND	ND	0,0	0
Métiers du secteur des animaux	0	0%	ND	ND	0,0	0
Métiers du secteur vert	26	+11,9%	ND	ND	2,2	8
Mobilité	39	+6,3%	ND	ND	1,1	5
Prestataires de services	63	+4,2%	ND	ND	0,8	10
Socio-culturel	0		ND	ND	0,0	0
Soins aux personnes	25	+2,6%	ND	ND	0,5	13
Textile	0	0%	ND	ND	0,0	0
Total	497	5,5%	ND	ND	1	134

Source : IFAPME, 2016-2017

Sur les 497 inscrits à la formation chef d’entreprise, 125 le sont dans le secteur alimentation, 72 en construction, 68 en action sociale et 63 en prestataires de services, tous secteurs surreprésentés par rapport à la Wallonie, sauf prestataires de services.

³⁴ Les évolutions pour l’année préparatoire chef d’entreprise et les formations chef d’entreprise ne peuvent pas être calculées car les données des deux années de référence n’ont pas été fournies sous la même forme : les données 2016-2017 ventilent bien ces deux types de formations alors que les données 2013-2014 globalisent l’année préparatoire et la formation chef d’entreprise.

IFAPME – Coordination et encadrement

Inexistant en province de Luxembourg

IFAPME – Conventions de stage³⁵ (Année préparatoire, Chef d'entreprise et Coordination et encadrement)

Conventions de stage 2016-2017	
Secteur IFAPME	Bassin
Action Sociale	8
Alimentation	65
Commerce	17
Construction	50
Electricité	19
Filière bois	17
Industrie chimique et pharmaceutique	0
Métal & technologie	11
Métiers du chiffre	6
Métiers du secteur des animaux	4
Métiers du secteur vert	30
Mobilité	31
Prestataires de services	24
Socio-culturel	7
Soins aux personnes	40
Total	329

Source : IFAPME, 2016-2017

329 conventions de stage ont été établies en 2016-2017 pour des apprenants domiciliés dans le bassin. On relèvera surtout les 65 conventions dans le secteur alimentation, les 50 en construction et 40 dans les soins aux personnes.

³⁵ Les contrats, les certificats d'apprentissage et diplômes de chefs d'entreprises sont comptabilisés au lieu de domicile.

Forem (hors centre de compétence) – Gestion Propre

Secteur Forem	Contrats de formation 2017		Evolution sur 4 ans des contrats (%)		IS contrats par rapport à la Wallonie	% avec stages 2017
	Bassin	% RW	Bassin	RW		
Autres	185	8,1%	+50,4%	+39,5%	0,7	1,6%
BureauTIC	154	9,7%	-47,6%	-23,2%	0,8	13,6%
Construction et Bois	136	9,2%	-21,4%	-29,2%	0,8	36,0%
Gestion et Secrétariat	295	14,0%	-10,9%	-26,8%	1,2	40,0%
Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme	227	15,7%	-55,3%	-45,1%	1,3	4,0%
Industrie	204	12,9%	+68,6%	-5,1%	1,1	44,6%
Informatique et Télécoms	0	0,0%		-8,8%	0,0	
Langues et Techniques de communication	379	8,4%	-22,3%	-27,1%	0,7	1,3%
Management et Commerce	50	5,4%	-49,5%	+26,7%	0,5	76,0%
Non-Marchand	41	21,7%	/	+90,9%	1,9	0,0%
Qualité, Sécurité, Environnement	232	13,8%	-13,1%	-23,1%	1,2	3,4%
Transport et Logistique	559	18,3%	-16,4%	-26,7%	1,6	20,2%
Total général	2462	11,7%	-19,9%	-20,8%	1,0	18,5%

Source : Forem, 2014-2017

Les données ci-dessus concernent les demandeurs d'emploi (DE), les travailleurs et les étudiants. Parmi ces 2.462 contrats de formation, 2.185 étaient établis pour des demandeurs d'emploi.

Le secteur le plus important en termes de contrats de formation est celui du transport et de la logistique. Attention toutefois, les 559 contrats de formation dans le secteur transport et logistique sont réalisés sur le site du centre de compétence de Molinfaing, alors que les formations des centres de compétence Wallonie-Bois et Tourisme ne sont pas incluses ici.

Le deuxième secteur par ordre d'importance est celui des langues et techniques de communication, avec 379 contrats, dont 363 DE. Viennent ensuite le secteur de la gestion secrétariat (293 DE), celui de la qualité, sécurité, environnement (221 DE) et celui de l'Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme, où l'on compte 178 travailleurs et seulement 49 DE.

Certains secteurs sont surreprésentés dans le bassin :

- Non-marchand (1,9) avec seulement 41 personnes formées ;
- Transport et logistique (attention toutefois à la remarque méthodologique, car prise en compte du centre de compétence de Molinfaing) ;
- Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme (1,3) ;
- Gestion et secrétariat (1,2) ;
- Qualité, Sécurité, Environnement (1,2) ;

- Industrie (1,1).

En 4 ans, on constate une diminution 19,9% des effectifs en formation Forem, presque similaire à celle observée pour l'ensemble de la Wallonie (-20,8%). Les diminutions les plus importantes sont notées dans les secteurs Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme (-55,3%), Management et commerce (-49,5%), et BureauTIC (-47,6%). A l'inverse, le secteur Industrie a vu ses effectifs augmenter de 68,6%.

Forem ou (hors centre de compétence) – Partenariat

Secteur Forem	Contrats de formation 2017		Evolution sur 4 ans des contrats (%)		IS contrats par rapport à la Wallonie	% avec stages 2017
	Bassin	% RW	Bassin	RW		
Autres	0	0,0%	-100,0%	-87,2%	0,0	/
BureauTIC	0	0,0%	/	/	0,0	/
Construction et Bois	16	9,8%	+77,8%	+3,2%	3,4	37,5%
Domaine non spécifié	0	0,0%	/	+52,2%	0,0	/
Gestion et Secrétariat	27	5,0%	+80,0%	+73,1%	1,7	33,3%
Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme	8	2,4%	/	-1,2%	0,8	0,0%
Industrie	14	2,1%	/	-22,5%	0,7	0,0%
Informatique et Télécoms	0	0,0%	/	-9,6%	0,0	/
Langues et Techniques de communication	0	0,0%	/	+1700,0%	0,0	/
Management et Commerce	0	0,0%	/	+264,3%	0,0	/
Non-Marchand	20	3,0%	-56,5%	-57,5%	1,0	100,0%
Qualité, Sécurité, Environnement	0	0,0%	/	+25,0%	0,0	/
Transport et Logistique	0	0,0%	/	+158,5%	0,0	/
Total général	85	2,9%	+19,7%	-24,6%	1,0	41,2%

Source : Forem, 2017

On note peu de contrats de formation en partenariat dans le bassin, excepté dans les secteurs gestion-secrétariat (27), non-marchand (20), construction (16) et industrie (14).

On relève dans le bassin une surreprésentation des contrats de formations en partenariat, par rapport à la Wallonie, en construction-bois et gestion-secrétariat.

Au total des formations en gestion propre et en partenariat, les travailleurs ont surtout eu des contrats de formation dans les secteurs Horeca-nettoyage-gardiennage-tourisme (178 contrats travailleurs sur 235), bureau-TIC (28 contrats travailleurs sur 154) et transport-logistique (32 contrats travailleurs sur 559).

Dans le bassin, il n’y a pas eu en 2017 de contrat de formation pour des étudiants.

Centres d’insertion socioprofessionnelle (CISP)

Secteur Interfédé	Fréquentation 2015		Evolution sur 3 ans de la fréquentation (%)		IS fréquentation par rapport à la Wallonie
	Bassin	% RW	Bassin	RW	
Alpha et programmes de base	515	10,8%	ND	ND	1,5
Arts et communication	23	6,8%	ND	ND	1,0
Bâtiment	38	2,7%	ND	ND	0,4
Développement personnel	99	4,6%	ND	ND	0,7
Electromécanique et matériaux	67	14%	ND	ND	2,0
Horeca	103	10,3%	ND	ND	1,5
Langues					
Métiers du commerce, tourisme et transports	20	3,3%	ND	ND	0,5
Métiers verts et environnement	143	13,2%	ND	ND	1,9
Services à la personne et à domicile	11	0,6%	ND	ND	0,1
Travail de bureau et secrétariat	117	6,2%	ND	ND	0,9

Source : Interfédé, 2015

1.136 personnes ont suivi une formation CISP en 2015. On relèvera surtout les secteurs de l’alphabétisation et programmes de base (515 personnes), puis ceux des métiers verts et environnement (143 personnes), travail de bureau et secrétariat (117), Horeca (103) et développement personnel (99). Parmi les inscrits à des formations CISP en Wallonie, on en compte une part proportionnellement plus importante dans le bassin en électromécanique et matériaux (IS=2,0), métiers verts et environnement (IS=1,9), Horeca (1,5), alpha et programmes de base (1,5).

C. Accompagnement spécifique

Enseignement spécialisé qualifiant

Ces tableaux concernent l'enseignement spécialisé (forme 3 - phase 3 et forme 4 – 3^e degré) de plein exercice et en alternance Art. 47.

Secteur Enseignement	Fréquentation 2017		Evolution sur 4 ans de la fréquentation (%)		IS fréquentation par rapport à la FWB	Certificats délivrés 2017
	Bassin	% FWB	Bassin	FWB		
Agronomie	/	/	/	+2%	/	ND
Industrie	26	8%	+0,1%	+8,1%	1,31	ND
Construction	55	7%	-0,1%	+7,4%	1,15	ND
Hôtellerie-Alimentation	42	7%	+0,6%	+8,2%	1,24	ND
Arts Appliqués	5	8%	-0,2%	+170,8%	1,28	ND
Économie	12	3%	+1,4%	+11,1%	0,49	ND
Services aux personnes	34	9%	+0,3%	+19,8%	1,42	ND
Sciences Appliquées	/	/	/	/	/	ND
Textile et habillement	/	/	/	-8,9%	/	ND

Source : DGEO 2013-14 ; 2016-2017

Sur les 174 élèves fréquentant un enseignement spécialisé qualifiant, tous en forme 3, dans le bassin, 55 le suivent dans le secteur de la construction, 42 en hôtellerie-alimentation, 34 dans les services aux personnes.

Centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle AVIQ

Secteur CFISPA	Fréquentation 2017		Evolution sur 4 ans de la fréquentation (%)		IS fréquentation par rapport à la Wallonie	Certificats délivrés 2017
	Bassin	% RW	Bassin	RW		
Données non disponibles						

Source : /

D. Formation complémentaire

Centres de compétence Forem – Gestion propre³⁶

Secteur Forem	Contrats 2017		Evolution sur 4 ans des contrats (%)		IS contrats par rapport à la Wallonie	% avec stages 2017
	Bassin	% RW	Bassin	RW		
Autres	15	14,7%	-48,3%	-64,2%	1,6	0,0%
BureauTIC	0	0,0%	-100,0%	+300,0%	0,0	/
Construction et Bois	726	20,2%	+90,1%	+47,3%	2,1	7,0%
Gestion et Secrétariat	0	0,0%	/	/	0,0	/
Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme	1449	89,6%	-12,0%	-9,1%	9,5	2,0%
Industrie	0	0,0%	/	+4,3%	0,0	/
Informatique et Télécoms	8	11,6%	/	/	1,2	0,0%
Langues et Techniques de communication	0	0,0%	/	+18,2%	0,0	/
Management et Commerce	0	0,0%	/	+318,2%	0,0	/
Non-Marchand	0	0,0%	/	-3,2%	0,0	/
Qualité, Sécurité, Environnement	57	1,2%	+235,3%	+73,2%	0,1	15,8%
Transport et Logistique	0	0,0%	/	+17,2%	0,0	/
Total général	2255	9,5%	+8,7%	+30,0%	1,0	3,9%

Attention, parmi les 2.255 apprenants d'un centre de compétence pour une formation en gestion propre, seuls 571 sont demandeurs d'emploi (298 dans le secteur Tourisme et 217 en Construction Bois). Dans le CDC Tourisme, il y a eu 628 contrats pour des étudiants et 523 pour des travailleurs. En construction-bois, on relève 389 contrats étudiants et 120 travailleurs. Notons également que les apprenants du centre de Molinfaing ne sont pas repris ici mais dans les données « hors CDC ». Les 2 secteurs relevant de nos CDC (Tourisme et Wallonie Bois) sont bien sûr surreprésentés par rapport à la Wallonie.

Si l'on considère l'évolution uniquement au niveau des demandeurs d'emploi, on passe de 113 DE en 2014 à 217 DE en 2017 dans le secteur construction-bois (+92,0%), et de 243 à 298 DE dans le secteur tourisme (+22,6%). A Wallonie Bois, c'est surtout le nombre d'étudiants qui a fortement augmenté, alors que le nombre de travailleurs a diminué de moitié. Dans le tourisme, les effectifs étudiants et travailleurs ont diminué entre 2014 et 2017.

³⁶ Tous types de stagiaires ; demandeurs d'emploi, étudiants, travailleurs

Centres de compétence – Partenariat Forem

Secteur Forem	Contrats 2017		Evolution sur 4 ans des contrats (%)		IS contrats par rapport à la Wallonie	% avec stages 2017
	Bassin	% RW	Bassin	RW		
BureauTIC	/	0,0%	/	-56,3%	0,0	/
Construction et Bois	/	0,0%	-100,0%	-49,6%	0,0	/
Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme	12	20,3%	/	-22,4%	112,8	0,0%
Industrie	/	0,0%	/	+44,3%	0,0	/
Informatique et Télécoms	/	0,0%	/	-0,8%	0,0	/
Management et Commerce	/	0,0%	/	+4000,0%	0,0	/
Qualité, Sécurité, Environnement	/	0,0%	-100,0%	+69,4%	0,0	/
Transport et Logistique	/	0,0%	/	-47,6%	0,0	/
Total général	12	0,2%	-81,8%	+13,0%	1,0	0,0%

12 contrats de formation ont été réalisés en partenariat dans le secteur tourisme en 2017 pour des demandeurs d'emploi.

Validation des compétences

Secteur Validation des compétences	Epreuves 2017		Evolution sur 4 ans du nombre d'épreuves (%)		IS fréquentation Par rapport à la FWB	Titres délivrés 2017
	Bassin	% FWB	Bassin	FWB		
Alimentation	35	13,5%	0 en 2014	+39,8%	4,8	13
Administratif	32	4,7%	0 en 2014	+5,9%	1,7	23
Construction	28	5,1%	180,0%	+65,3%	1,8	20
Intersectoriel	4	1,9%	0 en 2014	+6966,7%	0,7	4
Transport et logistique				+346,6%		
Secteur vert				+197,1%		
Electricité				-7,6%		
Automobile				+69,0%		
Culture				-11,5%		
Horeca				0 en 2014		
Informatique				+13,6%		
Non-marchand				-30,4%		
Pouvoirs locaux				+242,9%		
Services aux personnes				+82,8%		
Technique				-18,3%		

Source : Validation des compétences, 2016

En 2017, 99 épreuves ont été effectuées dans le bassin, dont 35 en alimentation (13 titres délivrés), 32 en administratif (23 titres délivrés), 28 en construction (20 titres délivrés) et 4 en intersectoriel (4 titres délivrés). Ces 3 premiers secteurs sont surreprésentés par rapport à la Wallonie.

2.2.2. Répartition des effectifs de l'enseignement qualifiant/formation professionnelle par formation/métier (selon la nomenclature propre à chaque opérateur) au niveau du bassin

A. Formation initiale

Enseignement ordinaire de plein exercice (3e et 4e degré)

Remarques préliminaires :

Dans cette partie, vous retrouverez régulièrement les termes suivants :

- OBG : option de base groupée de l'enseignement qualifiant ;
- Occurrence : nombre de fois qu'une option est organisée dans le bassin. Une option en alternance compte également pour une occurrence ; ainsi, il est possible qu'un établissement scolaire propose deux occurrences d'une option : une en plein exercice et une en alternance.

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Agronomie	Assistant en soins animaliers	P	A1503	1	14	+100%
	Fleuriste	P	D1209	1	11	/
	Horticulteur spécialisé en aménagement de parcs et jardins	7P	A1414	2	16	+100%
	Ouvrier qualifié en horticulture	P	A1405 ; A1414 ; A1416	2	28	-24%
	Agent technique de la nature et des forêts	TQ	A1203 ; A1204 ; A1205 ; A1404 ; A1405 ; A1407 ; A1414 ; A1416	1	10	-47%
	Technicien en environnement	TQ	ND	1	13	-13%
	Technicien en horticulture	TQ	A1203 ; A1205 ; A1404 ; A1405 ; A1407 ; A1414 ; A1416	1	5	-29%
	Total Agronomie				97	+4%

En 2016-2017, 97 élèves fréquentent le secteur agronomie au plein exercice. La fréquentation du secteur progresse positivement (+4%) entre 2014 et 2017 dans les options toujours organisées dans la période étudiée. Les options horticulteur spécialisé en aménagement de parcs et jardins (7P) et assistant en soins animaliers progressent bien depuis 2013-2014. En revanche, les options de base groupées (OBG) ouvrier qualifié en horticulture et technicien en horticulture sont en perte de vitesse.

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrenc	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013- 2014 à 2016- 2017
Arts Appliqués	Assistant aux métiers de la publicité	P	ND	1	22	0%
	Assistant en décoration	P	L1503 ; L1504	1	8	0%
	Complément en techniques publicitaires	7P	E1205	1	6	-25%
	Complément en techniques spécialisées de décoration	7P	L1503 ; L1505 ; L1506	1	1	-75%
	Arts plastiques	TQ	ND	5	131	-2%
	Technicien en infographie	TQ	E1205	3	56	-21%
	Technicien en multimédia	7TQ	L1507	1	4	-33%
	Total Arts Appliqués				228	-12%

En 2016-2017, 228 élèves fréquentent le secteur arts appliqués au plein exercice, dont la moitié l'option arts appliqués en TQ (131 élèves). La fréquentation du secteur a diminué de 12% sur 4 ans et toutes les options sont touchées par la diminution d'effectifs.

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrenc	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013- 2014 à 2016- 2017
Construction	Complément en agencement d'intérieur	7P	F1604	4	28	-10%
	Complément en création et restauration de meubles	7P	F1604	3	17	-37%
	Complément en pose de pierres naturelles	7P	ND	1	4	/
	Complément en techniques spécialisées en construction-gros œuvre	7P	F1201 ; F1202 ; F1502 ; F1601 ; F1602 ; F1603 ; F1604 ; F1606 ; F1607 ; F1608 ; F1610 ; F1707 ; F1702 ; F1703	3	17	-6%
	Conducteur d'engins de chantier	P	F1302	1	42	+11%
	Couvreur-étancheur	P	F1502 ; F1610 ; F1613	1	10 ³⁷	
	Ebéniste	P	F1604 ; F1608	3	29	-37%
	Menuisier	P	F1501 ; F1604 ; F1607 ; F1608	7	94	-5%
	Monteur en sanitaire et en chauffage	P	F1603	1	12	-20%
	Ouvrier qualifié en construction - gros œuvre	P	F1611 ; F1701 ; F1702 ; F1703	5	79	+3%
	Technicien des industries du bois	TQ	F1501 ; F1604 ; F1608	3	53	-12%
Technicien en construction et travaux publics	TQ	F1104 ; F1107 ; F1108 ; M1808	1	15	-46%	
Total Construction				400	-11%	

³⁷ En 2013-2014 l'option était scindée : 5 « couvreur » et 6 « étancheur »

En 2016-2017, 400 élèves fréquentent le secteur construction au plein exercice, secteur qui a connu une diminution de 11% de ses effectifs en 4 ans. Presque toutes les options sont touchées par la diminution, sauf conducteur d'engins de chantier (+11%) et ouvrier qualifié en construction-gros œuvre (+3%). L'OBG menuisier regroupe 94 élèves sur 7 occurrences, ouvrier qualifié en construction-gros œuvre 79 sur 5 occurrences.

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Economie	Auxiliaire administratif et d'accueil	P	M1601 ; M1602	6	159	+10%
	Complément en accueil	7P	M1601 ; M1602	1	1	0
	Gestionnaire de très petites entreprises	7P	ND	8	114	+10%
	Vendeur	P	D1106 ; D1210 ; D1211 ; D1212 ; D1214 ; D1403 ; D1406	3	68	-1%
	Agent en accueil et tourisme	TQ	G1101 ; G1201 ; G1303 ; G1703 ; M1601 ; N2201	2	45	-20%
	Technicien commercial	TQ	D1106 ; D1107 ; D1210 ; D1211 ; D1212 ; D1214 ; D1402 ; D1403	2	47	+18%
	Technicien de bureau	TQ	C1201 ; C1401 ; M1602 ; M1605 ; M1606 ; M1607	6	121	+3%
	Technicien en comptabilité	TQ	C1201 ; C1401 ; M1203 ; M1204	9	247	+2%
	Total Economie				802	+4%

En 2016-2017, 802 élèves fréquentent le secteur économie au plein exercice, secteur qui a connu une augmentation de 4% de ses effectifs en 4 ans. Presque toutes les options sont à la hausse, sauf agent en accueil et tourisme et vendeur. Les options regroupant le plus d'élèves sont celles de technicien en comptabilité (247 – 9 occurrences), auxiliaire administratif et d'accueil (159 – 6 occurrences), technicien de bureau (121 - 6 occurrences) et gestionnaire de TPE (114 – 8 occurrences).

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Habillement et textile	Complément en confection sur mesures et demi-mesures	7P	H2402	1	5	-29%
	Vendeur-retoucheur	P	D1207	1	11	-27%
	Total Habillement et textile				16	-27%

En 2016-2017, 16 élèves fréquentent le secteur habillement au plein exercice (-27% en 4 ans).

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Forme	Code(s) ROME V3	Nombre d'occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Hôtellerie - Alimentation	Boulangier - pâtissier	P	D1102 ; D1104 ; G1603 ; H1505 ; H2102	2	39	+39%
	Chocolatier - confiseur - glacier	7P	ND	1	8	+14%
	Cuisinier de collectivité ³⁸	P	D1103 ; G1602 ; G1603 ; G1604 ; G1803	3	47	+68%
	Restaurateur	P	D1103 ; D1105 ; G1402 ; G1601 ; G1602 ; G1603 ; G1604 ; G1801 ; G1802 ; G1803 ; G1804 ; H1505	4	63	+29%
	Traiteur-organisateur de banquets et de réceptions	7P	D1103 ; D1105 ; G1402 ; G1601 ; G1602 ; G1603 ; G1604 ; G1801 ; G1803 ; G1804	1	9	+125%
	Hôtelier-restaurateur	TQ	D1103 ; D1105 ; G1402 ; G1503 ; G1601 ; G1602 ; G1603 ; G1604 ; G1701 ; G1702 ; G1703 ; G1801 ; G1802 ; G1803 ; H1505	3	40	-5%
	Total Hôtellerie - Alimentation					206

En 2016-2017, 206 élèves fréquentent le secteur hôtellerie-alimentation au plein exercice (+25% en 4 ans). On observe une augmentation des effectifs dans toutes les OBG du professionnel, mais une diminution en hôtelier-restaurateur (TQ).

³⁸ En 2013-2014, l'OBG chef de cuisine de collectivité comptabilisait 7 élèves. Elle n'existe plus depuis.

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Industrie	Carrossier	P	H3404 ; I1606 ; I1607 ; I1608 ; I1609 ; I1610	3	45	-2%
	Carrossier spécialisé	7P	H3404 ; I1607 ; I1608 ; I1609	2	6	-54%
	Complément en électricité de l'automobile	7P	ND	1	9	-25%
	Complément en maintenance d'équipements techniques	7P	I1310	3	20	-26%
	Complément en soudage sur tôles et sur tubes	7P	H2911 ; H2913	1	9	-18%
	Conducteur poids lourds	P	N4101	1	24	+33%
	Electricien installateur en résidentiel	P	F1602 ; H2601 ; H2602 ; H2603 ; I1307	1	18	-5%
	Electricien installateur industriel	P	H2601 ; H2602 ; H2603 ; I1309	3	43	+16%
	Mécanicien d'entretien	P	ND	5	81	-15%
	Mécanicien d'entretien automobile	P	I1603 ; I1604	4	114	+97%
	Mécanicien des moteurs diesels et engins hydrauliques	7P	I1603	2	26	+136%
	Métallier-soudeur	P	F1502 ; H2911 ; H2913 ; I1601	2	42	-7%
	Electricien automatique	TQ	H1504 ; I1302 ; I1304	10	149	-7%
	Mécanicien automatique	TQ	I1302 ; I1304 ; I1310	6	99	+68%
	Mécanicien polyvalent automobile	TQ	I1604	1	32	+167%
	Technicien en climatisation et conditionnement d'air	7TQ	I1306	2	10	-17%
	Technicien en informatique	TQ	I1401	3	86	+65%
	Total Industrie					813

En 2016-2017, 813 élèves fréquentent le secteur industrie au plein exercice : 149 dans l'OBG électricien-automatique (10 occurrences), 99 en mécanicien-automatique (6 occurrences), 86 en technicien en informatique (3 occurrences), 81 en mécanicien d'entretien (5 occurrences). L'ensemble de la section évolue positivement (augmentation de 10% en 4 ans). On relèvera notamment les augmentations importantes dans les OBG de la mécanique automobile, mécanicien automatique et technicien en informatique.

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrence	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Sciences appliquées	Assistant pharmaceutico-technique	TQ	J1307 ; J1308	2	44	0
	Technicien chimiste	TQ	H1210 ; H1503 ; H2301 ; J1301 ; J1302	1	7	-13%
	Technicien des industries agroalimentaires	TQ	H2102	1	13	+117%
	Total Sciences appliquées				64	+10%

En 2016-2017, 64 élèves fréquentent le secteur sciences appliquées au plein exercice, dont 44 dans l'OBG assistant pharmaceutico-technique. La section connaît une augmentation de fréquentation de 10% en 4 ans.

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrence	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Services aux personnes	Aide familial	P	K1302	9	178	-1%
	Aide-soignant	7P	J1501	8	69	53%
	Coiffeur	P	D1202 ; L1501 ; L1502	5	124	-7%
	Complément en vente en parfumerie	7P	ND	2	18	100%
	Patron coiffeur	7P	D1202	2	13	-38%
	Puériculteur	7P	K1303	6	77	-3%
	Puériculture	P	ND	6	181	-25%
	Soins de beauté	P	D1208	1	31	-43%
	Soins infirmiers	P	ND	1	215	0%
	Agent d'éducation	TQ	G1202 ; G1203 ; K1207	7	393	+10%
	Animateur	TQ	D1211 ; G1202 ; G1203 ; G1204	4	111	-8%
	Aspirant en nursing	TQ	K1303	2	76	+25%
	Assistant aux métiers de la sécurité et de la prévention	TQ	ND	1	21	/
	Esthéticien	TQ	D1208	4	109	+15%
	Esthéticien social	TQ	D1208	1	7	/
	Techniques sociales	TQ	ND	3	205	+26%
Total Services aux personnes				1828	+3%	

Source : DGEO, Direction de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement secondaire ordinaire, comptage au 15/01/2014 et au 15/01/2017, calculs IBEFE Luxembourg.

En 2016-2017, 1.828 élèves fréquentent le secteur services aux personnes au plein exercice, secteur le plus important en nombre d'élèves dans le bassin : 393 fréquentent l'option agent d'éducation, 215 soins infirmiers, 205 techniques sociales, 181 puériculture et 178 aide-familial. Entre 2014 et 2017, la fréquentation de ce secteur progresse (+3%). Cependant, les options coiffeur, patron coiffeur, puériculture et puériculteur, soins de beauté, animateur, aide-familial ont vu leurs effectifs diminuer sur cette période.

Enseignement ordinaire en alternance

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Type/Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Agronomie	Eleveur	Alt 45/P	A1409	1	10	-17%
	Ouvrier en implantation et en entretien de parcs et jardins	Alt 45/P	A1203 ; A1414	4	38	+19%
	Ouvrier forestier	Alt 45/P	A1205	1	6	+200%
	Assistant en soins animaliers	Alt 49/P	A1503	1	17	-47%
	Complément en élevage et gestion de troupeaux	Alt 49/P	A1408 ; A1410 ; A1411	1	3	-25%
	Ouvrier qualifié en agriculture	Alt 49/P	A1409 ; A1410 ; A1411 ; A1414 ; A1416	1	14	+56%
	Total Agronomie					88

En 2016-2017, 88 élèves fréquentent le secteur agronomie en alternance, dont 38 l'option ouvrier en implantation et entretien de parcs et jardin, option qui a connu une augmentation de 19% ces 4 dernières années. La fréquentation de l'ensemble de la section diminue de 3%

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Type/Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Construction	Coffreur	Alt 45/P	F1701	1	3	/
	Macon	Alt 45/P	F1502 ; F1701 ; F1703	5	52	-16%
	Ouvrier carreleur	Alt 45/P	F1502 ; F1608 ; F1703	1	2	/
	Ouvrier d'entretien du bâtiment et de son environnement	Alt 45/P	ND	1	9	/
	Ouvrier en peinture du bâtiment	Alt 45/P	F1606	1	1	-67%
	Ouvrier plafonneur	Alt 45/P	F1502 ; F1601 ; F1604	2	15	+88%
	Poseur de couvertures non métalliques	Alt 45/P	F1502 ; F1610 ; F1613	1	2	/
	Couvreur-étancheur	Alt 49/P	F1502 ; F1610 ; F1613	1	3 ³⁹	/
	Installateur en chauffage central	Alt 49/P	F1603 ; I1308	1	2	/
	Ouvrier en rénovation, restauration et conservation du bâtiment	Alt 49/P	ND	1	3	-50%
	Ouvrier qualifié en construction - gros œuvre	Alt 49/P	F1611 ; F1701 ; F1702 ; F1703	2	12	-45%
	Total Construction					104

³⁹ Intitulés et organisations différents en 2013-2014 : couvreur 6 ; monteur en sanitaire et en chauffage 4 + menuisier 3

En 2016-2017, 104 élèves fréquentent le secteur construction en alternance, dont 52 l'option maçon, option qui a connu une diminution de 16% ces 4 dernières années. La fréquentation de l'ensemble de la section diminue de 9%.

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Type/Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Economie	Auxiliaire de magasin	Alt 45/P	D1505 ; D1507 ; N1105	4	68	+17%
	Encodeur de données	Alt 45/P	ND	1	2	/
	Equipier logistique	Alt 45/P	N1105	1	1	/
	Auxiliaire administratif et d'accueil	Alt 49/P	M1601 ; M1602	1	8	+60%
	Complément en techniques de vente	Alt 49/P	D1106 ; D1210 ; D1211 ; D1212 ; D1214 ; D1403	1	8	+167%
	Gestionnaire de très petites entreprises	Alt 49/P	ND	5	45	+67%
	Vendeur	Alt 49/P	D1106 ; D1210 ; D1211 ; D1212 ; D1214 ; D1403 ; D1406	7	81	+33%
Total Economie					213	+38%

En 2016-2017, 213 élèves fréquentent le secteur Economie en alternance, dont 81 l'option vendeur et 68 l'option auxiliaire de magasin. Ces options ont connu des augmentations respectives de leur fréquentation de +33% et +17% ces 4 dernières années. La fréquentation de l'ensemble de la section augmente de 38%.

Au niveau de l'enseignement en alternance, il s'agit du secteur le plus important en termes de fréquentation.

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Type/Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Hôtellerie - Alimentation	Commis de cuisine	Alt 45/P	G1602 ; G1605	5	29	+38%
	Commis de salle	Alt 45/P	G1605 ; G1801	4	11	-8%
	Boucher - charcutier	Alt 49/P	D1101 ; D1103 ; H2101 ; H2102	1	8	-11%
	Restaurateur	Alt 49/P	D1103 ; D1105 ; G1402 ; G1601 ; G1602 ; G1603 ; G1604 ; G1801 ; G1802 ; G1803 ; G1804 ; H1505	3	11	+10%
	Total Hôtellerie - Alimentation					59

En 2016-2017, 59 élèves fréquentent le secteur hôtellerie-alimentation en alternance, dont 29 l'option commis de cuisine. On observe une augmentation de 13% des effectifs dans ce secteur sur 4 ans.

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Type/Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Industrie	Aide mécanicien garagiste	Alt 45/P	I1604 ; I1607	4	35	-13%
	Métallier	Alt 45/P	ND	1	4	-43%
	Tôlier en carrosserie	Alt 45/P	I1606 ; I1607 ; I1611	1	3	-57%
	Complément en électricité de l'automobile	Alt 49/P	ND	1	6	+50%
	Complément en maintenance d'équipements techniques	Alt 49/P	I1310	2	16	+100%
	Complément en soudage sur tôles et sur tubes	Alt 49/P	H2911 ; H2913	1	6	/
	Electricien installateur industriel	Alt 49/P	H2601 ; H2602 ; H2603 ; I1309	1	2	/
	Mécanicien d'entretien automobile	Alt 49/P	I1603 ; I1604	2	6	-25%
	Technicien en maintenance de systèmes automatisés industriels	Alt 49/TQ	H1504 ; I1302 ; I1304 ; I1310	1	7	+40%
Total Industrie					85	+1%

En 2016-2017, 85 élèves fréquentent le secteur industrie en alternance, dont 35 l'option aide mécanicien garagiste. On observe une augmentation de 1% des effectifs dans ce secteur sur 4 ans (plusieurs options n'existent plus : carrossier (4 en 2013) et mécanicien automobile (1 en 2013)).

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Type/Forme	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Service aux personnes	Aide logistique en collectivités	Alt 45/P	I1203	1	4	-43%
	Coiffeur	Alt 49/P	D1202 ; L1501	2	8	-43%
	Patron coiffeur	Alt 49/P	D1202	1	1	/
	Total Service aux personnes					13

Source : Source : DGEO, Direction de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement secondaire ordinaire, comptage au 15/01/2014 et au 15/01/2017, calculs IBEFE Luxembourg.

En 2016-2017, 13 élèves fréquentent le secteur services aux personnes en alternance. On observe une diminution de 43% des effectifs dans ce secteur sur 4 ans (plusieurs options n'existent plus : aide-soignant (1 en 2013), soins de beauté (1 en 2013)).

IFAPME Apprentissage

Secteur IFAPME	Intitulé de le formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	% Femmes	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Alimentation	Boucher-charcutier	D1101	1	29	6,9%	-14,7%
	Boulangier - pâtissier	D1102	1	20	30%	5,3%
	Restaurateur	G1601	1	28	17,9%	7,7%
	Total alimentation			77	14,2%	-2,5%

En 2016-2017, 77 apprenants fréquentent le secteur Alimentation en apprentissage à l'IFAPME. Les formations de boulangier-pâtissier et restaurateur ont vu leurs effectifs augmenter sur ces 4 dernières années, tandis que la formation boucher-charcutier a connu une diminution. C'est le secteur le plus important en termes de fréquentation en 2016-2017.

Secteur IFAPME	Intitulé de le formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	% Femmes	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Commerce	Commerçant-détaillant	D1106, 1210, 1211, 1212, 1214, 1403,1406	2	65	72,3%	+30%
	Total commerce			65	72,3%	+30%

En 2016-2017, 65 apprenants fréquentent le secteur commerce en apprentissage à l'IFAPME, et plus précisément la formation de commerçant-détaillant (+30% en 4 ans). Ce secteur est majoritairement féminin.

Secteur IFAPME	Intitulé de le formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	% Femmes	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Construction	Couvreur	F1610	1	14	0	-36,4%
	Installateur en chauffage central	F1603	1	6	16,7%	-71,4%
	Maçon-bétonneur	F1703	1	25	0	-10,7%
	Peintre en bâtiment - Tapissier - Poseur de revêtements des murs et du sol	F1606	1	7	14,3%	-41,7%
	Plafonneur - Cimentier	F1601	1	2	0	-86,7%
	Total construction				56	3,6%

En 2016-2017, 56 apprenants fréquentent le secteur construction en apprentissage à l'IFAPME, dont 25 dans la formation maçon-bétonneur. Le secteur dans son ensemble a subi une diminution d'effectifs de 44,9% et tous les métiers sont touchés par la diminution. Secteur majoritairement masculin.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	% Femmes	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Electricité	Installateur - électricien	F1602	1	12	0	-25%
	Installateur électricien résidentiel	F1602	1	2	0	/
	Total électricité			14	0	-12,5%

En 2016-2017, 14 apprenants fréquentent le secteur électricité en apprentissage à l'IFAPME, secteur subissant une diminution de 12,5% de ses effectifs en 4 ans. Exclusivement fréquenté par des hommes.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	% Femmes	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Filière bois	Exploitant forestier	A1205	1	11	0	+83,3%
	Menuisier	H2206	1	25	4%	+38,9%
	Total filière bois			36	2,8%	+9,1%

En 2016-2017, 36 apprenants fréquentent le secteur filière bois en apprentissage à l'IFAPME, dont 25 dans la formation menuisier. La fréquentation dans ce secteur a augmenté de 9,1% en 4 ans. Ce secteur est très majoritairement masculin.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	% Femmes	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Secteur vert	Entrepreneur de jardins	A1203	1	29	0	+52,6%
	Total métier du secteur vert			29	0	+52,6%

En 2016-2017, 29 apprenants fréquentent le secteur vert en apprentissage à l'IFAPME, et plus précisément la formation entrepreneur de jardins (+52,6% en 4 ans), formation exclusivement masculine.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	% Femmes	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Mobilité	Carrossier - Réparateur	I1606	1	17	0	+21,4%
	Garagiste - Réparateur	I1604	1	1	0	-97,1%
	Mécanicien poids lourds	I1604	1	1	0	/
	Mécanicien polyvalent automobile	I1604	2	44	4,5%	/
	Total mobilité			63	3,2%	+26%

En 2016-2017, 63 apprenants fréquentent le secteur Mobilité en apprentissage à l'IFAPME, dont 44 la formation de mécanicien automobile, majoritairement masculine. La fréquentation dans ce secteur a augmenté de 26% en 4 ans.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Fréquentation 2016-2017	% Femmes	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Soins aux personnes	Coiffeur	D1202	2	35	86%	-22,2%
	Total soins aux personnes			35	86%	-22,2%

Source : IFAPME

En 2016-2017, 35 apprenants fréquentent le secteur soins aux personnes en apprentissage à l'IFAPME, et plus précisément la formation coiffeur, majoritairement féminine. La fréquentation dans ce secteur a diminué de 22,2% en 4 ans.

B. Formation pour adultes

Enseignement de Promotion Sociale

Remarques méthodologiques :

- La colonne « inscriptions » est calculée en prenant le maximum d'inscrits dans les UE de la section ;
- La colonne « inscriptions stages » correspond au nombre total des stages pour la section et peut donc être supérieure au nombre d'inscriptions ;
- Le pourcentage de femmes est calculé en prenant le total du nombre de femmes inscrites dans les différentes UE de la section sur le total du nombre d'inscrits dans les différentes UE de la section.

Secteur Promotion Sociale	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Inscriptions (Max) 2016-2017	Inscriptions stages	Inscriptions épreuves intégrées	% Femmes	Evolution inscriptions sur 4 ans
Agronomie – ressources sol et eaux – monde animal	Horticulture maraichère et décorative	ND	1	26	0	0	34,6%	ND
	Ouvrier en entretien et aménagement d'allées et de parcs	ND	1	12	9	9	0%	ND
	Guide - nature	ND	2	39	0	9	53%	ND
	Total	/	4	77	9	18	33,8%	ND

Remarque : Des formations de fleuriste sont également présentes dans le bassin (données non exploitables pour ce tableau car les unités d'enseignement ne sont reliées à aucune section).

En 2016-2017, on peut estimer à 77 inscriptions en Promotion Sociale dans le bassin pour le secteur de l'Agronomie. 39 se rapportent à la formation guide nature et 26 à la formation horticulture maraichère et décorative.

Il y a eu 18 inscriptions aux épreuves intégrées dont 9 pour la formation guide nature et 9 pour la formation ouvrier en aménagement d'allées et de parcs. 9 stages ont été réalisés dans le cadre de la formation ouvrier en aménagement d'allées et de parcs.

Secteur Promotion Sociale	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Inscriptions (Max) 2016-2017	Inscriptions stages	Inscriptions épreuves intégrées	% Femmes	Evolution inscriptions sur 4 ans
Arts appliqués	Céramiste	ND	2	36	0	0	93,8%	ND
	Ouvrier tapissier-garnisseur	ND	2	36	0	0	87,1%	ND
	Photographe	ND	3	176	0	0	61%	ND
	Agent technique en arts décoratifs publicitaires	ND	1	79	0	0	89,9%	ND
	Total	/	8	327	0	0	75,1%	ND

En 2016-2017, on peut estimer à 327 inscriptions en Promotion Sociale dans le bassin pour le secteur des arts appliqués. 176 se rapportent à la formation photographe et 79 à la formation agent technique en arts décoratifs publicitaires. Il n'y a eu aucune inscription aux épreuves intégrées et aucun stage réalisé.

Secteur Promotion Sociale	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Inscriptions (Max) 2016-2017	Inscriptions stages	Inscriptions épreuves intégrées	% Femmes	Evolution inscriptions sur 4 ans
Construction	Ouvrier d'entretien polyvalent (convention)	ND	2	19	7	13	0%	ND
	Total	/	2	19	7	13	0%	ND

Remarque : Des formations d'ouvrier menuisier sont également présentes dans le bassin (données non exploitables pour ce tableau car les unités d'enseignement ne sont reliées à aucune section).

En 2016-2017, on peut estimer à 19 inscriptions en Promotion Sociale dans le bassin pour le secteur construction, dans la formation ouvrier d'entretien polyvalent (13 inscriptions à l'épreuve intégrée et 7 stages réalisés).

Secteur Promotion Sociale	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Inscriptions (Max) 2016-2017	Inscriptions stages	Inscriptions épreuves intégrées	% Femmes	Evolution inscriptions sur 4 ans
Cours généraux	Complément formation générale en vue de l'obtention du certificat correspondant au CESS	ND	2	25	0	13	48,1%	ND
	Total	/	2	25	0	13	48,1%	ND

En 2016-2017, on peut estimer à 25 inscriptions en Promotion Sociale dans le bassin en cours généraux, dans la formation au CESS (13 inscriptions à l'épreuve intégrée).

Secteur	Intitulé de la formation	ROME V3 Code(s)	Nombre occurrences	Inscriptions (Max) 2016- 2017	Inscriptions stages	Inscriptions épreuves intégrées	% Femmes	Evolution inscriptions sur 4 ans
Secteur Promotion Sociale	Technicien en comptabilité	ND	3	73	0	27	83%	ND
	Technicien de bureau	ND	2	37	0	13	85,5%	ND
	Employé de services	ND	1	16	12	13	82,5%	ND
	Connaissances de gestion de base	ND	5	209	0	0	39,2%	ND
	Secrétariat médical	ND	1	20	16	0	100%	ND
	Langue : anglais - niveau intermédiaire	ND	3	110	0	32	66,9%	ND
	Langue : allemand - niveau intermédiaire	ND	1	16	0	0	56,3%	ND
	Langue : espagnol - niveau élémentaire	ND	5	150	0	0	59,8%	ND
	Langue : espagnol - niveau intermédiaire	ND	1	36	0	16	66,7%	ND
	Langue : italien - niveau élémentaire	ND	3	73	0	0	65,8%	ND
Economie	Langue : italien - niveau intermédiaire	ND	1	17	0	16	79,6%	ND
	Français:langue étrangère-niveau débutant	ND	5	903	0	0	19,9%	ND
	Langue : français - niveau élémentaire	ND	2	93	0	0	64,4%	ND
	Langue : français - niveau intermédiaire	ND	1	53	0	0	70,7%	ND
	Langue:russe-niveau élémentaire	ND	2	22	0	0	36,4%	ND
	Langue : luxembourgeois - niveau élémentaire	ND	4	162	0	0	69,5%	ND
	Agent en accueil et tourisme (convention)	ND	2	59	0	0	59,2%	ND
	Informatique : technicien en programmation	ND	1	20	0	0	50%	ND
	Technicien en informatique	ND	2	52	15	17	7,7%	ND
	Technicien en bureautique	ND	3	89	0	0	54,7%	ND
Technicien en image numébrique	ND	3	170	0	0	73,6%	ND	
Total	/	51	2380	43	134	51,7%	ND	

En 2016-2017, on peut estimer à 2.380 inscriptions en Promotion Sociale dans le bassin dans le secteur Economie, secteur le plus important en termes de nombre d'inscriptions. On relèvera surtout les 903 inscriptions en français langue étrangère (5 occurrences) et les 209 en connaissances de gestion de base. De manière générale, les cours de langues sont bien fréquentés (luxembourgeois, espagnol, anglais). Au niveau des inscriptions aux épreuves intégrées, on en compte 17 dans la formation technicien en informatique (dont 15 stages), 27 en technicien en comptabilité, 13 en technicien de bureau et 13 en employé de services (12 stages).

Secteur Promotion Sociale	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Inscriptions (Max) 2016-2017	Inscriptions stages	Inscriptions épreuves intégrées	% Femmes	Evolution inscriptions sur 4 ans
Habillement	Opérateur en habillement	ND	4	140	0	0	97,4%	ND
	Ameublement : décoration textile de l'habitat	ND	2	36	0	0	95,3%	ND
	Total	/	6	176	0	0	97%	ND

En 2016-2017, on peut estimer à 176 inscriptions en Promotion Sociale dans le bassin dans le secteur Habillement, dont 140 en opérateur en habillement.

Secteur Promotion Sociale	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Inscriptions (Max) 2016-2017	Inscriptions stages	Inscriptions épreuves intégrées	% Femmes	Evolution inscriptions sur 4 ans
Hôtellerie-alimentation	Sommelier	ND	4	64	17	13	28,2%	ND
	Chocolatier - confiseur	ND	1	10	0	0	80%	ND
	Commis de cuisine	ND	1	47	46	19	7,9%	ND
	Restaurateur	ND	3	106	168	40	60,2%	ND
	Total	/	9	227	231	72	43,1%	ND

En 2016-2017, on peut estimer à 227 inscriptions en Promotion Sociale dans le bassin dans le secteur Hôtellerie-alimentation, dont 106 en restaurateur. Au niveau des épreuves intégrées, 40 se sont inscrits dans la formation restaurateur (168 stages), 19 en commis de cuisine (46 stages), 13 en sommelier (17 stages).

Secteur Promotion Sociale	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Inscriptions (Max) 2016-2017	Inscriptions stages	Inscriptions épreuves intégrées	% Femmes	Evolution inscriptions sur 4 ans
Industrie	Agent de maintenance en électromécanique	ND	1	21	0	7	0%	ND
	Dessinateur polyvalent en bureau d'étude	ND	3	70	0	0	69,6%	ND
	Métallier (convention)	ND	1	15	0	0	13,3%	ND
	Métallier (conv fabrimetal-forem-3 reseaux d'ens)	ND	1	15	15	11	13%	ND
	Métallier industriel	ND	3	47	0	4	1,5%	ND
	Total	/	9	168	15	22	31,4%	ND

En 2016-2017, on peut estimer à 168 inscriptions en Promotion Sociale dans le bassin dans le secteur Industrie, dont 70 en dessinateur polyvalent en bureau d'étude. Au niveau des épreuves intégrées, on compte 11 inscriptions en métallier (15 stages), 7 en agent de maintenance en électromécanique, et 4 en métallier industriel.

Secteur Promotion Sociale	Intitulé de la formation	Code(s) ROMIE V3	Nombre occurrences	Inscriptions (Max) 2016-2017	Inscriptions stages	Inscriptions épreuves intégrées	% Femmes	Evolution inscriptions sur 4 ans
Sciences appliquées	Assistant pharmaceutico-technique	ND	1	10	0	0	70%	ND
	Educateur	ND	2	51	107	35	65,5%	ND
	Auxiliaire de l'enfance	ND	3	62	118	0	98,8%	ND
	Total	/	6	123	225	35	79,7%	ND

En 2016-2017, on peut estimer à 168 inscriptions en Promotion Sociale dans le bassin dans le secteur Industrie, dont 70 en dessinateur polyvalent en bureau d'étude. Au niveau des épreuves intégrées, on compte 11 inscriptions en métallier (15 stages), 7 en agent de maintenance en électromécanique, et 4 en métallier industriel.

Secteur Promotion Sociale	Intitulé de la formation	Code(s) ROMIE V3	Nombre occurrences	Inscriptions (Max) 2016-2017	Inscriptions stages	Inscriptions épreuves intégrées	% Femmes	Evolution inscriptions sur 4 ans
Services aux personnes	Aide familial	ND	2	47	1	1	97,4%	ND
	Aide-soignant	ND	2	54	1	1	85%	ND
	Langue des signes - niveau élémentaire	ND	4	64	1	1	86,2%	ND
	Pédicurie médicale	ND	2	32	1	1	100%	ND
	Total	/	10	197	4	4	90,9%	ND

Source : Source : DGENORS, 2016-2017 ; Calculs : IBEFE Luxembourg

En 2016-2017, on peut estimer à 197 inscriptions en Promotion Sociale dans le bassin dans le secteur Services aux personnes, dont 64 en langues des signes, 54 en aide-soignant et 47 en aide familial. Au niveau des épreuves intégrées, on compte 1 inscription dans chaque formation.

Le top 3 des formations en Promotion sociale ayant connu la plus d'inscriptions en 2016-2017 est le suivant :

1. Français langue étrangère – 903 inscrits
2. Connaissances de gestion de base – 209 inscrits
3. Photographe – 176 inscrits

IFAPME– Année préparatoire Formation Chef d'entreprise⁴⁰

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Alimentation	Boucher - Charcutier - Traiteur	D1101	1	18	22,2%	ND
	Boulangier - Pâtissier	D1102	1	21	62%	ND
	Restaurateur - Traiteur - Organisateur de banquets	G1601	1	12	50%	ND
	Total alimentation			51	45%	

En 2016-2017, il y a eu 51 apprenants à l'IFAPME en année préparatoire à la formation chef d'entreprise dans le secteur Alimentation, dont 21 en boulanger-pâtissier et 18 en boucher-charcutier-traiteur.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Construction	Entrepreneur de couvertures non métalliques de constructions	F1610	1	8	0	ND
	Entrepreneur de maçonnerie et de béton	F1703	1	5	20%	ND
	Entrepreneur de peinture - Tapissier - Poseur de revêtements des murs et du sol	F1606	1	6	50%	ND
	Zingueur - Couvreur	ND	1	1	0	ND
	Total construction			20	20%	

En 2016-2017, il y a eu 20 apprenants à l'IFAPME en année préparatoire à la formation chef d'entreprise dans le secteur Construction.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Electricité	Installateur - Electricien	F1602	1	10	10%	ND
	Installateur électricien résidentiel	F1602	1	4	0	ND
	Total électricité			14	7%	

En 2016-2017, il y a eu 14 apprenants à l'IFAPME en année préparatoire à la formation chef d'entreprise dans le secteur Electricité.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Filière bois	Entrepreneur Menuisier - Charpentier	H2206	1	9	0	ND
	Total filière bois			9	0	

⁴⁰ Les évolutions pour l'année préparatoire chef d'entreprise et les formations chef d'entreprise ne peuvent pas être calculées car les données des deux années de référence n'ont pas été fournies sous la même forme : les données 2016-2017 ventilent bien ces deux types de formations alors que les données 2013-2014 globalisent l'année préparatoire et la formation chef d'entreprise.

En 2016-2017, il y a eu 9 apprenants à l'IFAPME en année préparatoire à la formation chef d'entreprise dans le secteur Electricité, en entrepreneur menuisier et charpentier.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Métiers du secteur vert	Entrepreneur de jardins	A1203	1	24	16,7%	ND
	Fleuriste	D1209	1	13	84,6%	ND
	Total métier du secteur vert			37	40,5%	

En 2016-2017, il y a eu 37 apprenants à l'IFAPME en année préparatoire à la formation chef d'entreprise dans le secteur vert.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Mobilité	Carrossier - Réparateur	I1606	1	2	0	ND
	Garagiste - Réparateur	I1604	1	10	0	ND
	Total mobilité			12	0	

En 2016-2017, il y a eu 12 apprenants à l'IFAPME en année préparatoire à la formation chef d'entreprise dans le secteur mobilité.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Soins aux personnes	Gestionnaire d'un salon de coiffure	D1202	2	24	95,8%	ND
	Total soins aux personnes			24	95,8%	

Source : Source : IFAPME, 2016-2017 ; Calculs : IBEFE Luxembourg

En 2016-2017, il y a eu 24 apprenants à l'IFAPME en année préparatoire à la formation chef d'entreprise dans le secteur soins aux personnes, pour la formation de gestionnaire d'un salon de coiffure.

Le top 3 des formations année préparatoire chef d'entreprise ayant connu la plus forte fréquentation en 2016-2017 est le suivant :

1. Gestionnaire d'un salon de coiffure – 24 inscrits
1. Entrepreneur de jardins – 24 inscrits
2. Boulanger-pâtissier – 21 inscrits

IFAPME – Chef d’entreprise

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Action Sociale	Accueillant d'enfants autonome	K1303	2	18	100%	-52,6%
	Directeur de maison de repos - RW	K1403	1	14	64,3%	+7,7%
	Directeur de maisons d'enfants	K1202	1	36	97,2%	-10%
	Total Action Sociale			68	91,2%	-25,3%

En 2016-2017, il y a eu 68 apprenants à l’IFAPME en formation chef d’entreprise dans le secteur action sociale, dont 36 pour la formation de directeur de maisons d’enfants.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017 ⁴¹
Alimentation	Boucher - Charcutier - Traiteur	D1101	1	24	20,8%	-47,8%
	Boulangier - Pâtissier	D1102	1	12	50%	-60%
	Commis - collaborateur de cuisine	ND	1	3	33,3%	/
	Confiseur - Chocolatier	D1104	1	6	83,3%	-14,3%
	Garçon de restaurant	G1803	1	5	20%	/
	Herboriste	K1103	1	18	72,2%	+12,5%
	Micro brasseur		1	40	5%	+21,2%
	Restaurateur - Traiteur - Organisateur de banquets	G1601	1	17	52,9%	-50%
	Total alimentation			125	33,6%	-24,7%

En 2016-2017, il y a eu 125 apprenants à l’IFAPME en formation chef d’entreprise dans le secteur alimentation, dont 40 pour la formation de micro-brasseur.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Commerce	Gestionnaire d'un point de vente	D1301	2	44	30	+22,2%
	Total commerce			44	68,1%	+22,2%

En 2016-2017, il y a eu 44 apprenants à l’IFAPME en formation chef d’entreprise dans le secteur commerce, dans la formation gestionnaire d’un point de vente.

⁴¹ Ne sachant s’il faut attribuer la diminution des effectifs à un mode de comptage différent ou à une diminution pure de la fréquentation, nous ne commenterons pas les évolutions de ces données.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Construction	Décorateur d'intérieur	F1102	1	44	93,1%	-18,5%
	Entrepreneur de couvertures non métalliques de constructions	F1610	1	7	0	-46,2%
	Entrepreneur de maçonnerie et de béton	F1703	1	10	0	-28,6%
	Entrepreneur de peinture - Tapissier - Poseur de revêtements des murs et du sol	F1606	1	7	0	-58,8%
	Entrepreneur plafonneur cimentier	F1611	1	4	0	-63,6%
	Total construction			72	56,9%	-33,9%

En 2016-2017, il y a eu 72 apprenants à l'IFAPME en formation chef d'entreprise dans le secteur construction, dont 44 en décorateur d'intérieur.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Electricité	Installateur - Electricien	F1602	1	12	0	-60%
	Total électricité			12	0	-60%

En 2016-2017, il y a eu 12 apprenants à l'IFAPME en formation chef d'entreprise dans le secteur électricité.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Filière bois	Entrepreneur Menuisier - Charpentier	H2206	1	11	0	-42,1%
	Total filière bois			11	0	-42,1%

En 2016-2017, il y a eu 11 apprenants à l'IFAPME en formation chef d'entreprise dans le secteur filière bois, dans la formation entrepreneur menuisier-charpentier.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Métal et technologies	Conseiller technique PC-Réseau	M1810	1	12	16,7%	-45,5%
	Total métal et technologie			12	16,7%	-45,5%

En 2016-2017, il y a eu 12 apprenants à l'IFAPME en formation chef d'entreprise dans le secteur métal et technologie, en conseiller technique PC-Réseau.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Métiers du secteur vert	Entrepreneur de jardins	A1203	1	11	0	-52,2%
	Fleuriste	D1209	1	15	93,3%	-46,4%
	Total métier du secteur vert			26	53,8%	-49%

En 2016-2017, il y a eu 26 apprenants à l'IFAPME en formation chef d'entreprise dans le secteur vert.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Mobilité	Carrossier - Réparateur	I1606	1	8	0	-60%
	Conseiller commercial en automobile	D1404	1	22	4,5%	+4,8%
	Garagiste - Réparateur	I1604	1	9	0	-52,6%
	Total mobilité			39	2,6%	-35%

En 2016-2017, il y a eu 39 apprenants à l'IFAPME en formation chef d'entreprise dans le secteur mobilité, dont 22 en conseiller commercial automobile.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Prestataire de services	Agent immobilier	C1504	1	47	31,9%	0%
	Candidat courtier d'assurances	C1103	1	16	50%	-66%
	Total prestataire de services			63	36,5%	-33%

En 2016-2017, il y a eu 63 apprenants à l'IFAPME en formation chef d'entreprise dans le secteur prestataire de services, dont 47 en agent immobilier.

Secteur IFAPME	Intitulé de la formation	Code(s) ROMÉ V3	Nombre occurrences	Inscriptions 2016-2017	% Femmes	Evolution Inscriptions 2013-2014 à 2016-2017
Soins aux personnes	Gestionnaire d'un salon de coiffure	D1202	2	25	96%	-41%
	Total soins aux personnes			25	96%	-49%

Source : Source : IFAPME, 2016-2017 ; Calculs : IBEFE Luxembourg

En 2016-2017, il y a eu 25 apprenants à l'IFAPME en formation chef d'entreprise dans le secteur Soins aux personnes, dont 25 en gestionnaire d'un salon de coiffure.

Le top 3 des formations chef d'entreprise ayant connu la plus forte fréquentation en 2016-2017 est le suivant :

1. Agent immobilier – 47 inscrits
2. Gestionnaire d'un point de vente – 44 inscrits
2. Décorateur d'intérieur – 44 inscrits

IFAPME – Encadrement et Coordination

Inexistant dans le bassin du Luxembourg

Le Forem (hors centres de compétence) – Gestion propre

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Autres	Compétences clés	NA	182	52,7%	/
	Convention Stage GDL projet pilote Benelux	NA	3	33,3%	/
	Total Autres		185	52,4%	+50,4%

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
BureauTIC	Modulaire bureautique	NA	154	87,0%	-47,6%
	Total BureauTIC		154	87,0%	-47,6%

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Construction et Bois	Carreleur	F1608	22	4,5%	+10,0%
	Convention Ouvrier entretien polyvalent	NA	1	0,0%	/
	Conducteur d'engins de chantier	F1302	13	0,0%	/
	Couvreur tuiles et ardoises	F1610	17	5,9%	-57,5%
	Essai-métier: decouverte domaine prof. Construction	NA	12	16,7%	/
	Lecture de plan construction	NA	1	0,0%	/
	Macon	F1703	48	0,0%	-29,4%
	Monteur en chauffage et sanitaire	F1603	17	0,0%	/
	Monteur sani-chauffage	F1603, I1308	5	0,0%	-75,0%
	Total Construction et Bois		136	2,9%	-21,4%

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Gestion et Secrétariat	Aide-comptable	M1608	57	70,2%	-20,8%
	Assistant de PME	M1602	1	100,0%	-94,4%
	Comptable interne	M1203	1	100,0%	/
	Convention Assistant de direction	NA	10	90,0%	/
	Employé administratif	M1602	174	89,1%	+38,1%
	Essai-métier:decouverte des métiers gestion & secrétariat	NA	5	80,0%	/
	Modulaire gestion	NA	46	69,6%	-35,2%
	Secrétaire	M1607	1	100,0%	/
	Total Gestion et Secrétariat		295	82,4%	-10,9%

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme	Auxiliaire de ménage	K1304	202	98,0%	-56,1%
	Convention agent de gardiennage	NA	15	6,7%	/
	Convention femme de chambre	NA	10	90,0	/
	Total Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme		227	91,6%	-55,3%

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Industrie	Chargé de communication digitale	E1101	10	70,0%	/
	Convention boulpatmobile	NA	15	53,3%	/
	Convention créativité ap 2017	NA	22	81,8%	/
	Convention walmeat2u	NA	20	20,0%	/
	Electromécanicien de maintenance	I1304	19	5,3%	-29,6%
	Essai-métier:decouverte métiers : industrie	NA	18	0,0%	/
	Fraiseur à commandes numériques	H2903	3	0,0%	/
	Fraiseur traditionnel	H2903	5	20,0%	/
	Installateur électricien résidentiel	F1602	9	0,0%	-66,7%
	Monteur frigoriste	I1306	14	0,0%	/
	Opérateur de production en industrie alimentaire	H2102	13	61,5%	/
	Soudeur mixte	H2913	26	7,7%	+160,0%
	Technicien en systèmes d'usinage	H2903	13	0,0%	/
	Technicien frigoriste	I1306	7	0,0%	-56,3%
	Tourneur à commandes numériques	H2903	1	0,0%	/
	Tourneur traditionnel	H2903	9	0,0%	/
Total Industrie			204	24,0%	+68,6%

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Langues et Techniques de communication	Allemand langue générale	NA	21	38,1%	/
	Anglais langue générale	NA	175	57,1%	/
	Francais langue générale	NA	22	18,2%	/
	Luxembourgeois langue générale	NA	47	80,9%	/
	Modulaire communication en francais	NA	37	94,6%	-36,2%
	Neerlandais langue générale	NA	77	79,2%	/
	Langues et Techniques de communication			379	64,9%

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Management et Commerce	Caissier-réassortisseur	D1505	20	80,0%	-60,0%
	Convention Consultant en intérim	NA	10	70,0%	/
	Conseiller vente en magasin	ND	18	72,2%	/
	Essai-métier: decouverte métiers : management et commerce	NA	1	100,0%	/
	Marketing du projet professionnel et personnel	NA	1	0,0%	/
	Management et Commerce			50	74,0%

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Non-Marchand	Essai-métier: découverte domaine prof. Non-marchand	NA	6	83,3%	/
	Essai-métier: découverte métiers : non-marchand	NA	35	82,9%	/
	Non-Marchand		41	82,9%	

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Qualité, Sécurité, Environnement	Conseiller en prévention	H1302	19	31,6%	/
	Ouvrier agricole	A1416	8	37,5%	-42,9%
	Travaux en hauteur	I1501	24	0,0%	-25,0%
	VCA	NA	181	1,7%	-17,4%
	Qualité, Sécurité, Environnement		232	5,2%	-13,1%

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Transport et Logistique	Adr chauffeur	N4101	81	2,5%	+131,4%
	Conducteur autobus/autocar – théorie generale	N4103	12	0,0%	-62,5%
	Conducteur autobus/autocar (pratique D)	N4103	21	19,0%	+5,0%
	Conducteur de chariot élévateur	N1101	49	8,2%	/
	Conducteur poids lourd - pratique C	N4101	9	11,1%	+50,0%
	Conducteur poids lourd - pratique C+E	N4101	57	3,5%	-5,0%
	Conducteur poids lourd - pratique E	N4101	4	0,0%	+100,0%
	Conducteur poids lourd - théorie générale	N4101	86	3,5%	+21,1%
	Conducteur poids lourd C ou CE - mise à niveau	N4101	1	0,0%	-99,2%
	Employé logistique	N1301	25	64,0%	-26,5%
	Essai-métier: découverte dom. Prof. Transport&log	NA	4	75,0%	/
	Essai-métier: découverte métiers : transport&log	NA	3	0,0%	/
	Magasinier polyvalent	N1103	48	6,3%	/
	Modules généraux autobus/autocar	N4103	24	8,3%	-45,5%
	Modules généraux poids lourds	N4101	134	2,2%	+168,0%
	Opérateur d'entrepôt	N1105	1	0,0%	-97,8%
	Transport et Logistique			559	7,7%

Total général			2462	45,0%	-19,9%
----------------------	--	--	-------------	--------------	---------------

Source : Le Forem 2017, calculs IBEFE Luxembourg

NB. : Concernant l'évolution du nombre de contrats de formation 2014-2017, n'ont été reprises ici que les évolutions pour les intitulés identiques. Or, de nombreux intitulés ont changé. La lecture de cette donnée est donc essentiellement intéressante en ce qui concerne les totaux par secteur.

NB. : Les formations du centre de formation de Neufchâteau-Molinfaing sont reprises ici alors que les formations des autres centres de compétence n'apparaissent pas.

Au total, 2.462 contrats de formation ont été signés en 2017 pour une formation Forem organisée en gestion propre sur le bassin. Parmi ceux-ci, 2.185 contrats concernaient des demandeurs d'emploi.

Le secteur le plus important est celui du transport et de la logistique avec 559 contrats mais à ne pas prendre en compte ici puisqu'il s'agit de formations en Centre de compétence. Le 2^{ème} secteur est celui des langues et techniques de communication avec 379 contrats, dont 175 pour l'anglais. Le 3^{ème} secteur est celui de la gestion et du secrétariat avec 295 contrats dont 174 pour la formation d'employé administratif. Vient ensuite le secteur de la qualité, sécurité, environnement (232 contrats) et plus particulièrement la formation VCA (181). Le secteur Horeca, nettoyage, gardiennage comptabilise 227 contrats, dont 178 pour des travailleurs dans la formation d'auxiliaire de ménage. Relevons ensuite les 204 contrats de formation signés dans le secteur de l'industrie, dont 57 pour une formation en convention. 154 contrats ont été réalisés dans le secteur de la bureautique (dont 28 pour des travailleurs). Enfin, on relèvera les 136 contrats signés dans le secteur construction bois, dont 48 pour la formation de maçon.

En termes d'évolution, le nombre de contrats signés a diminué de 19,9% depuis 2014. Tous les secteurs, sauf l'industrie et le secteur « autres » connaissent des évolutions positives. On relèvera les augmentations dans les formations d'employé administratif (+38,1%) mais aussi dans les formations soudeur mixte et carreleur.

Le top 3 des formations Forem en gestion propre ayant connu le plus grand nombre de contrats en 2017 est le suivant (hors CDC Transport-Logistique) :

1. Auxiliaire de ménage - 202 contrats (dont 178 travailleurs)
2. Compétences clés - 182 contrats
3. VCA - 181 contrats

Si l'on ne considère que le nombre de DE ayant fréquenté les formations, ce top 3 devient :

1. VCA - 181 DE
2. Compétences clés - 178 DE
3. Employé administratif - 173 DE

Le Forem (hors centres de compétence) – Partenariat

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Construction et Bois	Convention Ouvrier d'entretien polyvalent	NA	15	0,0%	ND
	Essai-métier: decouverte domaine prof. Construction	NA	1	0,0%	ND
	Construction et bois		16	0%	

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Gestion et Secrétariat	Convention Employé de service	NA	27	92,6%	ND
	Gestion et Secrétariat		27	92,6%	

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme	Convention Module de base agent de gardiennage	NA	8	50,0%	ND
	Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme		8	50,0%	

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Industrie	Convention Métallier soudeur	NA	14	14,3%	ND
	Industrie		14	14,3%	

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Non-Marchand	Convention Reprise d'études infirmière	NA	20	75,0%	ND
	Non-Marchand		20	75,0%	

Total général			85	54,1%	19,7%
----------------------	--	--	-----------	--------------	--------------

Source : Le Forem 2017, calculs IBEFE Luxembourg

Au total, 85 contrats de formation ont été signés en 2017 pour une formation Forem organisée en partenariat sur le bassin, pour des demandeurs d'emploi.

Centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP)

Secteur Interfédé	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Fréquentation 2015	% Femmes	Evolution Fréq. 2014-2017
Alpha et programmes de base	Alpha communication	ND	78	62,8%	ND
	Alphabétisation	ND	183	61,7%	ND
	Préformation de base	ND	204	62,3%	ND
	Visa pour l'Emploi	ND	50	100,0%	ND
	Total général			515	

Secteur Interfédé	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Fréquentation 2015	% Femmes	Evolution Fréq. 2014-2017
Arts et communication	Reliure semi-industrielle, finitions d'imprimés, travaux de conditionnement	ND	23	30,4%	ND
	Total général		23	30,4%	ND

Secteur Interfédé	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Fréquentation 2015	% Femmes	Evolution Fréq. 2014-2017
Bâtiment	Eco bâtisseur	ND	22	0,0%	ND
	Restauration du bâtiment	ND	16	0,0%	ND
	Total général	ND	38	0,0%	ND

Secteur Interfédé	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Fréquentation 2015	% Femmes	Evolution Fréq. 2014- 2017
Développement personnel	Communication par les langages d'expression (l'écrit et le récit)	ND	12	83,3%	ND
	Communication par les langages d'expression (Si c'est Art faire)	ND	8	62,5%	ND
	Je crée mon avenir	ND	58	70,7%	ND
	Mobilisation socioprofessionnelle	ND	15	20,0%	ND
	Parcours Hors Piste	ND	6	33,3%	ND
	Total général	ND	99	61,6%	ND

Secteur Interfédé	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Fréquentation 2015	% Femmes	Evolution Fréq. 2014- 2017
Electomécanique et matériaux	Menuiserie	ND	13	0,0%	ND
	Menuiserie - raboterie - conditionnement de bois de chauffage	ND	22	0,0%	ND
	Métallerie Soudure Ferronnerie	ND	9	0,0%	ND
	Scierie	ND	23	0,0%	ND
	Total général	ND	67	0,0%	ND

Secteur Interfédé	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Fréquentation 2015	% Femmes	Evolution Fréq. 2014- 2017
Horeca	Horeca	ND	52	40,4%	ND
	Horeca et cuisine de collectivité	ND	25	72,0%	ND
	Restauration	ND	26	42,3%	ND
	Total général	ND	103	48,5%	ND

Secteur Interfédé	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Fréquentation 2015	% Femmes	Evolution Fréq. 2014- 2017
Commerce, tourisme et transport	Chauffeur-livreur Chauffeur-accompagnateur	ND	20	10,0%	ND
	Total général	ND	20	10,0%	ND

Secteur Interfédé	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Fréquentation 2015	% Femmes	Evolution Fréq. 2014- 2017
Métiers verts	Horticulture	ND	89	5,6%	ND
	Ouvrier environnementaliste	ND	12	8,3%	ND
	Sylviculture - Environnement	ND	42	0,0%	ND
	Total général	ND	143	4,2%	ND

Secteur Interfédé	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Fréquentation 2015	% Femmes	Evolution Fréq. 2014- 2017
Services à la personne	Auxiliaire polyvalente - Buanderie	ND	11	100,0%	ND
	Total général	ND	11	100,0%	ND

Secteur Interfédé	Intitulé de la formation	Code(s) ROME V3	Fréquentation 2015	% Femmes	Evolution Fréq. 2014- 2017
Travail de bureau et secrétariat	Découverte du monde informatique	ND	51	51,0%	ND
	Informatique	ND	39	64,1%	ND
	Préformation secrétariat	ND	27	85,2%	ND
	Total général	ND	117	63,2%	ND

Source : Interfédé 2015, calculs IBEFE Luxembourg

1.136 personnes ont suivi une formation CISP en 2015. On relèvera surtout les secteurs de l’alphabétisation et programmes de base (515 apprenants, dont 204 en préformation de base et 183 en alphabétisation), puis ceux des métiers verts et environnement (143 apprenants, dont 89 en horticulture et 42 en sylviculture-environnement), travail de bureau et secrétariat (117 apprenants, dont 51 en découverte du monde informatique), Horeca (103 apprenants), développement personnel (99 dont 58 en « je crée mon avenir »).

Le top 3 des formations suivies en CISP en 2015 est le suivant :

1. Préformation de base - 204 apprenants
2. Alphabétisation - 183 apprenants
3. Horticulture - 89 apprenants

C. Accompagnement spécifique

Enseignement spécialisé qualifiant

Ces tableaux concernent l'enseignement spécialisé (forme 3-phase 3 et forme 4-3^e degré).

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Code(s) ROME V3	Nombre d'occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Arts appliqués	Ouvrier imprimerie	ND	1	2	ND
	Ouvrier imprimerie reliure	ND	1	3	ND
	Total Arts appliqués			5	

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Code(s) ROME V3	Nombre d'occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Construction	Monteur placeur d'éléments menuisés	ND	2	15	ND
	Maçon	ND	3	12	ND
	Ouvrier entretien bâtiment et environnement	ND	5	21	ND
	Ouvrier peinture du bâtiment	ND	1	7	ND
	Total Construction			55	

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Code(s) ROME V3	Nombre d'occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Economie	Encodeur de données	ND	1	12	ND
	Total Economie			12	

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Code(s) ROME V3	Nombre d'occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Hôtellerie-Alimentation	Prép-vendeur en bouch-charcut. et plats cuisinés à emporter	ND	1	3	ND
	Commis de cuisine	ND	3	22	ND
	Commis de cuisine de collectivité	ND	1	8	ND
	Commis de salle	ND	1	9	ND
	Total Hôtellerie-Alimentation			42	

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Code(s) ROME V3	Nombre d'occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Industrie	Ferronnier	ND	1	5	ND
	Peintre en carrosserie	ND	1	6	ND
	Préparation de travaux de peinture en carrosserie	ND	1	4	ND
	Tôlier en carrosserie	ND	1	6	ND
	Aide mécanicien garage	ND	1	5	ND
	Total Industrie			26	

Secteur Enseignement	Intitulé de l'option	Code(s) ROME V3	Nombre d'occurrences	Fréquentation 2016-2017	Evolution Fréq. 2013-2014 à 2016-2017
Service aux personnes	Aide logistique en collectivités	ND	4	32	ND
	Aide ménagère	ND	2	2	ND
	Total Service aux personnes			34	

Sur les 174 élèves fréquentant un enseignement spécialisé qualifiant dans le bassin, tous en forme 3, 55 le suivent dans le secteur de la construction (dont 21 en entretien du bâtiment et environnement et 15 en menuiserie), 42 en hôtellerie-alimentation dont 22 en commis de cuisine, 34 dans les services aux personnes dont 32 en aide logistique en collectivités.

Centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle AVIQ/PHARE

Données non disponibles

D. Formation complémentaire

Centre de Technologies Avancées – CTA

Secteur	Sous-secteur	Domaine de formation	Publics-cibles	Volume d'heures de formation 2016	Evolution volume d'heures 2013-2016
Industrie	Maintenance et automation	Maintenance des systèmes automatisés industriels	Elèves de l'enseignement secondaire qualifiant	3336	+9,7%
			Elèves du 3ème degré de l'enseignement secondaire de transition	714	(0 en 2013)
			Autres « en âge d'obligation scolaire » (primaire et 1 ^e degré)	54	
			Etudiants de l'enseignement de Promotion sociale	0	
			Etudiants de l'enseignement supérieur	861	-34,8%
			Demandeurs d'emploi	0	-100%
			Travailleurs	0	-100%
			Enseignants	162	-6,8%
Total				5127	
Industrie	Mécanique appliquée	Travail de la tôle	Elèves de l'enseignement secondaire qualifiant	2469	(ouvert en 2014)
			Elèves du 3ème degré de l'enseignement secondaire de transition	0	
			Autres « en âge d'obligation scolaire (primaire et 1 ^e degré)	0	
			Etudiants de l'enseignement de Promotion sociale	78	
			Etudiants de l'enseignement supérieur	153	
			Demandeurs d'emploi	0	
			Travailleurs	6	
			Enseignants	288	
Total Construction				2994	
Hôtellerie-alimentation	Hôtellerie-alimentation	Expertise scientifique au service des métiers de l'alimentation	Elèves de l'enseignement secondaire qualifiant	2361	+550,4%
			Elèves du 3ème degré de l'enseignement secondaire de transition	0	(0 en 2013)
			Autres « en âge d'obligation scolaire (primaire et 1 ^e degré)	0	
			Etudiants de l'enseignement de Promotion sociale	72	
			Etudiants de l'enseignement supérieur	0	
			Demandeurs d'emploi	3177	
			Travailleurs	174	
			Enseignants	516	
Total Construction				6300	

Source : DGEO, DREMT, Service Fonds d'Equipeement, CTA, Cadastre, 2013 et 2016 ; calculs IBEFE Luxembourg

14.421 heures de formation ont été dispensées dans les 3 CTA du bassin :

- 6.300 dans le CTA de Libramont dédié à l'expertise scientifique au service des métiers de l'alimentation ;
- 5.127 dans le CTA de Virton dédié à la maintenance des systèmes automatisés industriels ;
- 2.994 dans le CTA de Marche dédié au travail de la tôle.

Seul le CTA de Libramont a consacré des heures à la formation des demandeurs d'emploi (3.177 heures de formation pour demandeurs d'emploi). Dans les autres CTA, le public qui a le plus bénéficié d'heures de formation est constitué d'élèves de l'enseignement secondaire qualifiant (3.336 heures à Virton et 2.469 heures réalisées à Marche).

Centres de compétence – Gestion propre

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Autres	Compétences clés	NA	15	26,7%	/
	Autres		15	26,7%	-48,3%

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Construction et Bois	Autres construction	NA	28	3,6%	-34,9%
	Bachelor filière bois	?	30	10,0%	/
	Bûcheron	A1201	96	8,3%	+65,5%
	Charpentier	F1503	6	0,0%	-68,4%
	Chauffeur grumier	A1101	4	25,0%	/
	Conducteur d'abatteuse	A1101	3	0,0%	-40,0%
	Constructeur-monteur de bâtiment en structure bois	F1501	93	5,4%	/
	Débardeur bois	A1101	9	0,0%	+350,0%
	Dessinateur DAO	F1104	132	9,8%	+97,0%
	Dessinateur de la construction (btp)	F1104	18	44,4%	+80,0%
	Elagueur	A1201	8	0,0%	+100,0%
	Essai-métier: découverte domaine prof. Construction	NA	55	10,9%	/
	Menuisier	H2206	146	3,4%	+329,4%
	Opérateur de fabrication en ossature bois	H2202	5	0,0%	-80,8%
	Opérateur et programmeur sur machine cn bois	H2202	75	1,3%	+87,5%
	Poseur de fermetures menuisées	F1607	18	0,0%	+125,0%
		Construction et Bois		726	7,0%

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme	Agent saisonnier en tourisme	G1101	32	46,9%	/
	Amadeus	G1303	54	53,7%	+350,0%
	Animateur touristique et culturel	G1202	6	50,0%	+50,0%
	Certificat management tourisme et loisirs	G1301	77	59,7%	+120,0%
	E-ambassadeur de pays touristique	NA	9	77,8%	-18,2%
	Employé au service touristique	G1101	81	79,0%	-62,3%
	Essai-métier: découv. Métiers: horeca,nett.,tourisme	NA	17	52,9%	/
	Formations en tourisme pour l'enseignement	?	657	21,0%	/
	Pack marketing, analyse et connaissance des publics	NA	88	65,9%	+29,4%
	Package accueil tourisme	NA	25	72,0%	-63,8%
	Package e-tourisme	NA	166	50,0%	+315,0%
	Package management, stratégie de développement	NA	35	54,3%	+288,9%
	Package qualité tourisme	NA	120	45,8%	+60,0%
	Product manager en tourisme	G1301	28	71,4%	-12,5%
	Réceptionniste en milieu hôtelier	G1703	54	48,1%	+38,5%
Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme			1449	40,7%	-12,0%

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Informatique et Télécom	Convention Formations courtes orientées ICC	NA	8	62,5%	/
	Informatique et Télécoms		8	62,5%	/

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Qualité, Sécurité, Environnement	Conseiller en énergie industrie	F1103	8	0,0%	/
	Conseiller en prévention	H1302	4	25,0%	/
	Jardinier	A1203	22	0,0%	/
	Jardinier d'entretien	A1203	12	8,3%	/
	Travaux en hauteur	I1501	11	0,0%	/
Qualité, Sécurité, Environnement			57	3,5%	+235,3%

Total général			2255	28,9%	+8,7%
----------------------	--	--	-------------	--------------	--------------

Source : Le Forem, 2017 ; Calculs : IBEFE Luxembourg

NB. : Concernant l'évolution du nombre de contrats de formation 2014-2017, n'ont été reprises ici que les évolutions pour les intitulés identiques. Or, de nombreux intitulés ont changé. La lecture de cette donnée est donc essentiellement intéressante en ce qui concerne les totaux par secteur.

NB. : Les formations réalisées au Centre de formation logistique et transport de Neufchâteau-Molinfang ne sont pas reprises ici mais dans le tableau des formations hors centres de compétence.

1.216 contrats de formation ont été réalisés en 2017 dans un centre de compétence (CDC) Forem du bassin en gestion propre, dont 571 par des demandeurs d'emploi, 139 par des étudiants et 645 par

des travailleurs. A ces 1.216 contrats en CDC, il faut donc ajouter les 559 contrats dans le domaine du transport et logistique (voir ci-dessous), dont 527 réalisés par des demandeurs d'emploi.

Dans le CDC Tourisme, il y a eu 298 contrats pour des demandeurs d'emploi, 628 pour des étudiants et 523 pour des travailleurs. En construction-bois, on relève 217 demandeurs d'emploi, 389 étudiants et 120 travailleurs. En logistique-transport, on compte 527 demandeurs d'emploi et 32 travailleurs.

Parmi les formations pour demandeurs d'emploi (DE) du **secteur tourisme**, c'est celle d'employé au service touristique qui a été la plus fréquentée (67 DE), suivie par réceptionniste en milieu hôtelier (35 DE). On compte également, parmi les DE, 32 formations Amadeus, 32 agents saisonniers en tourisme, 30 certificats en management et tourisme, 28 product managers en tourisme et loisirs, 28 formations en tourisme pour l'enseignement.

Les demandeurs d'emploi ayant suivi une formation dans le **secteur construction-bois** ont été plus nombreux dans l'essai-métier construction (55 DE), puis dans la formation constructeur-monteur de bâtiment en structure bois (32 DE). Parmi les DE, on compte également 24 bûcherons, 18 dessinateurs de la construction, 11 dessinateurs DAO, 18 opérateurs et programmeurs sur machine CN bois, 16 menuisiers et 11 poseurs de fermetures menuisées.

Parmi les formations pour demandeurs d'emploi (DE) du **secteur logistique et transport**, c'est le module général poids lourds qui a été le plus fréquenté (103 DE), suivi par conducteur poids lourds théorie générale (86 DE), puis ADR chauffeur (81 DE). On compte également, parmi les DE, 57 conducteurs poids lourds pratique C+E, 48 conducteurs de chariot élévateur, 48 magasiniers polyvalents, et 25 employés en logistique.

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017	
Transport et Logistique	Adr chauffeur	N4101	81	2,5%	+131,4%	
	Conducteur autobus/autocar – théorie generale	N4103	12	0,0%	-62,5%	
	Conducteur autobus/autocar (pratique D)	N4103	21	19,0%	+5,0%	
	Conducteur de chariot élévateur	N1101	49	8,2%	/	
	Conducteur poids lourd - pratique C	N4101	9	11,1%	+50,0%	
	Conducteur poids lourd - pratique C+E	N4101	57	3,5%	-5,0%	
	Conducteur poids lourd - pratique E	N4101	4	0,0%	+100,0%	
	Conducteur poids lourd - théorie générale	N4101	86	3,5%	+21,1%	
	Conducteur poids lourd C ou CE - mise à niveau	N4101	1	0,0%	-99,2%	
	Employé logistique	N1301	25	64,0%	-26,5%	
	Essai-métier: decouverte dom. Prof. Transport&log	NA	4	75,0%	/	
	Essai-métier: decouverte métiers : transport&log	NA	3	0,0%	/	
	Magasinier polyvalent	N1103	48	6,3%	/	
	Modules généraux autobus/autocar	N4103	24	8,3%	-45,5%	
	Modules généraux poids lourds	N4101	134	2,2%	+168,0%	
	Opérateur d'entrepôt	N1105	1	0,0%	-97,8%	
		Transport et Logistique		559	7,7%	-16,4%

Centres de compétence – Partenariat

Secteur Forem	Intitulé de la formation	Code Rome V3	Contrats 2017	% Femmes	Evolution contrats 2014-2017
Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme	Product manager en tourisme	G1301	12	58,3%	/
	Horeca, Nettoyage, Gardiennage, Tourisme		12	58,3%	
Total général			12	58,3%	-81,8%

Source : Le Forem, 2017 ; Calculs : IBEFE Luxembourg

12 contrats de formation ont été réalisés en 2017 dans un centre de compétence Forem du bassin, dans la formation en partenariat « product manager en tourisme »(12 DE).

Validation des compétences

Secteur VdC	Intitulé de l'épreuve	Code(s) ROME V3	Epreuves 2017	% Femmes	Evolution Fréq. 2014-2017
Alimentation	Ouvrier boulanger - pâtissier	D1102/1104	35	40%	/
	Total		35	40%	

Secteur VdC	Intitulé de l'épreuve	Code(s) ROME V3	Epreuves 2017	% Femmes	Evolution Fréq. 2014-2017
Administratif	Agent d'accueil	M1601	32	68,8	/
	Total		32	68,8	

Secteur VdC	Intitulé de l'épreuve	Code(s) ROME V3	Epreuves 2017	% Femmes	Evolution Fréq. 2014-2017
Construction	Poseur de fermetures menuisées	F1607	28	0%	+180%
	Total		28	0%	+180%

Secteur VdC	Intitulé de l'épreuve	Code(s) ROME V3	Epreuves 2017	% Femmes	Evolution Fréq. 2014-2017
Intersectoriel	Tuteur en entreprise	ND	4	0%	/
	Total		4	0%	

Source : VDC, 2014-2016 ; Calculs : IBEFE Luxembourg

En 2017, 99 épreuves ont été effectuées dans le bassin, dont 35 en alimentation pour le métier de boulanger-pâtissier (13 titres délivrés), 32 en administratif dans le métier d'agent d'accueil (23 titres délivrés), 28 en construction en poseur de fermetures menuisées (20 titres délivrés) et 4 en intersectoriel pour la fonction de tuteur en entreprise (4 titres délivrés).

En Bref

Bassin du Luxembourg	Nombre d'apprenants⁴²
Formation initiale	
Enseignement secondaire ordinaire de plein exercice – enseignement qualifiant (3 ^{ème} et 4 ^{ème} degrés) ⁴³	4.454
Enseignement en alternance article 49 ⁴⁴	267
Enseignement en alternance article 45 ⁴⁵	296
IFAPME Apprentissage ⁴⁶	375
Formation pour adultes	
Enseignement de Promotion sociale ⁴⁷	2.370 inscriptions
IFAPME – Année préparatoire chef d'entreprise ⁴⁸	167
IFAPME – Chef d'entreprise ⁴⁹	497
Forem Formation gestion propre et partenariat ⁵⁰	2.547
CISP ⁵¹	1.136
Accompagnement spécifique	
Enseignement spécialisé qualifiant ⁵²	174
Centres de formation et d'insertion AVIQ	/
Formation complémentaire	
Centres de compétence gestion propre et partenariat ⁵³	2.267
Centres de technologie avancée ⁵⁴	14.421 heures
Validation des compétences ⁵⁵	99 épreuves

De manière très générale, les secteurs construction, hôtellerie-restauration-tourisme et secteur vert sont sur-représentés dans notre bassin en matière de fréquentation dans presque tous les types de formation et d'enseignement. L'alphabétisation, remise à niveau, connaissances de base, français langue étrangère... sont également bien fréquentés dans la province, notamment au niveau des CISP ou de la Promotion sociale.

On notera, dans le secteur de la construction, une diminution des effectifs quasi dans tous les organismes d'enseignement et de formation. Par contre, les secteurs industrie, Horeca, secteur vert, semblent bien se comporter au niveau du nombre d'inscriptions.

⁴² Les précautions méthodologiques à prendre en compte pour le calcul du nombre d'apprenants sont celles relevées au cours du chapitre 2, spécifiques à chaque organisme.

⁴³ Source : DGEO, 2016-2017

⁴⁴ Source : DGEO, 2016-2017

⁴⁵ Source : DGEO, 2016-2017

⁴⁶ Source : IFAPME, 2016-2017

⁴⁷ Source : DGENORS, 2017

⁴⁸ Source : IFAPME, 2016-2017

⁴⁹ Source : IFAPME, 2016-2017

⁵⁰ Source : Forem, 2017

⁵¹ Source : Interfédé, 2015

⁵² Source : DGEO, 2016-2017

⁵³ Source : Forem, 2017

⁵⁴ Source : DGEO, DREMT, Service Fonds d'équipement, CTA, 2016

⁵⁵ Source : Validation des compétences, 2016

CHAPITRE 3 - BESOINS EN MAIN-D'OEUVRE

3.1. Les opportunités d'emploi 2017 (publiées par le Forem)

Remarques préliminaires

- Il s'agit de données qui portent sur les opportunités d'emploi (OE) gérées par le Forem. Ce dernier ne gère pas la totalité des offres d'emploi ; il existe d'autres circuits/canaux de recrutement (réseaux sociaux, sites de recrutement, « bouche à oreille », intérim, etc.).
- Dans les rencontres sectorielles inter-bassins, on a pu constater que le recours aux services du Forem pour le recrutement est très variable d'un secteur à l'autre. Exemple : certains secteurs privilégient le « bouche à oreille » dans leur politique de recrutement car ils n'ont aucune difficulté à trouver des candidats à l'embauche.
- De plus, ces données portent sur les opportunités d'emploi gérées par les conseillers aux entreprises du bassin. Il peut arriver que ce ne soit pas nécessairement des offres émanant d'entreprises du bassin. Il n'est pas possible d'obtenir au Forem des données au lieu d'exécution car l'information n'est pas toujours indiquée.
- Dans cette partie, nous traitons l'ensemble des offres gérées par le service public de l'emploi wallon (hors mobilité interrégionale et autres partenaires).

3.1.1. Opportunités d'emploi par catégorie professionnelle

CATEGORIE PROFESSIONNELLE ⁵⁶	BASSIN		Wallonie	
	Opportunités 2017	Evolution 2014-2017	Opportunités 2017	Evolution 2014-2017
11 - Personnels des services aux personnes et à la collectivité	1.037	+35,7%	9.056	+4,3%
12 - Personnel des services administratifs et commerciaux	788	+17,3%	9.599	-9%
13 - Personnel de l'industrie hôtelière	1.707	+102,3%	9.320	+42,1%
14 - Personnel de la distribution et de la vente	1.285	+33,6%	14.810	-12,1%
21 - Professionnels des arts et du spectacle	31	0,0%	396	-37,8%
22 - Professionnels de la formation initiale et de la formation continue	577	-4,6%	7.155	+3,2%
23 - Professionnel de l'intervention sociale, du développement local et de l'emploi	330	+72,8%	2.936	+38,2%
24 - Professionnels de la santé (paramédical)	398	+17,4%	4.594	-1,3%
31 - Professionnels de la santé (médical)	47	+56,7%	688	+32,8%
32 - Cadres administratifs et professionnels de l'information et de la communication	360	+44,0%	7.078	+42,6%
33 - Cadres commerciaux	286	+97,2%	4.596	+54,8%
41 - Personnel de l'agriculture et de la pêche	238	+91,9%	2.002	+29,5%
42 - Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction	1.137	+92,4%	9.123	+39,4%
43 - Personnel du transport et de la logistique	1.300	+146,7%	15.238	+91,9%
44 - Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique	1.056	+88,2%	15.021	+39,7%

⁵⁶ Pour le détail des catégories professionnelles, voir Annexe.

45 - Personnel des industries de process	463	+60,8%	4.550	+46,5%
46 - Personnel des autres industries	169	+244,9%	1.036	+41,5%
47 - Personnel de type artisanal	549	+188,9%	3.343	+41,1%
51 - Maîtrise industrielle	6	-72,7%	530	-1,3%
52 - Techniciens industriels	220	+158,8%	4.539	+18,5%
53 - Cadres techniques de l'industrie	186	+70,6%	3.654	+27,9%
61 - Agents de maîtrise, techniciens et cadres techniques hors industrie	488	+171,1%	5.014	+46,9%
Total	12.658	+67,5%	134.278	+23,1%

Source : Le Forem, 2017-2014

En 2017, 12.658 opportunités d'emploi (OE) ont été gérées dans le Bassin du Luxembourg, soit 9,4% des opportunités d'emploi wallonnes. Entre 2014 et 2017, le volume d'opportunités d'emploi a augmenté de 67,5% dans le Bassin, soit 5.099 opportunités d'emploi en plus. Au cours de la même période, les opportunités d'emploi ont crû de 23,1% pour la Wallonie.

Les 3 catégories professionnelles où il y a eu le plus d'OE dans le bassin du Luxembourg en 2017 sont :

- 13 - Personnel de l'industrie hôtelière (13,5% des OE 2017 du bassin, évolution 2014/2017 : +102,3% > +42,1% en Wallonie) ;
- 43 - Personnel du transport et de la logistique (10,3% des OE du bassin, évolution : +146,7% > +91,9% en Wallonie) ;
- 14 - Personnel de la distribution et de la vente (10,2% des OE du bassin, évolution : +33,6% > -12,1% en Wallonie).

3.1.2. Opportunités d'emploi par circuit de travail

Circuit de travail	BASSIN		Wallonie	
	2017	Evolution 2014-2017	2017	Evolution 2014-2017
Travail ordinaire	6.118	49,1%	64.941	+27,7%
Travail intérimaire	5.414	145,3%	55.683	+31,7%
Aides publiques	1.126	-9,8%	13.654	-14,3%
Total	12.658	67,5%	134.278	+ 23,1%

Source : Le Forem, 2017-2014

Quand on se penche sur la répartition des opportunités d'emploi par circuit de travail, on constate que c'est le circuit du travail ordinaire qui est prépondérant dans notre bassin (48,3% des OE du bassin). Viennent ensuite le circuit du travail intérimaire (42,8% des OE du bassin) et les aides publiques (8,9% des OE du bassin). La répartition par circuit de travail est sensiblement la même en Wallonie : 48,4% d'OE ordinaires, 41,5% d'OE intérimaires, et 10,2% d'OE aides publiques.

En termes d'évolutions entre 2014 et 2017, c'est le circuit intérimaire qui a explosé avec +145,3% d'OE, le circuit ordinaire a crû de 49,1% et les OE liées à des aides publiques ont diminué de 9,8%. Ce recul des OE aides publiques peuvent s'expliquer par les incertitudes nées de la réforme des aides à l'emploi.

3.1.3. Opportunités d'emploi – le travail intérimaire

CATEGORIE PROFESSIONNELLE ⁵⁷	BASSIN		Wallonie	
	2017	Evolution 2014-2017	2017	Evolution 2014-2017
11 - Personnels des services aux personnes et à la collectivité	191	+89,1%	1.566	+24,2%
12 - Personnel des services administratifs et commerciaux	304	+41,4%	3.493	-16,5%
13 - Personnel de l'industrie hôtelière	559	+195,8%	2.338	+57,7%
14 - Personnel de la distribution et de la vente	655	+129,8%	5.384	-20,3%
21 - Professionnels des arts et du spectacle	9	0,0%	80	-36,0%
22 - Professionnels de la formation initiale et de la formation continue	3	-66,7%	156	+16,4%
23 - Professionnel de l'intervention sociale, du développement local et de l'emploi	40	+400,0%	138	+36,6%
24 - Professionnels de la santé (paramédical)	21	+10,5%	503	-50,5%
31 - Professionnels de la santé (médical)	4	/	85	-19,0%
32 - Cadres administratifs et professionnels de l'information et de la communication	83	+176,7%	1.148	-4,3%
33 - Cadres commerciaux	124	+93,8%	1.893	+45,5%
41 - Personnel de l'agriculture et de la pêche	98	+345,5%	624	+135,5%
42 - Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction	531	+308,5%	4.226	+54,8%
43 - Personnel du transport et de la logistique	710	+151,8%	10.547	+119,4%
44 - Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique	750	+92,8%	11.328	+40,5%
45 - Personnel des industries de process	414	+66,9%	3.700	+53,0%
46 - Personnel des autres industries	146	+403,4%	716	+70,9%
47 - Personnel de type artisanal	392	+522,2%	1.859	+59,8%
51 - Maîtrise industrielle	4	-78,9%	300	-14,0%
52 - Techniciens industriels	136	+423,1%	2.346	+18,0%
53 - Cadres techniques de l'industrie	86	+218,5%	1.241	+37,1%
61 - Agents de maîtrise, techniciens et cadres techniques hors industrie	154	+258,1%	2.012	+34,2%
Total	5.414	+145,3%	55.683	+31,7%

Source : Le Forem/Actiris, 2017

Les OE relevant du circuit intérimaire s'élève à 5.414 dans le bassin (9,7% des OE intérimaires wallonnes).

Les 3 catégories professionnelles où il y a eu le plus d'OE intérimaires dans le bassin du Luxembourg en 2017 sont :

- 44 - Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique (750 OE, soit 13,9% des OE intérimaires du bassin, contre 17,9% en Wallonie) ;
- 43 - Personnel du transport et de la logistique (710 OE, soit 13,1% des OE intérimaires du bassin, contre 12,8% en Wallonie) ;

⁵⁷ Pour le détail des catégories professionnelles, voir Annexe.

- 14 - Personnel de la distribution et de la vente (655 OE, soit 12,1% des OE intérimaires du bassin, contre 12,9% en Wallonie).

En termes d'évolution, le nombre d'OE intérimaires a augmenté de 145,3% dans le bassin (+3.207 offres), alors qu'il n'a augmenté que de 31,7% en Wallonie.

3.1.4. Opportunités d'emploi par métier dans le bassin

Ensemble des offres gérées par les services publics de l'emploi (hors mobilité interrégionale), classées selon le nombre décroissant d'opportunités dans le bassin. Indication du **caractère critique**⁵⁸ du métier au niveau régional.

	Métier REM7	Code REM 7	Code ROME V3	Opportunités Bassin	Opportunités Wallonie	IS	Fonction critique qualitative	Fonction critique quantitative	Part de l'intérim
1	Serveur en restauration	1322201	G1803	540	2.261	2,5			30,6%
2	Magasinier	4331101	N1103	462	3.100	1,6	x		31,0%
3	Chauffeur de poids lourd	4311401	N4101	459	5.697	0,9		x	71,2%
4	Aide-ménager	1111105	K1304	312	2.666	1,2	x		8,7%
5	Cuisinier	1321201	G1602	308	1.332	2,5	x		39,3%
6	Vendeur détaillant en produits frais	1421201	D1106	276	1.450	2,0			62,7%
7	Maçon	4211402	F1703	233	1.147	2,2			40,3%
8	Technicien de surface	1121101	K2204	230	1.875	1,3			33,5%
9	Employé administratif	1212104	M1602	223	2.457	1,0			46,6%
10	Abatteur (transformation des viandes)	4712101	H2101	209	285	7,8		x	100,0%
11	Opérateur de production en industrie alimentaire	4512203	H2102	198	1.502	1,4			90,9%
12	Commis de cuisine	1321101	G1602	196	1.304	1,6			36,2%
13	Electromécanicien de maintenance industrielle	4434101	I1304	195	2.416	0,9		x	65,6%
14	Equipier polyvalent de restauration	1322101	G1603	161	1.812	0,9			17,4%

⁵⁸ Les données des offres utilisées par le Forem pour identifier les fonctions critiques sont les offres hors mobilité interrégionale, hors offres gérées par le siège central, hors stages de transition et de formation, hors PFI traités par les agents PFI, hors recrutements services publics, MISIP, jobs étudiants, contrats intérimaires.

Métier REM7	Code REM 7	Code ROME V3	Opportunités Bassin	Opportunités Wallonie	IS	Fonction critique qualitative	Fonction critique quantitative	Part de l'intérim	
15	Vendeur en alimentation générale	1421301	D1106	141	635	2,4		44,7%	
16	Installateur électricien	4221101	F1602	141	1.527	1,0	x	68,8%	
17	Enseignant de cours généraux dans l'enseignement secondaire inférieur	2212101	K2107	124	1.410	0,9		0,8%	
18	Réassortisseur	1411101	D1507	122	718	1,8		16,4%	
19	Infirmier en soins généraux	2412101	J1506	121	1.829	0,7	x	8,3%	
20	Vendeur en équipement de la personne	1422301	D1214	119	1.100	1,1		36,1%	
21	Soudeur	4413201	H2913	119	1.637	0,8		85,7%	
22	Monteur en sanitaire et chauffage	4221201	F1603	118	1.004	1,2	x	39,8%	
23	Menuisier	4733101	H2206	113	1.014	1,2	x	38,1%	
24	Comptable	1214201	M1203	112	1.415	0,8		x	39,3%
25	Electricien de maintenance industrielle	4433104	I1309	112	1.393	0,9		75,9%	
26	Aide-soignant	2411101	J1501	107	988	1,1		1,9%	
27	Mécanicien d'entretien de voitures particulières et véhicules utilitaires légers	4432101	I1604	106	1.134	1,0		65,1%	
28	Employé d'étage entretien	1311101	G1501	105	249	4,5		49,5%	
29	Conducteur de chariot élévateur	4331201	N1101	103	1.052	1,0		92,2%	
30	Instituteur primaire	2211102	K2106	102	1.447	0,7		0,0%	
31	Boucher	4712201	D1101	102	611	1,8		x	83,3%
32	Secrétaire	1213101	M1607	100	1.141	0,9		43,0%	
33	Assistant commercial	3311502	D1401	100	1.995	0,5		60,0%	
34	Couvreur	4212301	F1610	100	786	1,3		x	24,0%
35	Vendeur en équipement du foyer	1422201	D1212	97	976	1,1		43,3%	

Métier REM7	Code REM 7	Code ROME V3	Opportunités Bassin	Opportunités Wallonie	IS	Fonction critique qualitative	Fonction critique quantitative	Part de l'intérim
36	Enseignant de cours généraux dans l'enseignement secondaire supérieur	2212102	K2107	96	866	1,2		0,0%
37	Educateur	2315102	K1207	95	881	1,1		13,7%
38	Ouvrier de voirie	4211202	F1702	85	673	1,3	x	32,9%
39	Réceptionniste d'établissement hôtelier	1312201	G1703	84	290	3,1		47,6%
40	Conducteur de travaux	6123201	F1201	84	634	1,4	x	7,1%
	Total des offres			12.658	134.278	1,0		42,8%

Source : Le Forem, Opportunités d'emploi 2017, calculs IBEFE Luxembourg.

12.658 opportunités d'emploi ont été publiées par le Forem en 2017 pour le bassin du Luxembourg. Parmi celles-ci, les 40 premiers métiers en constituent 53,8% (6.810 OE).

Les secteurs dans lesquels les opportunités sont les plus importantes sont :

- G - HORECA : 1.394 offres parmi lesquelles on notera les 308 OE pour des cuisiniers (fonction critique) et 196 pour des commis de cuisine, ainsi que les 540 OE pour les serveurs en restauration. Tous ces métiers sont surreprésentés dans le bassin par rapport à la Wallonie au niveau des OE (càd que leur part relative est plus importante dans le bassin qu'en Wallonie).
- N - Transport et Logistique : 1.024 offres dont 462 pour le métier de magasinier (fonction critique) et 459 chauffeurs poids lourds (fonction critique).
- K - Services à la personne et à la collectivité : 959 offres dont 312 aide-ménager (fonction critique) et 230 techniciens de surface. Les offres pour les enseignants s'élèvent au total à 322 (primaire, secondaire inférieur et secondaire supérieur).
- D - Commerce, vente et grande distribution : 957 offres dont 276 vendeurs détaillants en produits frais, métier affichant un indice de spécialisation élevé (surreprésenté dans le bassin). 100 offres pour des bouchers, fonction critique et surreprésentée dans le bassin.
- F – Construction - bâtiment : 761 offres pour des métiers bien souvent critiques (installateur électricien, monteur en sanitaire et chauffage, menuisier, couvreur, ouvrier de voirie, conducteur de travaux) et surreprésentés dans le bassin.

Notons également les 209 offres pour des abatteurs, fonction critique quantitative et surreprésentée dans le bassin, et les 198 offres pour des opérateurs de l'industrie alimentaire.

Enfin, parmi les fonctions critiques, relevons les 195 offres pour des électromécaniciens de maintenance industrielle (sous-représenté), 121 offres pour des infirmiers en soins généraux (sous-représenté), les 112 comptables (sous-représenté).

En 2014, le top 20 des opportunités d'emploi concernait déjà des métiers tels que serveur en restauration, enseignant, technicien de surface, cuisinier et commis de cuisine, chauffeur poids lourds, maçon, magasinier, électricien...

3.1.5. Offres d'emploi déclarées à l'ADEM en 2018 (GDL)

Libellé ROME 1	Nb postes déclarés ADEM 2018
SUPPORT A L'ENTREPRISE	6.574
CONSTRUCTION, BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	3.754
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	2.850
HÔTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	2.580
INSTALLATION ET MAINTENANCE	1.741
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	1.709
BANQUE, ASSURANCE, IMMOBILIER	1.705
COMMERCE, VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	1.601
INDUSTRIE	1.063
AGRICULTURE ET PÊCHE, ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS, SOINS AUX ANIMAUX	751
SANTE	536
COMMUNICATION, MEDIA ET MULTIMEDIA	264
SPECTACLE	39
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	32
Total général	25.199

Source : ADEM, postes déclarés en 2018, calculs IBEFE Luxembourg

Parmi les offres déclarées à l'ADEM en 2018 pour le Grand-Duché de Luxembourg, on notera la part importante d'offres dans les secteurs support à l'entreprise, construction, services à la personne et à la collectivité, hôtellerie -restauration tourisme loisirs et animation.

Libellé Métier décroissant Top 20		Nb postes déclarés ADEM 2018
1	Études et développement informatique	976
2	Comptabilité	967
3	Secrétariat	750
4	Personnel de cuisine	738
5	Maintenance des bâtiments et des locaux	718
6	Service en restauration	606
7	Nettoyage de locaux	572
8	Front office marchés financiers	559
9	Maçonnerie	534
10	Entretien des espaces verts	485
11	Construction en béton	424
12	Conseil en organisation et management d'entreprise	398
13	Conseil et maîtrise d'ouvrage en systèmes d'information	397
14	Défense et conseil juridique	384
15	Électricité bâtiment	373
16	Analyse et ingénierie financière	350
17	Conduite et livraison par tournées sur courte distance	340
18	Préparation du gros oeuvre et des travaux publics	339
19	Analyse de crédits et risques bancaires	317
20	Audit et contrôle comptables et financiers	314

Source : ADEM, postes déclarés en 2018, calculs IBEFE Luxembourg

De manière plus détaillée, les offres déclarées par métier concernent du personnel que l'on peut supposer de niveau enseignement supérieur dans le secteur du support à l'entreprise (étude et développement informatique, analyse et ingénierie financière, conseil en organisation et management d'entreprise...).

Par contre, dans les secteurs construction, services à la personne et à la collectivité, hôtellerie - restauration tourisme loisirs et animation, installation et maintenance..., de nombreux postes sont déclarés pour des niveaux de qualification plus accessibles à l'enseignement qualifiant et à la formation pour adultes.

Notons parmi les plus importants :

- Comptabilité, secrétariat ;
- Personnel de cuisine, service en restauration ;
- Nettoyage de locaux ;
- Maintenance des bâtiments et des locaux, maçonnerie, construction en béton, électricité bâtiment, préparation du gros oeuvre et des travaux publics ;
- Entretien des espaces verts ;
- Conduite et livraison par tournées sur courte distance.

3.2. Données complémentaires pour l'appréciation de main-d'œuvre

3.2.1. Part des travailleurs salariés âgés de 55 ans et plus

SECTEUR NACE	BASSIN		Wallonie		Région Bruxelloise	
	2012	2016	2012	2016	2012	2016
Total	Données non disponibles					

Source : ONSS, IWEPS

3.2.2. Part des travailleurs indépendants âgés de 55 ans et plus

GROUPE PROFESSIONNEL INASTI	BASSIN		Wallonie		Région Bruxelloise	
	2012	2016	2012	2016	2012	2016
Agriculture et pêche	39,3%	42,6%	35,7%	37,6%	19,2%	13,5%
Industrie	29,1%	31,0%	26,4%	27,1%	14,1%	13,8%
Commerce	31,4%	34,3%	29,4%	31,7%	23,8%	25,6%
Professions libérales	28,4%	29,7%	26,4%	28,4%	24,9%	25,2%
Services	24,5%	28,4%	24,1%	27,0%	19,5%	18,9%
Divers	34,4%	24,1%	20,1%	22,3%	9,8%	13,9%
Total	31,5%	33,9%	28,1%	29,9%	21,1%	21,4%

Source : INASTI, IWEPS

Dans le bassin, 7.744 indépendants et aidants, soit plus d'un tiers des indépendants, sont âgés de 55 ans et plus (29,9% en Wallonie et 21,4% en région bruxelloise). Ils sont 2.152 dans le secteur agriculture et 1.989 dans le secteur du commerce. Depuis 2012, la part des indépendants âgés de 55 ans et plus a augmenté dans le bassin de 2,4 points de pourcentage (+1,8 p.p en Wallonie, +0,3 p.p. à Bruxelles).

3.2.3. Créations et faillites d'entreprises

	BASSIN				Wallonie				Région Bruxelloise			
	Création		Faillites		Création		Faillites		Création		Faillites	
	2016	Evol. 2014-2016	2016	Evol. 2014-2016	2016	Evol. 2014-2016	2016	Evol. 2014-2016	2016	Evol. 2014-2016	2016	Evol. 2014-2016
A	158	-5,4%	2	-71,4%	803	-3,4%	18	-33,3%	24	-11,1%	3	50,0%
B	0	/	1	0,0%	2	-33,3%	1	-50,0%	0	/	0	/
C	68	-17,1%	6	-14,3%	955	-0,8%	112	-35,3%	278	-19,0%	60	-27,7%
D	4	+300,0%	0	/	32	+113,3%	1	/	20	66,7%	0	-100,0%
E	3	-25,0%	0	/	44	-17,0%	5	-28,6%	7	-46,2%	1	0,0%
F	209	+12,4%	22	-45,0%	2.858	7,9%	472	-29,8%	1.927	+1,8%	290	-8,2%
G	235	+8,3%	38	-20,8%	4.174	+8,4%	674	-21,4%	1.651	-3,1%	531	-14,1%
H	20	+11,1%	1	-83,3%	444	+6,5%	72	-32,7%	505	+58,8%	120	+9,1%
I	124	-8,1%	41	+7,9%	1.871	+0,5%	509	-19,3%	854	+3,5%	418	+7,7%
J	54	+50,0%	2	-50,0%	1.016	+8,2%	80	-20,8%	923	+8,5%	86	-35,8%
K	21	+250,0%	3	+50,0%	444	+219,4%	24	-46,7%	143	+60,7%	12	-42,9%
L	27	0,0%	2	0,0%	681	+36,7%	45	-30,8%	401	+31,0%	56	-12,5%
M	220	-31,9%	6	+50,0%	3.889	-40,6%	161	-1,2%	2.859	-50,1%	127	-21,6%
N	109	+0,9%	7	+16,7%	1.550	+18,6%	121	-32,8%	800	+2,2%	148	-18,2%
O	1	-50,0%	0	/	22	+37,5%	0	/	11	+22,2%	0	/
P	53	+60,6%	1	/	785	+17,7%	14	-12,5%	322	+19,7%	6	-53,8%
Q	74	+85,0%	2	/	1.469	+171,5%	23	+21,1%	417	+111,7%	16	+14,3%
R	84	+58,5%	4	+33,3%	808	+18,5%	38	-35,6%	354	+30,1%	15	-48,3%
S	138	+29,0%	6	+100,0%	1.503	+7,5%	86	-29,5%	459	+17,4%	65	+3,2%
T	0	/	0	/	7	+75,0%	0	-100,0%	6	+100,0%	0	-100,0%
U	0	/	0	/	0	-100,0%	0	/	0	-100,0%	0	/
Inc.	1	/	0	/	5	+400,0%	0	/	0	/	0	-100,0%
Tot	1.603	+3,8%	144	-15,8%	23.362	-0,1%	2.456	-24,4%	11.961	-14,7%	1.954	-11,3%

Source : Direction générale Statistique - Statistics Belgium

1.603 créations d'entreprise sont enregistrées dans le bassin en 2016 (1.545 en 2014). On notera surtout le nombre important de créations dans les secteurs :

- G - Commerce de gros et de détail (235 créations) ;
- M - Activités spécialisées, scientifiques, techniques (220 créations) ;
- F - Construction (209 créations) ;
- A - Agriculture (158 créations).

Au niveau des faillites, 144 radiations ont été comptabilisées en 2016 dans le bassin. On relèvera les 41 faillites dans le secteur Horeca, 38 faillites dans le commerce et 22 faillites dans le secteur construction.

En bref

Les besoins en main-d'œuvre sont étroitement liés au profil socio-économique de notre bassin. De nombreuses opportunités d'emploi sont donc exprimées dans des métiers de secteurs surreprésentés dans le bassin, mais qui ont souffert ces dernières années : la construction, l'Horeca, et l'industrie alimentaire.

D'autre part, on relève également de nombreuses opportunités dans des secteurs moins spécifiques à la province mais très demandeurs en main-d'œuvre, tels que le commerce, l'industrie et le transport-logistique.

Enfin, la proximité du Luxembourg rend compliqué le recrutement de certains profils pour les employeurs du bassin (infirmier, comptable, monteur en sanitaire et chauffage...). En revanche, le Luxembourg constitue aussi un vivier d'opportunités d'emploi pour les demandeurs d'emploi les plus mobiles dans la construction, l'hôtellerie-alimentation, le nettoyage, les services administratifs...

CHAPITRE 4 - MOBILITÉ

4.1. Mobilité des personnes résidant sur le territoire du Bassin qui suivent des cours ou une formation dans et en dehors du Bassin

Cette première partie aborde les lieux de formation fréquentés par les apprenants et travailleurs résidant sur le territoire du Bassin.

4.1.1. Formation Initiale

Ce tableau donne une information sur les lieux de formation des élèves issus du Bassin de Luxembourg.

Les deux premières colonnes indiquent le nombre d'élèves issus du Bassin de Luxembourg et se formant dans le bassin et en dehors du bassin. La troisième colonne indique dans quels bassins des écoles du Bassin se sont rendues en formation dans un CTA.

Bassin de formation	Ordinaire PE 3 ^{ème} et 4 ^{ème} degré (Nb élèves)	Ordinaire ALT 3 ^{ème} degré (Nb élèves)	CTA (Nb écoles)	IFAPME apprentissage
Brabant wallon	2	0	0	ND
Bruxelles	5	1	1	ND
Hainaut centre	3	1	0	ND
Hainaut sud	3	1	0	ND
Huy-Waremme	9	1	0	ND
Liège	113	13	0	ND
Luxembourg	3245	537	11	ND
Namur	461	28	1	ND
Verviers	121	6	0	ND
Wallonie Picarde	7	1	0	ND
Flandre	ND	ND	0	ND
Communauté germanophone	ND	ND	0	ND
Étranger	ND	ND	0	ND
Total	3969	589	0	ND

Source : ETNIC 2016-2017, DREMT 2016

Scolarisation des élèves résidant dans le bassin de Luxembourg

Aux 3^{ème} et 4^{ème} degrés de l'enseignement ordinaire qualifiant de plein exercice organisés en province de Luxembourg, 3.245 élèves vivent dans le bassin soit 72,1% de l'ensemble des élèves scolarisés (4.497 élèves). 18% des élèves résidant dans le bassin sont scolarisés ailleurs, principalement dans les bassins voisins (Namur, Verviers et Liège).

Aux 2^e et 3^e degrés de l'enseignement en alternance, 78,8% (537 jeunes) des apprenants suivant leur cursus dans la province de Luxembourg (681 élèves) vivent au sein du bassin alors que 9,6% (52 jeunes) des 589 élèves fréquentant les 2^e et 3^e degrés de l'enseignement secondaire en alternance, sont scolarisés en dehors du bassin, principalement dans les bassins voisins également.

Fréquentation des CTA par les établissements du bassin de Luxembourg

Au niveau des CTA, une école du bassin de Luxembourg s'est formée dans le CTA Mini-hôpital / Puériculture / services aux personnes à Bruxelles et une école s'est rendue au CTA Equipements techniques du bâtiment à Namur. Onze établissements ont fréquenté les CTA situés en province de Luxembourg.

4.1.2. Formation des adultes

Bassin de formation	Forem	Validation des compétences	CISP	IFAPME Chef d'entreprise
Brabant wallon	ND	0	ND	ND
Bruxelles	ND	5	ND	ND
Hainaut centre	ND	6	ND	ND
Hainaut sud	ND	12	ND	ND
Huy-Waremme	ND	2	ND	ND
Liège	ND	20	ND	ND
Luxembourg	ND	38	ND	ND
Namur	ND	15	ND	ND
Verviers	ND	0	ND	ND
Wallonie Picarde	ND	0	ND	ND
Flandre	ND	ND	ND	ND
Communauté germanophone	ND	ND	ND	ND
Étranger	ND	ND	ND	ND
Total	ND	98	ND	ND

Source : Validation des compétences, 2017

Au niveau de la formation des adultes, seules les données de la validation des compétences sont disponibles. Ces données indiquent le nombre d'épreuves de validation des compétences qui ont été passées dans chaque bassin par les apprenants issus du bassin de Luxembourg.

En 2017, sur les 98 épreuves de validation des compétences (VDC) réalisées par des personnes résidant dans le bassin du Luxembourg, 38,7% ont été faites dans un centre de VDC du bassin. Viennent ensuite les bassins de Liège (20,4%), de Namur (15,3%), de Hainaut-Sud (12,2%) et d'autres bassins dans une moindre mesure.

4.1.3. Accompagnement spécifique

Données non disponibles

4.1.4. Enseignement supérieur

Enseignement supérieur non universitaire

Etudiants Hautes Ecoles domiciliés en province de Luxembourg Année scolaire 2014-2015		
Total des effectifs de l'enseignement supérieur hors université domiciliés en province de Luxembourg selon le lieu de scolarisation	Nombre d'étudiants	%
Scolarisés province de Luxembourg	1 972	37,2%
Scolarisés province de Liège	1 776	33,5%
Scolarisés province de Namur	866	16,3%
Scolarisés province de Brabant wallon	130	2,5%
Scolarisés province du Hainaut	62	1,2%
Scolarisés Bruxelles Capitale	494	9,3%
Total des effectifs des étudiants domiciliés en province de Luxembourg	5 300	100,0%

Source : ETNIC, année 2014-2015

- Sur les 5.300 étudiants domiciliés en province de Luxembourg et inscrits dans des Hautes Ecoles de la FWB, 1.972 sont scolarisés en province de Luxembourg, soit 37,2%.
- Navettes vers Liège : 1.776 étudiants du supérieur domiciliés en province de Luxembourg sont scolarisés en province de Liège. Parmi ceux scolarisés dans l'arrondissement de Liège, 504 viennent de l'arrondissement de Bastogne et 537 de l'arrondissement de Marche. Notons également que 220 étudiants viennent de l'arrondissement d'Arlon, 210 de Neufchâteau et 183 de Virton.
- Navettes vers Namur : 866 étudiants domiciliés dans la province sont scolarisés dans la province de Namur. Parmi ceux scolarisés dans l'arrondissement de Namur, 246 viennent de l'arrondissement de Neufchâteau, 204 de Marche, 161 d'Arlon et, malgré les distances, 151 de Virton.

Enseignement supérieur universitaire

Domicile de l'étudiant par arrondissement								
Etudiants porteurs d'un titre secondaire à programme belge		Arlon	Bastogne	Marche	Neufchâteau	Virton	Total	%
Université	Inscrits à l'ULg	228	357	381	186	180	1332	38,0%
	Inscrits à l'UCL	385	133	159	310	345	1332	38,0%
	Inscrits à l'ULB	113	32	43	62	78	328	9,4%
	Inscrits à UMons	4	2	6	6	1	19	0,5%
	Inscrits à UNamur	96	56	83	140	87	462	13,2%
	Inscrits à USL-B (St-Louis Bruxelles)	6	2	1	12	7	28	0,8%
Total		832	582	673	716	698	3501	100%

Source : CREF – Année académique 2013-2014

- 3.501 étudiants porteurs d'un titre secondaire belge et domiciliés dans la province sont inscrits dans les universités francophones : 1.332 à l'ULg et à l'UCL et 462 à Namur. Sur les 1.332 inscrits à l'ULg (Liège, Gembloux, Arlon), 381 sont domiciliés dans l'arrondissement de Marche, 357 à Bastogne, 228 à Arlon, 186 à Neufchâteau et 180 à Virton. L'UCL (Louvain-la-Neuve, mais aussi Bruxelles Woluwe et St-Gilles, Mons, Tournai, Charleroi) draine davantage d'étudiants des arrondissements d'Arlon (385), Virton (345) et Neufchâteau (310). L'UNamur attire principalement des étudiants de l'arrondissement de Neufchâteau (140), puis d'Arlon (96), Virton (87) et Marche (83). Quant aux inscrits à l'ULB, 113 sont domiciliés dans l'arrondissement d'Arlon.

4.2. Mobilité des personnes venant suivre des cours ou se former sur le territoire du Bassin (taux d'attractivité)

Cette deuxième partie aborde l'origine des apprenants venant se former dans le bassin de Luxembourg.

4.2.1. Formation initiale

Bassin de domicile	Ordinaire PE 3 ^{ème} et 4 ^{ème} degré (NB élèves)	Ordinaire ALT 3 ^{ème} degré (Nb élèves)	CTA (Nb écoles)	IFAPME apprentissage
Brabant wallon	8	1	1	ND
Bruxelles	6	0	1	ND
Hainaut centre	6	1	1	ND
Hainaut sud	2	0	1	ND
Huy-Waremme	33	15	0	ND
Liège	15	32	1	ND
Luxembourg	3.254	537	11	ND
Namur	249	50	4	ND
Verviers	54	10	1	ND
Wallonie Picarde	0	0	1	ND
Flandre	2	2	ND	ND
Communauté germanophone	2	0	ND	ND
Étranger	875	33	ND	ND
Total	4497	681	22	ND

Source : ETNIC 2016-2017, DREMT 2016

Ce tableau reflète la provenance des apprenants venant se former sur le territoire du bassin de Luxembourg. On y retrouve très logiquement une majorité d'apprenants issus du bassin même.

Fréquentation de l'enseignement qualifiant dans le bassin de Luxembourg

Aux 3^{ème} et 4^{ème} degrés de l'enseignement ordinaire qualifiant de plein exercice organisés en province de Luxembourg, 3.245 élèves sont issus du bassin soit 72,1% de l'ensemble des élèves scolarisés (4.497 élèves). Viennent ensuite des élèves du bassin de l'étranger (19,4%), du bassin de Namur (5,5%) et du bassin de Verviers (1,2%), et dans une moindre mesure des autres bassins.

Aux 2^e et 3^e degrés de l'enseignement en alternance, 78,8% (537 jeunes) des apprenants sont issus du bassin. Viennent ensuite le bassin de Namur (7,3%) , l'étranger (4,8%), le bassin de Liège (4,7%) et les autres bassins dans une moindre mesure.

L'importance de la fréquentation de l'enseignement par des élèves résidant à l'étranger peut s'expliquer par le caractère frontalier du bassin, qui touche la France et le Luxembourg.

Fréquentation des CTA du bassin

Les CTA du bassin de Luxembourg ont été fréquentés en 2016 par 22 établissements scolaires, dont 11 du bassin (50%) et 4 du bassin de Namur (18,1%). Les autres bassins ont peu fréquenté les CTA du bassin de Luxembourg (aucun ou un seul établissement).

4.2.2. Formation des adultes

Bassin de domicile	Forem	Validation des compétences	CISP	IFAPME Chef d'entreprise
Brabant wallon	ND	1	ND	ND
Bruxelles	ND	4	ND	ND
Hainaut centre	ND	1	ND	ND
Hainaut sud	ND	7	ND	ND
Huy-Waremme	ND	28	ND	ND
Liège	ND	4	ND	ND
Luxembourg	ND	38	ND	ND
Namur	ND	18	ND	ND
Verviers	ND	3	ND	ND
Wallonie Picarde	ND	0	ND	ND
Flandre	ND	0	ND	ND
Communauté germanophone	ND	0	ND	ND
Étranger	ND	0	ND	ND
Total	ND	104	ND	ND

Source : Validation des compétences, 2017

En 2017, sur les 104 épreuves de validation des compétences (VDC) organisées dans le bassin de Luxembourg , 38 concernaient des personnes résidant dans le bassin (36,5%), 28 dans le bassin de Huy-Waremme (26,9%), 18 dans le bassin de Namur (17,3%). Les autres bassins représentent des volumes plus faibles de personnes s'étant rendues dans le bassin de Luxembourg pour passer une épreuve.

4.2.3. Accompagnement spécifique

Données non disponibles.

4.3. Mobilité des travailleurs résidant sur le territoire du Bassin

Ce tableau indique le nombre de travailleurs issus du bassin luxembourgeois travaillant dans chacun des bassins, ainsi qu'en Flandre, en Communauté germanophone et à l'étranger. Seules les données du Censur 2011 étaient disponibles ; il faudra donc attendre une actualisation de ces chiffres pour voir l'évolution actuelle de la situation.

Bassin de travail	Nombre de travailleurs	
Bruxelles	2670	2%
Brabant Wallon	590	1%
Hainaut - Hainaut Centre	273	0%
Hainaut - Hainaut Sud	507	0%
Hainaut - Wallonie Picarde	148	0%
Liège - Huy-Waremme	642	1%
Liège - Liège	2.642	2%
Liège - Verviers	877	1%
Luxembourg	67.701	62%
Namur	4.169	4%
Communauté germanophone	144	0%
Flandre	2.157	2%
Inconnu (à l'étranger)	26.339	24%
Inconnu	837	1%
Total général	109.696	100%

Source : Censur, 2011 ; Calculs : IWEPS

Les travailleurs résidant dans le bassin vont travailler pour la majorité dans la province de Luxembourg (62%). On retrouve cependant une part importante des travailleurs à l'étranger (24%) ce qui peut s'expliquer par la situation frontalière du bassin avec la France et le Grand-Duché de Luxembourg.

4.4. Mobilité des personnes venant travailler sur le territoire du bassin

Ce tableau indique le nombre de travailleurs issus des différents Bassins, de Flandre et de communauté germanophone, et travaillant dans le bassin de Luxembourg.

Bassin de domicile	Nombre de travailleurs	
Bruxelles	468	1%
Brabant Wallon	350	0%
Hainaut - Hainaut Centre	515	1%
Hainaut - Hainaut Sud	693	1%
Hainaut - Wallonie Picarde	340	0%
Liège - Huy-Waremme	1037	1%
Liège - Liège	1703	2%
Liège - Verviers	1057	1%
Luxembourg	67.701	83%
Namur	5994	7%
Communauté germanophone	132	0%
Flandre	1600	2%
Total général	81590	100%
Total Wallonie (hors Communauté germanophone)	79.390	95%
Total Wallonie + Bruxelles (hors CG)	79.858	96%

Source : Censu, 2011 ; Calculs : IWEPS

Selon le Censu 2011, 83% des travailleurs occupés dans le bassin de Luxembourg résident au sein de celui-ci. On retrouve ensuite 7% issus du bassin de Namur. Les autres bassins représentent des volumes plus faibles.

En bref

La mobilité des apprenants et des travailleurs du bassin et vers le bassin est étroitement liée aux spécificités de la province et son offre de formation, d'enseignement, mais également à sa situation frontalière.

On relève en effet une mobilité importante entre le bassin et les pays frontaliers (GDL et France) :

- Dans l'enseignement qualifiant, que ce soit en plein exercice ou en alternance, on retrouve une proportion non négligeable d'apprenants résidant à l'étranger qui se scolarisent dans le bassin, surtout en plein exercice (19,4% pour le plein exercice ; 4,8% pour l'alternance) ;
- La mobilité professionnelle des travailleurs résidant dans le bassin est très marquée par ce caractère frontalier : 24% de travailleurs résidant dans le bassin sont occupés à l'étranger contre seulement 13% dans les neuf autres bassins et la Flandre.

La mobilité de et vers les autres bassins est également importante :

- Dans l'enseignement qualifiant, 18% des élèves résidant dans le bassin sont scolarisés dans un autre bassin (les bassins frontaliers essentiellement) ; 9,6% pour l'alternance ;
- Un total de 13% des travailleurs résidant dans le bassin sont occupés dans les neuf autres bassins ou en Flandre.

En ce qui concerne la valorisation des compétences, il est normal de retrouver un faible volume d'épreuves en province de Luxembourg étant donné que peu de métiers sont concernés par des épreuves organisées dans le bassin.

De même, on peut constater une mobilité importante des étudiants résidant dans le bassin vers les autres bassins pour se former en enseignement supérieur, puisque l'offre de formation supérieure dans le bassin est limitée à deux Hautes-Ecoles et donc à certaines formations.

5.1. Cadrage méthodologique

Chaque année, l'Instance Bassin Enseignement qualifiant – Formation –Emploi met à jour ses thématiques communes en publiant une synthèse de ses recommandations en matière de métiers prioritaires et pistes d'actions.

En 2018, c'est un rapport complet qui vous a été présenté.

Comme les éditions précédentes, ce rapport synthétise les thématiques et recommandations issues de la concertation entre les acteurs de l'enseignement qualifiant, de l'emploi et de la formation en province de Luxembourg. Pour chaque métier évoqué il a été déterminé dans la mesure du possible quelle option de base groupée correspond dans l'enseignement qualifiant, et sur quoi porte la recommandation : un souhait de créer/maintenir/adapter une offre de formation ou toute autre nuance que l'Instance Bassin souhaiterait apporter.

Afin de dégager des métiers prioritaires et des pistes d'actions, l'Instance Bassin EFE du Luxembourg belge a choisi de travailler par analyse sectorielle du marché du travail, de l'offre et de la fréquentation de l'enseignement et des formations.

2015-2016

Après une analyse et une présentation des données agrégées par secteur, le Bureau de l'Instance s'est prononcé pour conserver trois secteurs à approfondir lors de réunions ultérieures : la construction, l'Horeca et l'industrie. Ces secteurs ont été choisis pour leur présence dans le plan de redéploiement de la Chambre enseignement et pour leur sur-représentativité en province de Luxembourg sur le marché de l'emploi et/ou de la formation. Il a également été décidé de travailler sur le secteur de l'aide aux personnes pour son lien avec les fonctions critiques et l'évolution des métiers.

Chaque secteur a été abordé en une séance de travail suivant une même trame :

1. Présentation du contexte du travail à mener ;
2. Présentation d'un portfolio de données sur le secteur reprenant des données relatives au marché du travail, à l'offre d'enseignement et de formation, à la fréquentation des filières existantes et aux fonctions critiques ;
3. Présentation par des experts de leur vision du secteur (chiffres, difficultés, enjeux, métiers en mutation...);
4. Travail en sous-groupes : les membres réunis en sous-groupes hétérogènes sont alors amenés à réfléchir et à émettre des propositions en réponse aux deux questions posées (« Quels métiers sont prioritaires pour l'ouverture d'une nouvelle formation/option sur le territoire du bassin ? Quelles sont les pistes d'action à mettre en œuvre pour ce secteur ? »). Les membres basent leur réflexion sur les témoignages des experts, sur le portfolio de données et sur leur propre expertise ;
5. Mise en commun.

Sur la période 2015-2016, quatre secteurs ont été abordés de cette manière :

- La construction le 21 septembre 2015 ;
- L'Horeca le 26 octobre 2015 ;
- L'industrie le 23 novembre 2015 ;

- L'aide à la personne le 30 mai 2016.

Les thématiques communes et recommandations issues de ces tables sectorielles ont été publiées en 2015 et mises à jour en novembre 2016.

2017

Pour l'actualisation des thématiques en 2017, afin d'apporter un éclairage qualitatif supplémentaire à son analyse, l'équipe a réalisé une enquête destinée aux entreprises des secteurs suivants : construction/industrie/Horeca/services aux personnes/coiffure et esthétique/logistique et garage.

Cette enquête a été relayée aux entreprises par des partenaires de l'IBEFE. Les partenaires consultés ainsi que le nombre de questionnaires envoyés et complétés est détaillé ci-dessous.

Secteur	Partenaires pour l'envoi du questionnaire	Nombre d'organismes sollicités	Nombre d'entreprises répondantes
CONSTRUCTION	Confédération Construction Luxembourg	? (envoi via newsletter)	4
HORECA	Chambre de Commerce	67	5
GARAGE	Chambre de Commerce	81	8
INDUSTRIE	Chambre de Commerce	184	21
SERVICES AUX PERSONNES	Service provincial Social et Santé	350	12
ESTHÉTIQUE	Union nationale des Esthéticiennes de Belgique	64	0
COIFFURE	Union belge des coiffeurs	38	0

Total : 48 entreprises répondantes

Les résultats de l'enquête ont été agrégés et mis en relation avec l'offre d'enseignement, de formation et d'insertion sur le bassin et également les listes des fonctions critiques et métiers en pénurie publiée en 2017 par le Forem. Les différentes recommandations issues des pôles de synergie ont également été intégrés dans ce présent document.

Cette synthèse d'éléments a été présentée en séance plénière de l'Instance le 23 octobre 2017 et a fait l'objet d'une validation.

Les thématiques communes issues des concertations 2015-2016 ont ainsi pu être à nouveau validées et affinées. Les métiers prioritaires ont pu être mis en relation avec les options de l'enseignement qualifiant afin de fournir une information utile à la Chambre enseignement.

2018

En 2018, un travail d'harmonisation du canevas du rapport analytique et prospectif a été réalisé en collaboration avec tous les bassins. Ce travail a permis d'arriver à une trame commune, permettant de présenter les mêmes informations dans tous les bassins.

Un nouveau secteur a été abordé et analysé : le secteur de l'informatique et du numérique. En utilisant la même méthodologie de mise en relation de données chiffrées, de témoignages d'experts et de concertation entre acteurs, de nouvelles recommandations ont été proposées.

Un travail de mise à jour a enfin eu lieu pour tenir compte des nouveaux métiers en pénurie et en tension en 2018.

Définitions :

- *Formation initiale* : ensemble de formations destinées à un public en âge d'obligation scolaire et/ou jeunes adultes (enseignement ordinaire de plein exercice et en alternance et apprentissage IFAPME).
- *Formation pour adulte* : ensemble de formations destinées à un public n'étant plus en obligation scolaire et/ou ayant terminé ou arrêté un parcours de formation initiale (Enseignement de Promotion sociale, formation en chef d'entreprise IFAPME, Forem, CISP, etc.).
- *Accompagnement adapté* : ensemble de formations destinées à un public tant en âge d'obligation scolaire qu'adulte nécessitant un encadrement spécifique (enseignement spécialisé de plein exercice ou en alternance de formes 3 et 4 et CFISPA).

Sources utilisées :

- *Données enseignement qualifiant – Fédération Wallonie-Bruxelles - Janvier 2017*
- *Données FOREM offre et demande d'emploi - 2017*
- *Données Promotion sociale - 2016-2017*
- *Offre de formation CISP - 2015*
- *Données IFAPME – 2016-2017*
- *Difficultés de recrutement en Wallonie – Métiers/fonctions critiques et en pénurie 2018 ; Forem 2018*

5.2. Thématiques communes

Une thématique commune est l'ensemble d'orientations visant à favoriser le développement de l'offre d'enseignement et de formation autour d'un ou plusieurs métiers ou filières professionnelles identifiés sur un bassin de vie en raison de critères liés aux besoins d'emploi et à l'offre d'enseignement et de formation existante.

Dans ce chapitre seront présentés différents tableaux :

- Les métiers jugés prioritaires en termes de création d'une offre de formation/enseignement ou d'augmentation de l'offre dans le cas où elle serait insuffisante sur le territoire du bassin ;
- Les métiers pour lesquels un maintien et un soutien de l'offre de formation/enseignement actuelle est souhaitée ;
- Les métiers pour lesquels une adaptation des cursus est souhaitée. A noter que l'Instance Bassin de Luxembourg souhaite que ces métiers puissent également être soutenus pour le maintien/soutien de l'offre, notamment dans le plan de redéploiement de la Chambre enseignement.

5.2.1. Création d'une offre de formation et d'enseignement

Le tableau ci-dessous ne reprend que la liste des métiers prioritaires pour une **création ou augmentation de l'offre**.

Les intitulés de métiers et d'options sont présentés au masculin à titre épïcène.

Secteur ROME V3	Métiers prioritaires	Options de base groupées de l'enseignement	Formation initiale	Formation pour adultes	Accompagnement adapté	Recommandations / Commentaires
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Chauffagiste	Monteur en sanitaire et en chauffage (5-6P) Technicien en équipements thermiques (5-6TQ) Installateur en sanitaire (7P) Installateur en chauffage central (7P) Monteur en sanitaire (Art. 45) Monteur en chauffage (Art. 45)	<i>Augmenter l'offre en plein exercice et/ou en alternance (CEFA)</i>			<ul style="list-style-type: none"> • Offre existant à Bastogne mais à créer ailleurs. • Projet commun Forem -IFAPME • Projet-pilote IFAPME – enseignement de plein exercice ? • Projet de création d'un concours du meilleur chauffagiste

F- Construction, bâtiment et travaux publics	Couvreur/étancheur	Couvreur-Etancheur (5-6-7P) Complément en techniques spécialisées de couverture (7P) Poseur de couvertures non métalliques (art.45)	<i>Augmenter l'offre en plein exercice et/ou en alternance (CEFA)</i>			
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Conducteur d'engins de chantier	Conducteur d'engins de chantier (5-6P)				Augmenter l'offre de formation via un projet Interreg ou un partenariat public-privé
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Ventiliste	Technicien en équipements thermiques (5-6TQ) Technicien en climatisation et conditionnement d'air (7TQ) Technicien du froid (5-6TQ)		<i>Ouvrir un module de formation complémentaire</i>		Créer le référentiel de formation
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Conseiller en énergie	/		<i>Ouvrir une formation pour adulte ou Haute Ecole</i>		
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Dessinateur en construction / en mécanique	Dessinateur en construction (5-6TQ) Dessinateur DAO en construction (7TQ) Technicien en construction et travaux publics (5-6 TQ) Dessinateur en DAO (mécanique/électricité) (7TQ)	Augmenter l'offre de formation après étude du public-cible à privilégier			
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Mètreur-deviseur	Technicien en construction et travaux publics (5-6 TQ) Technicien en encadrement de chantier (7TQ)		<i>Ouvrir une formation pour adulte ou Haute Ecole</i>		Formation en alternance dans l'enseignement supérieur ?
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Paveur-dalleur	Paveur (Art. 45) Ouvrier qualifié en construction gros-œuvre (5-6P) Voiriste (Art.45)	Augmenter l'offre de formation après étude du public-cible à privilégier			

F- Construction, bâtiment et travaux publics	Electricien	Electricien installateur en résidentiel (5-6P)	Augmenter l'offre de formation après étude du public-cible à privilégier	
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Conducteur de travaux / Chef d'équipe dans la construction / chef de chantier	Technicien en construction et travaux publics (5-6 TQ) Technicien en encadrement de chantier (7TQ) Complément en techniques spécialisées en construction – gros œuvre (7P)	Augmenter l'offre de formation après étude du public-cible à privilégier	
G – Hôtellerie – restauration – tourisme – loisirs et animation	Boulangier-pâtisier	Boulangier-pâtissier (5-6P) Patron boulangier pâtissier (7P)	Augmenter l'offre de formation après étude du public-cible à privilégier – favoriser la création d'une formation en alternance	Favoriser le partage des ressources/lieux de formation.
G – Hôtellerie – restauration – tourisme – loisirs et animation	Boucher Abatteur Découpeur/désosseur Préparateur de viande	Boucher-charcutier (5-6P) Patron boucher-charcutier-traiteur (7P) Préparateur en boucherie - Vendeur en boucherie-charcuterie et plats préparés à emporter (Art. 45) Découpeur – désosseur (Art. 45)	Augmenter l'offre de formation après étude du public-cible à privilégier – favoriser la création d'une formation en alternance	Favoriser le partage des ressources/lieux de formation
H - Industrie	Chaudronnier –tôlier	Complément en soudage sur tôles et sur tubes (7P) Métallier – soudeur (5-6P) Complément en chaudronnerie (7P)	Augmenter l'offre de formation après étude du public-cible à privilégier	Valoriser le CTA de Marche-en-Famenne
H - Industrie	Frigoriste	Technicien du froid (5-6TQ) Technicien en climatisation et conditionnement d'air (7TQ)	Augmenter l'offre de formation après étude du public-cible à privilégier	
H – Industrie	Technicien en système d'usinage/ tourneur-fraiseur	Technicien en usinage (5-6TQ)	Augmenter l'offre de formation après étude du public-cible à privilégier	
H – Industrie	Tuyauteur industriel	Complément en soudage sur tôles et sur tubes (7P)	Augmenter l'offre de formation après étude du public-cible à privilégier	

J – Santé	Ergothérapeute	/(Enseignement supérieur - bachelier)		<i>Ouvrir une formation de niveau enseignement supérieur</i>		
J – Santé	Infirmier	Infirmier psychiatrique (D4P) Soins infirmiers (D4P) Préparatoire aux études d'infirmière ou de nursing (7P)		<i>Augmenter l'offre de formation vu la pénurie de main d'œuvre</i>		
K – Services à la personne et à la collectivité	Aide-ménager social			<i>Augmenter l'offre de formation pour anticiper les effets de l'assurance autonomie</i>		
M – Support à l'entreprise I – Installation et maintenance	Informatique (tous métiers)	Technicien en informatique (5-6TQ) Assistant de maintenance PC-réseaux (5-6P)	<i>Augmenter l'offre de formation après étude du public-cible à privilégier</i>		Introduire des aspects informatique et numérique dans les formations qualifiantes existantes	
N – Transport et logistique	Responsable logistique	/		<i>Ouvrir une formation de niveau enseignement supérieur</i>		Augmenter l'offre de formation après étude du public-cible à privilégier

5.2.2. Maintien de l'offre de formation et d'enseignement

Le tableau ci-dessous reprend la liste des métiers prioritaires pour lesquels un ***maintien et un soutien de l'offre de formation ou d'enseignement existantes*** est nécessaire. Les intitulés de métiers et d'options sont présentés au masculin à titre épiciène.

Secteur ROME V3	Métiers prioritaires	Options de base groupées de l'enseignement	Formation initiale	Formation pour adultes	Accompagnement adapté	Recommandations / Commentaires
D – Commerce, vente, grande distribution	Vendeur de véhicules automobiles	Technicien commercial (5-6TQ) Vendeur (5-6P) Complément en techniques de vente (7P)				Etudier le secteur automobile/garage plus en profondeur – groupe de travail sectoriel (programmé en décembre 2018)
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Tous métiers			<i>Développement de l'alternance, particulièrement dans l'enseignement supérieur</i>		
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Tous métiers		<i>Renforcer la formation de base (math, français, NTIC...)</i>	<i>Renforcer la formation de base (math, français, NTIC...)</i>		
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Monteur en structure bois Charpentier	Menuisier (5-6P) Technicien des industries du bois (5-6 TQ) Charpentier (7P)				Soutenir l'offre de formation existante
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Poseur de fermetures menuisées	Menuisier (5-6P) Menuisier en PVC et Alu (7P) Monteur-placeur d'éléments menuisés (Art.45)				Soutenir l'offre de formation existante
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Carreleur	Carreleur (5-6P) Ouvrier carreleur (Art.45)				Soutenir l'offre de formation existante
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Coffreur	Ouvrier qualifié en construction gros-œuvre (5-6P) Coffreur (Art. 45)				Soutenir l'offre de formation existante
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Façadier/plafonneur	Plafonneur (5-6P) Complément en plâtrage, cimentage et enduisage (7P)				Soutenir l'offre de formation existante

		Ouvrier plafonneur (Art. 45) Ouvrier en rénovation, restauration et conservation du bâtiment (7P)				
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Bétonneur	Maçon (Art.45)				Soutenir l'offre de formation existante
G – Hôtellerie – restauration – tourisme – loisirs et animation	Boulangier-pâtisier	Boulangier-pâtissier (5-6P) Patron boulangier pâtissier (7P)				<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'offre de formation existante • Favoriser le partage des ressources/lieux de formation.
G – Hôtellerie – restauration – tourisme – loisirs et animation	Boucher	Boucher-charcutier (5-6P) Patron boucher-charcutier-traiteur (7P) Préparateur en boucherie - Vendeur en boucherie-charcuterie et plats préparés à emporter (Art. 45) Découpeur – désosseur (Art. 45)				<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'offre de formation existante • Favoriser le partage des ressources/lieux de formation
G – Hôtellerie – restauration – tourisme – loisirs et animation	Employé d'étage/ commis de room service	Restaurateur (5-6P) Hôtelier-restaurateur (5-6 TQ) Traiteur organisateur de banquet et réceptions (7P)				Soutenir l'offre de formation existante
H - Industrie	Chaudronnier –tôlier	Complément en soudage sur tôles et sur tubes (7P) Métallier – soudeur (5-6P) Complément en chaudronnerie (7P)				<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'offre de formation existante • Valoriser le CTA de Marche-en-Famenne
H - Industrie	Frigoriste	Technicien du froid (5-6TQ) Technicien en climatisation et conditionnement d'air (7TQ)				Soutenir l'offre de formation existante
H - Industrie	Opérateur de production + opérateur de production en industrie chimique	Opérateur de production des entreprises agroalimentaires (5-6P) Complément en productique (7TQ) Technicien chimiste (5-6TQ) Complément en biochimie (7TC)				<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'offre de formation existante • Valoriser le CTA de Virton
H – Industrie	Technicien en système d'usinage/ tourneur-fraiseur	Technicien en usinage (5-6TQ)				Soutenir l'offre de formation existante
H – Industrie	Tuyauteur industriel	Complément en soudage sur tôles et sur tubes (7P)				Soutenir l'offre de formation existante
H – Industrie	Métallier-soudeur	Métallier-soudeur (5-6P) Complément en soudage sur tôles et sur tubes (7P)				<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'offre de formation existante • Valoriser le CTA de Marche-en-Famenne

		Métallier (Art. 45)				<ul style="list-style-type: none"> • Création de modules de préformation ou remise à niveau (math/français)
H – Industrie	Responsable de production	/ (Hautes Ecoles)				<ul style="list-style-type: none"> • Inclure dans la formation le développement des compétences managériales / gestion d'équipe • Valoriser le CTA de Virton
H - Industrie	Technicien des industries agro-alimentaires	Technicien des industries agroalimentaires (5-6 TQ) Complément en techniques spécialisées de production des entreprises agroalimentaires (7TQ)				<ul style="list-style-type: none"> • Valoriser le CTA de Virton • Soutenir l'offre de formation existante
I – Installation et maintenance	Chef d'équipe des industries de process	Technicien en électronique (5-6TQ) Technicien en microtechnique (5-6TQ) Complément en microtechnique (7TC) Mécanicien automatique (5-6TQ) Technicien en maintenance de systèmes automatisés industriels (7TQ) Complément en productique (7TQ) Complément en maintenance d'équipements techniques (7P) Electricien automatique (5-6TQ) Electricien installateur industriel (5-6P) Mécanicien d'entretien (5-6P)				<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'offre de formation existante • Création de modules de préformation ou remise à niveau (math/français) • Inclure dans la formation le développement des compétences managériales / gestion d'équipe
I – Installation et maintenance	Electromécanicien / électricien et mécanicien d'entretien / technicien de maintenance	Technicien en électronique (5-6TQ) Technicien en microtechnique (5-6TQ) Complément en microtechnique (7TC) Mécanicien automatique (5-6TQ) Technicien en maintenance de systèmes automatisés industriels (7TQ) Complément en productique (7TC) Complément en maintenance d'équipements techniques (7PC) Electricien automatique (5-6TQ) Electricien installateur industriel (5-6P) Mécanicien d'entretien (5-6P)				<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'offre de formation existante • Valoriser le CTA de Virton • Création de modules de préformation ou remise à niveau (math/français)
I – Installation et maintenance	Technicien automatique	Electricien automatique (5-6TQ) Mécanicien automatique (5-6TQ) Technicien en maintenance de systèmes automatisés industriels (7TQ)				<ul style="list-style-type: none"> • Valoriser le CTA de Virton • Soutenir l'offre de formation existante

I – Installation et maintenance	Mécanicien poids lourds	Mécanicien des moteurs diesels et engins hydrauliques (7P) Mécanicien polyvalent automobile (5-6TQ) Technicien en maintenance et diagnostic automobile (7TC)				Etudier le secteur automobile/garage plus en profondeur – groupe de travail sectoriel (programmé en décembre 2018)
I – Installation et maintenance	Technicien de maintenance et de diagnostic automobile	Mécanicien d’entretien automobile (5-6P) Mécanicien polyvalent automobile (5-6 TQ) Aide-mécanicien garagiste (art. 45) Complément en électricité de l’automobile (7P) Technicien en maintenance et diagnostic automobile (7TC)				Etudier le secteur automobile/garage plus en profondeur – groupe de travail sectoriel (programmé en décembre 2018)
I – Installation et maintenance	Mécanicien automobile	Mécanicien d’entretien automobile (5-6P) Mécanicien polyvalent automobile (5-6 TQ) Aide-mécanicien garagiste (art. 45) Complément en électricité de l’automobile (7P)				Etudier le secteur automobile/garage plus en profondeur – groupe de travail sectoriel (programmé en décembre 2018)
I – Installation et maintenance	Carrossier / tôlier en carrosserie	Carrossier (5-6 P) Carrossier spécialisé (7P) Tôlier en carrosserie (art.45) Complément en travaux de carrosserie (7P)				Etudier le secteur automobile/garage plus en profondeur – groupe de travail sectoriel (programmé en décembre 2018)
I – Installation et maintenance	Peintre en carrosserie	Carrossier spécialisé (7P) Peintre en carrosserie (Art.45) Complément en travaux de carrosserie (7P)				Etudier le secteur automobile/garage plus en profondeur – groupe de travail sectoriel (programmé en décembre 2018)
I – Installation et maintenance	Technicien de maintenance informatique	Technicien en informatique (5-6TQ) Assistant de maintenance PC-réseaux (5-6P)				Soutenir l’offre de formation existante
K – Services à la personne et à la collectivité	Aide-ménager	Aide-ménager (Art. 45) Technicien de surface – nettoyeur (Art.45)				Soutenir l’offre de formation existante
M – Support à l’entreprise	Analyste/développeur informatique	/ (enseignement supérieur)				Soutenir l’offre de formation existante
M – Support à l’entreprise	Technicien réseaux	Assistant de maintenance PC-réseaux (5-6P)				Soutenir l’offre de formation existante

N – Transport et logistique	Cariste	Manutentionnaire –cariste (Art. 45)				Etudier le secteur transport/logistique plus en profondeur – groupe de travail sectoriel
N – Transport et logistique	Magasinier	Equipier logistique (art. 45) Manutentionnaire – cariste (art. 45)				Etudier le secteur transport/logistique plus en profondeur – groupe de travail sectoriel
N – Transport et logistique	Chauffeur d’autocar – conducteur d’autobus	Conducteur d’autobus et d’autocar (promotion sociale – niveau secondaire)				Etudier le secteur transport/logistique plus en profondeur – groupe de travail sectoriel
N – Transport et logistique	Chauffeur poids lourds	Conducteur poids lourds (5-6P)				Etudier le secteur transport/logistique plus en profondeur – groupe de travail sectoriel

5.2.3. Adaptation du contenu l'offre de formation et d'enseignement existante

Le tableau ci-dessous reprend la liste des métiers prioritaires pour lesquels une **adaptation de l'offre de formation ou d'enseignement existantes** est nécessaire. A noter que l'Instance Bassin de Luxembourg souhaite que ces métiers puissent également être soutenus au maintien/soutien, notamment dans le plan de redéploiement de la Chambre enseignement.

Secteur ROME V3	Métiers prioritaires	Options de base groupées de l'enseignement	Formation initiale	Formation pour adultes	Accompagnement adapté	Recommandations / Commentaires
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Tous métiers dont ventiliste, façadier/plafonneur, chauffagiste, couvreur... (voir liste ci-dessus)		<i>Adaptation du contenu des formations (PEB, évolutions des matériaux et procédures...)</i>	<i>Adaptation du contenu des formations (PEB, évolutions des matériaux et procédures...)</i>		
F- Construction, bâtiment et travaux publics	Tous métiers		<i>Renforcer la formation de base (math, français, NTIC...)</i>	<i>Renforcer la formation de base (math, français, NTIC...)</i>		
G – Hôtellerie – restauration – tourisme – loisirs et animation	Commis de salle	Commis de salle (art.45) Cuisinier de collectivité (5-6P) Traiteur organisateur de banquet et réceptions (7P) Restaurateur (5-6P) Hôtelier-restaurateur (5-6 TQ)				<ul style="list-style-type: none"> • Adapter les cursus (langues, modules d'accueil) • Augmenter la durée des stages • Lutter contre le décrochage lors de l'arrivée sur le marché du travail
G – Hôtellerie – restauration – tourisme – loisirs et animation	Commis de cuisine	Commis de cuisine (art. 45) Commis de cuisine de collectivité P (art. 45)				<ul style="list-style-type: none"> • Adapter les cursus (HACCP) • Augmenter la durée des stages • Lutter contre le décrochage lors de l'arrivée sur le marché du travail

G – Hôtellerie – restauration – tourisme – loisirs et animation	Employé polyvalent de restauration	Restaurateur (5-6P) Hôtelier-restaurateur (5-6 TQ) Traiteur organisateur de banquet et réceptions (7P) Cuisinier de collectivité (5-6P)				<ul style="list-style-type: none"> • Adapter les cursus (HACCP) • Augmenter la durée des stages • Lutter contre le décrochage lors de l'arrivée sur le marché du travail
G – Hôtellerie – restauration – tourisme – loisirs et animation	Réceptionniste	Agent en accueil et Tourisme (5-6TQ) Complément en accueil et réception en milieu hôtelier (7TQ) Complément en hôtellerie européenne (7TQ) Hôtelier-restaurateur (5-6 TQ)				<ul style="list-style-type: none"> • Adapter les cursus (langues, NTIC) modules d'accueil)
H – Industrie	Responsable de production	/ (Hautes Ecoles)				<ul style="list-style-type: none"> • Inclure dans la formation le développement des compétences managériales / gestion d'équipe
I – Installation et maintenance	Chef d'équipe des industries de process	Technicien en électronique (5-6TQ) Technicien en microtechnique (5-6TQ) Complément en microtechnique (7TC) Mécanicien automatique (5-6TQ) Technicien en maintenance de systèmes automatisés industriels (7TQ) Complément en productique (7TQ) Complément en maintenance d'équipements techniques (7P) Electricien automatique (5-6TQ) Electricien installateur industriel (5-6P) Mécanicien d'entretien (5-6P)				Inclure dans la formation le développement des compétences managériales / gestion d'équipe
K – Services à la personne et à la collectivité	Aide-ménager social	/	<i>Informé sur les nouveaux décrets Vigilance par rapport au nouveau décret</i>	<i>Informé sur les nouveaux décrets Vigilance par rapport au nouveau décret</i>	<i>Informé sur les nouveaux décrets Vigilance par rapport au nouveau décret</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Inscrire ce nouveau métier au SFMQ • Favoriser la mobilité des stagiaires
K – Services à la personne et à la collectivité	Aide-familial	Aide familial (5-6P)	<i>Informé sur les nouveaux décrets</i>	<i>Informé sur les nouveaux décrets</i>	<i>Informé sur les nouveaux décrets</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Adapter le cursus de formation au SFMQ • Favoriser la mobilité des stagiaires

				<i>Favoriser la formation continue du personnel en place</i>		<ul style="list-style-type: none"> • Coordonner les plannings de stage • Valoriser le métier par rapport à aide-soignant
				<i>Organiser des préformations</i>		
K – Services à la personne et à la collectivité	Aide-soignant	Aide soignant (7P)		<i>Favoriser la formation continue du personnel en place</i>		<ul style="list-style-type: none"> • Adapter le cursus de formation au SFMQ • Favoriser la mobilité des stagiaires • Coordonner les plannings de stage • Valoriser le métier
				<i>Organiser des préformations</i>		
K – Services à la personne et à la collectivité	Accompagnateur de vie	/				<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer la fonction dans un cadre subsidié • Adapter le cursus existant au métier d'accompagnateur de vie en maison de repos.
K – Services à la personne et à la collectivité	Educateur / animateur pour personnes âgées	Agent d'éducation (5-6TQ) Animateur (5-6TQ)				Créer un module spécialisé en animation pour personnes âgées (public et niveau à définir)
K – Services à la personne et à la collectivité	Puériculteur	Puériculture (5-6P) Puériculteur (7P) Agent d'éducation (5-6TQ) Aspirant en nursing (5-6TQ) Cplt en monitorat de collectivité d'efts				<ul style="list-style-type: none"> • Adapter le cursus de formation au SFMQ • Augmenter le niveau de formation • Coordonner les plannings de stage • Valoriser le métier

CHAPITRE 6 - RECOMMANDATIONS

Il s'agit ici des recommandations, points de vigilance, centre d'intérêts et problématiques spécifiques à explorer.

6.1. Recommandations

Orientation, promotion des métiers, promotion des filières techniques et professionnelles

RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES
Promotion des métiers au grand public : mieux faire connaître la réalité des métiers techniques (Action en 2018 : Salon Objectif Métier – réédité en 2019)
Travailler sur la coordination des opérateurs d'orientation et leur sensibilisation aux métiers techniques (Action : création d'une plateforme orientation fin 2017)
Soutenir les CTA dans leur mission de promotion des métiers et filières techniques et leur permettre le financement des actions de sensibilisation des élèves issus des 1 ^{er} et 2 ^{ème} degrés du secondaire ainsi que du primaire (Organisation de visites des CTA)
SECTEUR
Tous secteurs et tous métiers techniques
Sensibiliser particulièrement aux métiers et outils du numérique

Places de stage et alternance

RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES
Sensibiliser les entreprises à l'alternance de manière à augmenter les offres de stages et l'importance d'un bon tutorat
Travailler la cohérence entre les besoins/attentes des entreprises et les souhaits/motivations des jeunes
Développer des programmes de formation en alternance dans les Hautes Ecoles
Travailler sur la possibilité de collaborations transfrontalières dans l'alternance : étendre la possibilité de réaliser des stages au GDL pour les apprenants
Valoriser l'alternance au sein d'évènements existants (création d'un stand alternance et d'un outil pour le salon Objectif métier 2018, participation au volet « alternance » du groupe de travail organisé par l'intercommunale Idelux).
SECTEUR
Tous secteurs et tous métiers techniques

Équipements/ressources

RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES
Permettre l'utilisation en commun de ressources provenant d'opérateurs différents (Forem, IFAPME, CTA, Centres de compétence,...).
Promouvoir l'utilisation des CTA et leur permettre le financement des actions de sensibilisation des élèves issus des 1 ^{er} et 2 ^{ème} degré du secondaire ainsi que du primaire
SECTEUR
Tous secteurs et tous métiers techniques

Recommandations en matière de compétences spécifiques et transversales

RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES
Renforcer les compétences de base (NTIC, français, math, langues...)
Renforcer les savoir-être (soft skills)
Renforcer les compétences techniques en lien avec le terrain (via entreprises, fournisseurs de matériel...)
Renforcer les compétences managériales et gestion d'équipe au sein des cursus de formation et en formation continuée
Développer dans tous les cursus de formation et même dans l'enseignement fondamental l'apprentissage de la culture algorithmique et de la logique
Développer l'apprentissage des bases en informatique : logiciels bureautique et leur utilisation
SECTEUR
Tous secteurs et tous métiers techniques

Recommandations au SFMQ

RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES
Réaliser les profils-métiers et formations manquants
SECTEUR
Secteur des services aux personnes

Autres

RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES
Ouverture de nouvelles offres de formation au CAP en Promotion sociale (centre et nord de la province de Luxembourg)
Porter une attention particulière aux personnes éloignées de l'emploi et aux thématiques « alphabétisation, mobilité, santé mentale... »
Etudier la possibilité d'une offre de formation dans l'enseignement supérieur pédagogique technique
Etudier les causes d'abandon des jeunes en cours de formation technique et à l'entrée à l'emploi - réfléchir aux particularités de la génération Y et y adapter la didactique
Permettre aux enseignants et formateurs de s'approprier les outils développés par les secteurs, en phase avec le marché du travail (salon des outils pédagogiques)
Porter une attention particulière aux personnes étrangères et d'origine étrangère
Pour l'analyse des métiers, interpellier le Forem afin d'obtenir des données territoriales (par exemple, liste des fonctions critiques) et transfrontalières adaptées (GDL, France)
Informier les opérateurs/ le tout public sur la protection des données

6.2. Pôles de synergie et pistes d'actions

Selon l'accord de coopération, « un pôle de synergies est, en principe, constitué autour d'un secteur d'activité, d'une filière professionnelle, ou d'un métier identifié par l'Instance Bassin (...) . L'Instance Bassin détermine combien et quels pôles de synergies elle crée, en fonction des secteurs d'activité, filières professionnelles et métiers qu'elle a identifiés. Elle désigne les membres de chaque pôle de synergies qu'elle crée. (...) »

La mission des pôles de synergies est de favoriser l'émergence de projets associant le plus largement possible les forces vives d'un secteur porteur dans un bassin EFE déterminé afin de permettre l'amélioration des dispositifs locaux d'enseignement qualifiant, de formation et d'insertion dans ce secteur (...)

Un projet doit obligatoirement viser le développement d'actions de type additionnel, innovant ou émergent, s'inscrivant dans la filière professionnelle ou le métier autour duquel s'articule le pôle de synergies et développant un ou plusieurs aspects spécifiques. »

Lors de l'Assemblée des Instances Bassin EFE du 5 juin 2015, les interlocuteurs sociaux ont défini trois axes transversaux d'actions pour les Instances. Ceux-ci font l'objet de pôles de synergie additionnels dans de nombreux bassins. Il s'agit de :

- L'alternance et les stages en entreprise ;
- L'orientation, l'information sur les métiers, la promotion des filières techniques et scientifiques ;
- L'utilisation des équipements.

Dans le bassin de Luxembourg, 6 pôles de synergie ont vu le jour :

- 3 pôles de synergie sectoriels : industrie / construction et bois / services à la personne ;
- 3 pôles autour de thématiques transversales : orientation et valorisation des métiers techniques / numérique / alternance.

Pistes d'actions et nouveaux Pôles de Synergie

Pôle de synergie	Actions	Constat et recommandation
Alternance – Lancé en 2018	Coordination des opérateurs de l'alternance – promotion du système de l'alternance (voir détail au point suivant).	Cette thématique est l'une des thématiques transversales définie par l'Assemblée Inter-Bassins. L'alternance est un mode d'apprentissage favorisant une meilleure insertion dans le monde de l'emploi, mêlant des jours

		de pratiques en entreprise à des jours de cours en centre de formation ou à l'école.
Numérique – Première action d'ampleur en 2018	Smart-LUX : Semaine du numérique : sensibiliser écoles, organismes de formation, entreprises, demandeurs d'emploi, jeunes et leurs parents à l'évolution des compétences dans le numérique.	Cet événement a eu lieu du 2 au 9 février 2018 et s'est adressé tant aux entreprises pour leur stratégie digitale, qu'aux écoles/centres de formation pour l'impact du numérique sur et dans les pratiques pédagogiques qu'aux professionnels de l'insertion socio-professionnelle qui doivent évaluer et former les demandeurs d'emploi aux compétences numériques. L'objectif est de sensibiliser à l'importance d'intégrer le numérique à l'école, en centre de formation et jusqu'en entreprise car ces compétences représentent l'avenir de notre économie wallonne !
Dans les pôles de synergie existants (construction, industrie, service aux personnes, orientation et valorisation des métiers techniques)	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer le travail de veille (besoins en création ou soutien/adaptation de l'offre de formation). • Mettre en œuvre les recommandations : valorisation des métiers, adaptation des cursus de formation, problématique stages... 	
Garage-Automobile – groupe de travail programmé en décembre 2018	<p>Mettre en place un groupe de travail sectoriel avec experts afin de définir les besoins en création ou soutien/adaptation de l'offre de formation et de proposer des recommandations d'actions.</p> <p>→ Ce secteur fera l'objet ou non d'un pôle de synergie en fonction des conclusions de ce groupe de travail.</p>	Métiers non envisagés dans le pôle de synergie industrie alors que repris dans le secteur industrie dans l'enseignement.
Logistique/transport	Mettre en place un groupe de travail sectoriel avec experts afin de définir les besoins en création ou soutien/adaptation de l'offre de formation et de proposer des recommandations d'actions.	Ce secteur n'a pas encore été analysé par l'Instance Bassin.

Etat des lieux des Pôles de Synergie existants

Pôle de synergie	Actions	Constat et recommandation
Construction et bois	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'offre de formation et d'enseignement : <ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'un concours du meilleur élève chauffagiste en 2018 (5 écoles CFWB) avec bonne couverture médiatique pour valoriser le métier ; réédition du concours en 2019. - Conducteur d'engins de chantier : suite à notre interpellation, Forem Formation a pris en charge une formation « conducteur d'engins de chantier » en 2017. - Réunions pour réflexion autour d'un projet-pilote IFAPME – école secondaire sur un métier porteur de la construction. • Formation des professeurs de cours techniques dans le secteur (BAC, CAP + sensibilisation aux outils existants) via le salon des outils pédagogiques : 1ère édition en 2017, 2ème édition novembre 2018. • Actions de valorisation des filières et métiers techniques au sein du Salon Objectif métier : 1 ère édition en 2017, 2ème édition 2018, préparation de la 3ème édition 2019. • Projet de réalisation d'une valisette en bois contenant divers outils : une maquette à construire, des échantillons d'essences de bois, une clé USB avec des capsules vidéo, des documents pédagogiques sur la filière bois, une liste des écoles en province de Luxembourg proposant une option de la filière bois. 	<p>Les secteurs de la construction et du bois ont été sélectionnés comme thématiques prioritaires pour le bassin, pour leur lien avec les fonctions critiques, les manquements en termes d'offre de formation sur le territoire, et la prépondérance de la filière bois dans la province de Luxembourg.</p>
Industrie	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation des 2 CTA industriels de notre bassin : organisation d'une visite du CTA de Virton et Marche par les membres de l'Instance ; présentation du CTA de Marche lors de la plate-forme ISP de Marche-Durbuy, organisation de visites des CTA dans le cadre du projet « quinzaine de l'entreprise », où des jeunes vont à la rencontre d'entreprises (plusieurs visites réalisées). • Participation au groupe de travail de l'intercommunale IDELUX pour le redéploiement industriel du Sud-Luxembourg. • Valorisation du secteur industrie au sein du salon Objectif Métier organisé conjointement par la Province, l'IBEFE et le SIEP. 	<p>Le secteur de l'industrie a été sélectionné comme thématique commune par l'Instance Bassin pour les nombreuses fonctions en pénurie, le déficit d'image du secteur et la difficulté à attirer des candidats dans certaines formations ou filières de l'enseignement.</p>

<p>Services à la personne</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Création par l'enseignement de promotion sociale de Vielsalm (CF) d'un curriculum de formation d'aide-ménager social suite aux conclusions du bassin, qui a été validé. La formation est désormais programmée. • Contribution à la mise en place d'une formation multi partenariale (AP9) pour le métier d'aide-ménager social (3 CISP, Forem, Promotion Sociale) alliant compétences techniques, compétences d'ordre relationnel et renforcement des compétences de base. Ce projet s'adresse à des demandeurs d'emploi peu scolarisés et/ou peu qualifiés et donc potentiellement particulièrement éloignés de l'emploi, marquant un intérêt pour les métiers de l'aide à la personne. La Promotion Sociale certifiera cette formation « Des mots pour communiquer et nettoyer ». • Contribution à la mise en place d'une pré-formation (AP9) pour les métiers de l'aide à domicile. Il s'agit d'un module d'orientation pour les femmes dans les métiers de l'aide aux personnes dans le but de poursuivre vers une formation qualifiante. Module non retenu lors de l'AP9. • Dans le cadre de la participation au comité de pilotage du projet européen EFE (Enseigner-Former-Employer pour l'accueil des enfants en province de Luxembourg) (promoteur : Asbl Promemploi), contribution à la réflexion sur l'évolution des métiers de l'accueil de l'enfance 0 à 12 ans. Informer sur les nouvelles mesures prises dans le Pacte d'excellence au sujet de l'accueil de l'enfance. • Participation au séminaire sur l'assurance autonomie organisé par le CEW pour anticiper les besoins en main d'œuvre. • A venir : Actions d'information vers les écoles sur les nouveaux décrets relatifs à l'aide à domicile et aux soins infirmiers ; • A venir : Rendre plus visibles et promouvoir les accès aux métiers. <p><u>Note générale</u> : le travail de ce pôle est difficile à mener car le secteur est actuellement en pleine réforme. Les décrets vont remodeler le paysage des secteurs de l'aide à domicile et des soins infirmiers. La mise en place de l'assurance autonomie aura un impact, notamment, sur le volume d'emploi dans le secteur.</p>	<p>Le secteur de l'aide aux personnes a été choisi comme thématique commune par l'Instance Bassin pour son lien avec la fonction critique d'aide-familial, l'évolution actuelle des métiers au travers de différentes réformes prévues et la nécessiter de travailler à une meilleure adéquation des formations avec les conditions actuelles d'exercices des métiers concernés.</p>
<p>Numérique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'une semaine d'événements SMART-Lux en février 2018 au cours de laquelle diverses activités ont pu permettre aux publics cibles (entreprises, élèves, DE, enseignants, formateurs, directeurs d'écoles, etc.) de mieux cerner les enjeux de cette thématique, de prendre connaissance d'outils pour intégrer le numérique dans leur pratique, de connaître les possibilités d'emploi et de formation en la matière, ... → Une quinzaine d'activités proposées (conférences, formations pratiques, ateliers...); → Couverture médiatique : articles de presse, reportages et interviews à la télévision locale ; → Environ 500 personnes touchées pour cette première édition. 	<p>Le numérique a été sélectionné comme thématique prioritaire pour le bassin, pour son lien avec les fonctions critiques relatives à l'informatique, mais aussi pour l'importance de la sensibilisation au numérique</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Perspectives : Nouvelle semaine SMART-Lux en mai 2019. 	<p>pour tous les métiers et secteurs d'activités qui vont intégrer le numérique de façon massive dans le futur.</p>
<p>Orientation et valorisation des métiers techniques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Salon Objectif Métier : organisation d'un salon d'ampleur autour de l'orientation et des métiers, piloté par la Province et organisé conjointement avec l'IBEFE et le SIEP. Plus de 2.000 personnes touchées lors des deux premières éditions en 2017 et 2018. • Création et organisation du Salon des outils pédagogiques en collaboration étroite avec la Chambre enseignement : au sein de ce salon, découverte des outils des fonds sectoriels, centres de compétences, CTA... Une centaine de personnes touchées lors de la première édition en 2017. • Création fin 2017 d'une plate-forme « Orientation » rassemblant tous les acteurs de l'orientation en province de Luxembourg : échanges d'actualités et d'information, organisation d'un espace info-profession et « rencontre un pro » au sein du salon Objectif Métier, présentation d'outils d'orientation, rencontre avec les Cités des Métiers... : <ul style="list-style-type: none"> ○ Mise en place d'un GT afin de développer le projet « Orient' Actions » dans le bassin (projet pilote avec 4 écoles pour la rentrée scolaire 2018-2019) ; ○ Mise en place d'un GT afin de mettre en œuvre des actions de sensibilisation des étudiants des sections pédagogiques des hautes écoles à l'orientation. ○ Projet de création d'une plate-forme numérique destinée aux professionnels de l'orientation. 	<p>La thématique de l'orientation et de la valorisation des métiers techniques a été choisie par l'Instance Bassin car il s'agit d'une thématique transversale, autour de laquelle l'assemblée inter-bassins a invité les bassins à travailler. Les métiers techniques souffrent d'un manque de candidats en formation et dans l'enseignement, d'un déficit d'image alors qu'ils peuvent mener à une insertion rapide et durable sur le marché de l'emploi. La valorisation des métiers techniques, déjà travaillée au sein des anciens CSEF et IPIEQ, reste au cœur des préoccupations de l'IBEFE et est une thématique centrale de travail autour de laquelle s'articulent de nombreuses actions et partenariats. A noter l'arrivée dans l'équipe le 01/02/2018 d'une chargée de missions dont les missions sont spécifiquement l'orientation et l'articulation avec les Cités des Métiers de Namur et Liège.</p>

<p>Alternance</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Constitution d'un groupe de travail composé des différents opérateurs proposant de la formation en alternance ou alternée : c'est la première fois que ces opérateurs sont autour de la table, avec un objectif de valorisation d'un système, de façon neutre et indépendante de l'opérateur. • Mise en place d'un espace « alternance » au sein du salon « Objectif Métier », qui s'est déroulé le 3 mars 2018 : organisation de l'espace, réalisation des visuels, conception d'une animation et organisation de deux conférences. • Réalisation d'un outil A4 reprenant différentes informations sur l'alternance (indépendamment de l'opérateur) : informations sur le contrat, offre de formation en province de Luxembourg, coordonnées des opérateurs, formations alternées du Forem, soutien de l'Aviq... • Participation au groupe de travail « Ganesh » organisé par Idelux et qui a pour objectif de d'augmenter le nombre d'entreprises ayant recours à l'alternance. 	<p>La thématique de l'alternance a été choisie par l'Instance Bassin car il s'agit d'une thématique transversale, autour de laquelle l'assemblée inter-bassins a invité les bassins à travailler. Le système de l'alternance présente de nombreux atouts dont une insertion rapide et durable sur le marché de l'emploi, dans de nombreux métiers notamment ceux pour lesquels il existe des pénuries quantitatives de candidats. Il semble donc incontournable de valoriser ce système et mieux informer les différentes parties : apprenants et entreprises.</p>
--------------------------	--	--

6.3. Autres actions développées par l'IBEFE, hors pôles

- Animation de cinq plate-formes partenariales sous-régionales ;
- Animation de la plate-forme alpha/FLE/RAN ;
- Animation de la plate-forme santé mentale et participation à la mise en œuvre de la Réforme 107 ;
- Organisation d'informations sur le chômage / les aides à l'emploi ;
- Organisation d'informations sur les notions d'alphabetisation/remise à niveau/français langue étrangère... ;
- Elaboration et diffusion du « Répertoire de l'insertion socio-professionnelle en province de Luxembourg » ;
- Participation en tant que partenaires à des projets européens (Sesam GR...) ;
- Participation à différents groupes de travail (mobilité, projet « territoire zéro chômage » ...)
- Participation à des groupes de travail inter-bassins ;
- Participation au REAL (Réseau d'Etudes et d'Analyses de la province de Luxembourg) et ses publications ;
- Participation en tant que partenaires au projet provincial « Girls Day Boys Day » ;
- Participation à l'organisation des salons « Rendez-vous avec l'emploi et la formation » ;
- Collaboration avec le Crilux dans le cadre de projets de promotion de l'insertion socio-professionnelle des personnes étrangères ou d'origine étrangère (une dernière action programmée en octobre 2018) ;
- ...

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

En 2018, le travail de l'Instance s'est poursuivi au travers de l'analyse du secteur de l'informatique et du numérique avec la création d'une semaine dédiée au numérique (SMART-Lux) et de la création d'un nouveau pôle autour de la formation en alternance.

En outre, l'Instance a retravaillé ses thématiques communes de manière à les mettre à jour au regard des nouvelles analyses réalisées et a établi une liste d'une vingtaine de métiers prioritaires à soutenir en termes de création et de nombreux autres métiers ou grappes métiers pour lesquelles des recommandations sont émises en termes de valorisation du métier, de travail sur le cursus de formation, etc. De nombreux constats et recommandations transversales ou spécifiques ont également été détaillés.

Le présent rapport a permis de faire un état des lieux sur la situation socio-économique du bassin (démographie, réserve de main-d'œuvre, opportunités d'emploi...) et sur la fréquentation des différentes filières de formation présentes sur le territoire. Ce travail sera utile pour la poursuite des travaux de l'Instance Bassin EFE : analyse de nouveaux secteurs, mise en œuvre de nouvelles pistes d'action.

L'année 2018 a également été l'occasion de poursuivre les contacts entamés dans le cadre des pôles de synergie et de développer différentes actions et initiatives répondant aux recommandations.

En 2019, de nouveaux secteurs seront abordés pour continuer le travail entamé ces trois dernières années. Le secteur de l'automobile et du garage sera abordé en décembre 2018 et le transport et la logistique en 2019.

Le travail sur les pôles actuels se poursuivra et quelques nouvelles actions innovantes sur le territoire sont d'ores et déjà programmées :

- La deuxième édition de la semaine SMART-Lux se tiendra en mai 2019 pour continuer la sensibilisation de tous les publics sur la nécessité de s'inscrire dans la transition numérique. Cette thématique est en effet apparue comme prépondérante dans tous les secteurs d'activités abordés à l'Instance : la transition numérique est en marche, elle va s'accélérer et impacter tous les secteurs d'activités, avec les besoins en compétences associés ;
- L'action « Orient'actions », projet en quatre phases pour favoriser la connaissance de soi et la connaissance du monde de l'entreprise chez des jeunes de plusieurs écoles pilotes en province de Luxembourg.

De nombreuses actions seront également menées pour améliorer encore davantage les synergies entre les acteurs locaux en matière d'enseignement, de formation et d'emploi. Ces synergies, cette mise en réseau de tous les acteurs sur un territoire donné est réellement le cœur de métier et la plus-value des Instances Bassins.

ANNEXES

Annexe 1 - Nomenclature ROME V3 Competent

SECTEURS SELON LA CLASSIFICATION ROME V3 Competent
A. Agriculture et pêche, espaces naturels et espaces verts, soins aux animaux
B. Arts et façonnage d'ouvrages d'art
C. Banque, assurance, immobilier
D. Commerce, vente et grande distribution
E. Communication, media et multimedia
F. Construction, bâtiment et travaux publics
G. Hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs et animation
H. Industrie
I. Installation et maintenance
J. Santé
K. Services à la personne et collectivité
L. Spectacle
M. Support à l'entreprise
N. Transport et logistique

Annexe 2 - Nomenclature REM2

REM2	DESCRIPTION
11	PERSONNEL DES SERVICES AUX PERSONNES ET A LA COLLECTIVITE
12	PERSONNEL DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX
13	PERSONNEL DE L'INDUSTRIE HÔTELIÈRE
14	PERSONNEL DE LA DISTRIBUTION ET DE LA VENTE
21	PROFESSIONNELS DES ARTS ET DU SPECTACLE
22	PROFESSIONNELS DE LA FORMATION INITIALE ET DE LA FORMATION CONTINUE
23	PROFESSIONNELS DE L'INTERVENTION SOCIALE, DU DEVELOPPEMENT LOCAL ET DE L'EMPLOI
24	PROFESSIONNELS DE LA SANTE (professions paramédicales)
31	PROFESSIONNELS DE LA SANTE (professions médicales)
32	CADRES ADMINISTRATIFS ET PROFESSIONNELS DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION
33	CADRES COMMERCIAUX
41	PERSONNEL DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE
42	PERSONNEL DU BÂTIMENT, DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'EXTRACTION
43	PERSONNEL DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE
44	PERSONNEL DE LA MECANIQUE, DE L'ELECTRICITE ET DE L'ELECTRONIQUE
45	PERSONNEL DES INDUSTRIES DE PROCESS
46	PERSONNEL DES AUTRES INDUSTRIES (matériaux souples, industries graphiques, ameublement et bois)
47	PERSONNEL DE TYPE ARTISANAL
51	MAÎTRISE INDUSTRIELLE
52	TECHNICIENS INDUSTRIELS
53	CADRES TECHNIQUES DE L'INDUSTRIE
61	AGENTS DE MAÎTRISE, TECHNICIENS ET CADRES TECHNIQUES HORS INDUSTRIE

Annexe 3 - Codes NACE

B - INDUSTRIES EXTRACTIVES
C - INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE
D - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ
E - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU; ASSAINISSEMENT
F - CONSTRUCTION
G - COMMERCE DE GROS ET DE DETAIL; RÉPARATION DE VEHICULE
H - TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE
I - HÉBERGEMENT ET RESTAURATION
J - INFORMATION ET COMMUNICATION
K - ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE
L - ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES
M - ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES
N - ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN
O - ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DEFENSE; SECURITE SOCIALE
P - ENSEIGNEMENT
Q - SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE
R - ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES
S - AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES
T - ACTIVITÉS DES MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS
U - ACTIVITÉS DES ORGANISMES EXTRA-TERRITORIAUX



MÉTIERS EN TENSION DE RECRUTEMENT EN WALLONIE

LISTE DES MÉTIERS/FONCTIONS CRITIQUES ET EN PÉNURIE
(Hors métiers de l'enseignement)

LISTE 2018



GROUPES PROFESSIONNELS CONCERNÉS PAR UN OU PLUSIEURS MÉTIERS EN TENSION DE RECRUTEMENT (Code de la nomenclature ROME et intitulé)

- 11 Personnel des services aux personnes et à la collectivité
- 12 Personnel des services administratifs et commerciaux
- 13 Personnel de l'industrie hôtelière
- 14 Personnel de la distribution et de la vente
- 24 Professionnels-les de la santé (professions paramédicales)
- 31 Professionnels-les de la santé (professions médicales)
- 32 Cadres administratifs et professionnels de l'information et de la communication
- 33 Cadres commerciaux
- 42 Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction
- 43 Personnel du transport et de la logistique
- 44 Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique
- 45 Personnel des industries de process
- 46 Personnel des autres industries (matériaux souples, industries graphiques, ameublement et bois)
- 47 Personnel de type artisanal
- 51 Maîtrise industrielle
- 52 Techniciens-nes industriels-les
- 53 Cadres techniques de l'industrie
- 61 Agents-tes de maîtrise, techniciens-nes et cadres techniques hors industrie

Les causes possibles sont :



Qualitatives : métier ou fonction dit « critique »

- Des métiers, des fonctions sont considérés comme « critiques » lorsqu'une mise en relation entre le poste à pourvoir et le candidat ne se fait ni dans le délai souhaité, ni sans difficultés de recrutement.

Les conditions de travail, les aspects qualitatifs (diplôme requis, expérience nécessaire, langues à maîtriser, etc.) ou des problèmes de mobilité peuvent expliquer les difficultés de recrutement.



Quantitatives : pénurie de main-d'œuvre

- Parmi les fonctions critiques, est considéré comme pénurie un métier pour lequel la réserve de main-d'œuvre inscrite au Forem (les demandeurs d'emploi inoccupés) est insuffisante pour satisfaire l'ensemble des opportunités d'emploi connues du Forem.

Le calcul d'un « indice de tension » permet d'identifier les métiers en pénurie de main-d'œuvre. Cet indice doit être inférieur à 1,5 ; autrement dit, un métier est en pénurie quand moins de 15 demandeurs d'emploi sont « disponibles » pour 10 opportunités d'emploi.

Les modes de détection :



- **Statistique** : Un taux de satisfaction des opportunités d'emploi est calculé sur base des informations que les entreprises communiquent au Forem quant à l'aboutissement ou non du recrutement pour lequel elles ont fait appel aux conseillers du Forem.

Un métier est considéré « critique », si le taux de satisfaction pour les postes du métier concerné est inférieur à la médiane de l'ensemble des métiers ET que le délai de satisfaction est supérieur à la médiane de l'ensemble des métiers. Le calcul de « l'indice de tension » permet de pointer parmi les métiers critiques ceux qui sont en pénurie de main-d'œuvre.



- **Avis d'experts** : La liste « statistique » des métiers critiques est ensuite confrontée à l'avis d'experts tant en interne du Forem qu'auprès des fonds sectoriels de formation.

LISTE 2018 DES MÉTIERS/FONCTIONS CRITIQUES ET EN PÉNURIE EN WALLONIE (hors métiers de l'enseignement)

Derrière le vocable de « métiers/fonctions critiques », un ensemble de réalités différentes existe. Outre un « degré de difficulté de recrutement » différent par métier pouvant varier d'une réelle pénurie de candidats à un recrutement simplement prolongé ; les difficultés de recrutement sont influencées par le volume de la réserve de main-d'œuvre disponible à un moment donné, par les conditions d'exercices du métier, par l'étendue et la profondeur de l'éventail des compétences requises par les employeurs et « portées » par les personnes.

	Causes des tensions		Détection			Causes des tensions		Détection	
	Quantitative (pénurie)	Qualitative	Statistique	Experts		Quantitative (pénurie)	Qualitative	Statistique	Experts
11 Personnel des services aux personnes et à la collectivité					24 Professionnels-les de la santé (professions paramédicales)				
■ 11 111 05 Aide-ménagère					■ 24 121 01 Infirmier-ière en soins généraux				
12 Personnel des services administratifs et commerciaux					24 122 01 Infirmier-ière en soins spécialisés				
■ 12 142 01 Comptable (M/F/X)					■ 24 322 02 Opticien-ne Optométriste				
■ 12 223 01 Conseiller-ère en assurances					31 Professionnels-les de la santé (professions médicales)				
13 Personnel de l'industrie hôtelière					31 111 01 Médecin généraliste (M/F/X)				
■ 13 212 01 Cuisinier-ère					■ 31 221 01 Pharmacien-ne				
■ 13 231 01 Cheffe de cuisine					32 Cadres administratifs et professionnel(le)s de l'information et de la communication				
14 Personnel de la distribution et de la vente					32 311 02 Gestionnaire d'exploitation informatique (M/F/X)				
■ 14 313 01 Délégué-e commercial-e en biens de consommation					■ 32 321 01 Analyste informatique (M/F/X)				
■ 14 314 01 Délégué-e commercial-e en services auprès des entreprises					■ 32 321 02 Développeur-euse informatique				
■ 14 322 02 Vendeur-euse de véhicules automobiles					■ 32 321 03 Web développeur-euse				

Métiers en tension de recrutement en Wallonie - Liste 2018

	Causes des tensions		Détection			Causes des tensions		Détection	
	Quantitative (pénurie)	Qualitative	Statistique	Experts		Quantitative (pénurie)	Qualitative	Statistique	Experts
32 Cadres administratifs et professionnels-les de l'information et de la communication					42 Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction				
■ 32 331 03 Analyste business (M/F/X)					■ 42 212 04 Monteur-euse en climatisation				
■ 32 341 01 Chef-fe de projet informatique					■ 42 221 01 Poseur-euse de fermetures menuisées				
33 Cadres commerciaux					43 Personnel du transport et de la logistique				
■ 33 112 01 Responsable de la stratégie commerciale (M/F/X)					■ 42 222 01 Monteur-euse de cloisons et/ou faux-plafonds				
■ 33 113 01 Responsable commercial (M/F/X)					43 Personnel du transport et de la logistique				
42 Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction					43 Personnel du transport et de la logistique				
■ 42 112 02 Ouvrier-ère de voirie					■ 43 112 01 Chauffeur-euse d'autocar				
■ 42 112 05 Poseur-euse de canalisations					■ 43 112 02 Conducteur-trice d'autobus				
■ 42 113 01 Bétonneur-euse					■ 43 114 01 Chauffeur-euse de poids lourd				
■ 42 114 01 Cimentier-ière - façadier-dièr					■ 43 211 01 Conducteur-trice d'engins de terrassement				
■ 42 122 01 Monteur-euse en structure bois					■ 43 221 01 Conducteur-trice de grue				
■ 42 122 02 Charpentier-ière					■ 43 311 01 Magasinier-ière				
■ 42 123 01 Couvreur-euse					44 Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique				
■ 42 124 01 Étancheur-euse					■ 44 114 01 Chaudronnier-ière tôlier-ière				
■ 42 211 01 Installateur-trice électricien-ne					■ 44 121 01 Technicien-ne en systèmes d'usinage (métal)				
■ 42 212 01 Monteur-euse en sanitaire et chauffage					■ 44 134 01 Tuyauteur-euse industriel-le				
					■ 44 311 01 Mécanicien-ne d'entretien industriel				

	Causes des tensions		Détection			Causes des tensions		Détection	
	Quantitative (pénurie)	Qualitative	Statistique	Experts		Quantitative (pénurie)	Qualitative	Statistique	Experts
44 Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique					46 Personnel des autres industries (matériaux souples, industries graphiques, ameublement et bois)				
■ 44 316 01 Mécanicien-ne en génie civil					■ 46 122 13 Conducteur-trice de machines de fabrication de produits textiles				
■ 44 318 03 Mécanicien-ne agricole et travaux techniques					47 Personnel de type artisanal				
■ 44 321 05 Mécanicien-ne poids lourds					■ 47 111 01 Boulanger-ère				
■ 44 321 07 Mécanicien-ne polyvalente					■ 47 112 01 Pâtissier-ère				
■ 44 321 08 Technicien-ne en maintenance et diagnostic automobile					■ 47 121 01 Abatteur-euse (transformation de viande)				
■ 44 323 01 Préparateur-trice en carrosserie					■ 47 121 02 Découpeur-euse - désosseur-euse				
■ 44 323 02 Tôlier-ière en carrosserie					■ 47 122 01 Boucher-ère - trancheur-euse/ portionneur-euse				
■ 44 323 03 Peintre en carrosserie (M/F/X)					■ 47 122 02 Préparateur-trice de viande				
■ 44 341 01 Électromécanicien-ne de maintenance industrielle					■ 47 331 01 Menuisier-ère				
45 Personnel des industries de process					51 Maîtrise industrielle				
■ 45 112 01 Opérateur-trice de production (industrie chimique)					■ 51 121 01 Cheffe d'équipe des industries de process				
■ 45 122 01 Conducteur-trice de ligne de production en industrie alimentaire					52 Techniciens-nes industriels-les				
					■ 52 111 02 Planificateur-trice de production (agent de planification)				
					■ 52 121 01 Dessinateur-trice - concepteur-trice en mécanique				

	Causes des tensions		Détection			Causes des tensions		Détection	
	Quantitative (pénurie)	Qualitative	Statistique	Experts		Quantitative (pénurie)	Qualitative	Statistique	Experts
52 Techniciens-nés industriels-les					53 Cadres techniques de l'industrie				
■ 52 122 01 Dessinateur-trice en mécanique					■ 53 212 01 Responsable qualité (M/F/X)				
■ 52 141 01 Technicien-ne de laboratoire de recherche					■ 53 311 01 Attaché-e technico-commercial-e				
■ 52 231 01 Technicien-ne de production des industries					61 Agents-tes de maîtrise, technicien-nés et cadres techniques hors industrie				
■ 52 232 01 Technicien-ne de laboratoire de contrôle qualité					■ 61 221 01 Dessinateur-trice de la construction				
■ 52 311 01 Technicien-ne d'installation et de maintenance industrielle					■ 61 223 01 Chargé-e d'études techniques en construction				
■ 52 312 01 Technicien-ne automaticien-ne					■ 61 223 02 Métreur-euse - deviseur-euse				
■ 52 332 01 Technicien-ne d'entretien et d'exploitation de chauffage					■ 61 231 01 Chef-fe de chantier				
■ 52 332 02 Technicien-ne frigoriste					■ 61 231 02 Cheffe d'équipe dans la construction				
■ 52 333 01 Technicien-ne de maintenance en électronique					■ 61 232 01 Conducteur-trice de travaux				
53 Cadres techniques de l'industrie					■ 61 311 01 Responsable logistique (M/F/X)				
■ 53 111 01 Responsable de gestion industrielle et logistique (M/F/X)					■ 61 312 02 Gestionnaire des opérations de transport et des prestations logistiques (M/F/X)				
■ 53 122 01 Responsable recherche et développement (M/F/X)									
■ 53 211 01 Responsable de production (M/F/X)									

QUESTION DE MÉTHODE : DÉTECTION EN TROIS ÉTAPES CONSÉCUTIVES

I. Statistique

L'analyse statistique se base sur les opportunités d'emploi gérées¹ par les conseillers aux entreprises sur une année entière. Ces offres d'emploi ne représentent pas l'ensemble du marché de l'emploi mais uniquement celles pour lesquelles les entreprises ont utilisé Le Forem comme canal de recrutement.

Les métiers retenus comme **fonctions critiques** sont ceux qui satisfont simultanément aux trois critères suivants :

- Disposer d'un volume minimum de **12 offres et 24 postes par métier**² pour lesquels les conseillers ont récolté une information de suivi de recrutement. Ce critère évite de mettre en avant des situations anecdotiques rencontrées par certains recrutements atypiques.
- Présenter un **taux de satisfaction** pour les postes du métier concerné inférieur à la médiane de l'ensemble des métiers (soit **88,9 %** sur les données 2017).
- Présenter un **délai de satisfaction** des postes supérieur à la médiane de l'ensemble des métiers (**38,4 jours** en 2017).

Pour identifier les métiers en pénurie au sein des métiers ou fonctions critiques, un indicateur supplémentaire est utilisé. « **L'indice de tension** » établit, pour chaque métier, le rapport entre le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés au 31 décembre de l'année de référence et le nombre d'opportunités d'emploi connues du Forem pour cette même année de référence. Pour qu'un métier soit considéré en pénurie de main-d'œuvre, le ratio doit être inférieur à 1,5 ; c'est-à-dire que moins de 15 personnes soient « disponibles » dans la réserve de main-d'œuvre pour 10 opportunités d'emploi.

II. Enquête interne

Cette liste « statistique » de métiers/fonctions critiques et/ou en pénurie est ensuite confrontée à l'avis de plus de 100 conseillers aux entreprises du Forem. Les contacts quotidiens avec les entreprises permettent en effet de nuancer les résultats statistiques.

III. Consultation des fonds sectoriels de formation

La liste adaptée suite à l'enquête auprès des conseillers du Forem, est communiquée aux fonds sectoriels de formation en Wallonie. Ces derniers font des propositions d'ajouts, de retraites ou de changement sur base d'une information documentée et objectivée. En effet, les fonds ont, parmi leurs missions, le développement de la formation des travailleurs et la promotion des métiers sectoriels. Une bonne connaissance de la réalité du terrain leur permet de capter les besoins en compétence des employeurs et travailleurs.

¹ Ne sont pas repris dans l'analyse statistique les offres d'emploi des agences de travail intérimaire ou de recrutement (pour lesquelles un contact du Forem avec l'entreprise utilisatrice du travailleur n'est pas possible). De même, ne sont pas pris en considération les contrats relatifs au Plan Formation Insertion pour lesquels l'entreprise propose souvent un candidat ainsi que les offres pour les étudiants (jobs, stages).

² Une offre d'une entreprise peut regrouper plusieurs postes pour un même métier. Depuis 2017, le périmètre du métier utilise la nomenclature REM en 7 digits et non plus en 5 digits comme les années précédentes.

LISTE DES MÉTIERS « ENTRANTS » ET « SORTANTS » DE LA LISTE PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

Par rapport à la liste 2017, la liste 2018 des fonctions critiques et métiers en pénurie en Wallonie comporte tant des métiers sortants que des métiers entrants.

Métiers sortants

Code REM	Intitulé métier
11 112 01	Aide familial-e
11 132 01	Coiffeur-euse
13 212 03	Chef-fe de partie
13 221 01	Equipier-ère polyvalent-e de restauration
13 232 01	Maitre d'hôtel – Maitresse d'hôtel
14 231 01	Opérateur-trice call-center
14 311 01	Délégué-e commercial-e en biens d'équipement professionnels
22 211 11	Formateur-trice : services aux personnes
24 211 01	Technologue en imagerie médicale (M/F/X)
33 111 01	Acheteur-euse industriel-le
42 222 02	Monteur-euse de cuisines
42 231 01	Carreleur-euse
44 132 01	Soudeur-euse
44 212 01	Monteur-euse - câbleur-euse en équipements électriques
44 321 09	Technicien-ne de maintenance et de diagnostic poids lourds
44 323 04	Carrossier-ère
44 331 04	Électricien-ne de maintenance industrielle
45 122 03	Opérateur-trice de production en industrie alimentaire
52 315 01	Rédacteur-trice technique
53 111 02	Responsable des méthodes et industrialisation (M/F/X)
53 121 01	Chercheur-euse en recherche fondamentale
53 213 01	Conseiller-ère en prévention
53 321 01	Responsable de maintenance industrielle (M/F/X)

Métiers entrants

Code REM	Intitulé métier
11 111 05	Aide-ménager-ère
12 223 01	Conseiller-ère en assurances
14 313 01	Délégué-e commercial-e en biens de consommation
14 322 02	Vendeur-euse de véhicules automobiles
24 322 02	Opticien-ne - optométriste
42 112 02	Ouvrier-ère de voirie
42 112 05	Poseur-euse de canalisations
42 113 01	Bétonneur-euse
42 114 01	Cimentier-ière - façadier-dièrre
42 122 02	Charpentier-ière
42 124 01	Étancheur-euse
42 212 01	Monteur-euse en sanitaire et chauffage
42 212 04	Monteur-euse en climatisation
42 221 01	Poseur-euse de fermetures menuisées
43 221 01	Conducteur-trice de grue
43 311 01	Magasinier-ière
44 321 07	Mécanicien-ne polyvalent-e
44 323 01	Préparateur-trice en carrosserie
44 323 02	Tôlier-ière en carrosserie
44 323 03	Peintre en carrosserie (M/F/X)
45 112 01	Opérateur-trice de production (industrie chimique)
46 122 13	Conducteur-trice de machines de fabrication de produits textiles
47 121 01	Abatteur-euse (transformation des viandes)
47 121 02	Découpeur-euse - désosseur-euse
47 122 02	Préparateur-trice de viande
52 111 02	Planificateur-trice de production (agent de planification)
52 121 01	Dessinateur-trice - concepteur-trice en mécanique
52 122 01	Dessinateur-trice en mécanique
52 333 01	Technicien-ne de maintenance en électronique
61 223 01	Chargée d'études techniques en construction
61 312 02	Gestionnaire des opérations de transport et des prestations logistiques (M/F/X)

LE FOREM

Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi

MÉTIERS EN TENSION DE RECRUTEMENT EN WALLONIE LISTE DES MÉTIERS/FONCTIONS CRITIQUES ET EN PÉNURIE (Hors métiers de l'enseignement)

Liste 2018

Boulevard Tirou, 104 - 6000 Charleroi
<https://www.leforem.be>

Cette étude a été réalisée par le service :
Veille, analyse et prospective du marché de l'emploi

Analyse et rédaction :
Christine DALLA VALLE
Jean-Marc MANFRON
Jérémie PATERNOSTER

Supervision :
Jean-Marc MANFRON

Éditeur responsable :
Marie-Kristine VANBOCKESTAL

Annexe 5 - Glossaire

Accompagnement spécifique/adapté	Chap.2, 4, 5	Formations destinées à un public tant en âge d'obligation scolaire qu'adulte nécessitant un encadrement spécifique (enseignement spécialisé de plein exercice ou en alternance de forme 3 et 4 et CFISPA).
DEI	Chap.1	Demandeur d'emploi inoccupés, inscrits au Forem ou chez Actiris: demandeurs d'allocations, jeunes en stage d'insertion, autres inscrits obligatoirement et personnes qui s'inscrivent librement. Tous les DEI ne bénéficient pas d'indemnités.
Emploi intérieur	Chap.1	Au niveau communal, l'emploi intérieur équivaut à l'emploi par commune de travail. Il est exprimé en postes de travail et est estimé à partir de plusieurs sources : ONSS (emploi salarié et étudiants non assujettis), ORPSS (étudiants non assujettis), INASTI (emploi indépendant), ONEM (chômeurs complets avec dispense ALE).
Faible niveau de diplôme, personnes peu qualifiées	Chap.1	Personne dont le diplôme le plus élevé obtenu n'atteint pas le niveau de fin d'enseignement secondaire. Les certificats correspondant à la fin de l'enseignement secondaire sont le Certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS), le certificat de qualification de 6 ^{ème} secondaire (CQ6) et le certificat d'apprentissage
Formation initiale	Chap.2, 4, 5	Formations destinées à un public en âge d'obligation scolaire et/ou jeunes adultes (enseignement ordinaire de plein exercice et en alternance et apprentissage IFAPME).
Formation pour adultes	Chap.2, 4, 5	Formations destinées à un public n'étant plus en obligation scolaire et/ou ayant terminé ou arrêté un parcours de formation initiale (Enseignement de Promotion sociale secondaire ⁵⁹ , formation en chef d'entreprise IFAPME, Forem, Bruxelles formation, CISP, etc.).
Indice de spécialisation	Chap.1 et 2	Part du secteur dans le bassin, divisé par la part du secteur en FWB /Wallonie Un indice de spécialisation supérieur à 1 signifie une part plus importante dans le bassin que dans les autres bassins.
Indice de vieillissement	Chap.1	Rapport entre la population des personnes âgées de 60 ans et plus et la population des personnes âgées de moins de 20 ans. Un indice de vieillissement supérieur à 100 est le signe d'une part plus importante de personnes âgées.

⁵⁹ Les quelques jeunes en obligation scolaire inscrits dans l'enseignement de promotion sociale de niveau secondaire sont inclus dans la catégorie « Formation pour adultes ».

Métier/ fonction critique	Chap.3	Métier pour lequel l'analyse a mis en évidence une difficulté de recrutement liée à des causes qualitatives : profil de candidats non adaptés, ...
Métier en pénurie	Chap.3	Métier pour lequel l'analyse a mis en évidence une difficulté de recrutement liée à des causes quantitatives : trop peu de candidats pour un métier donné
Nomenclature NACE 2008	Chap.1	Version belge de la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne
Nomenclature ROME v3	Chap.2, 3, 5	L'arborescence de la nomenclature ROME v3 (3 ^{ème} version du Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois, nomenclature d'origine française) se décline en différents niveaux de compétence et de qualification nécessaires pour exercer une profession. Le niveau d'analyse le plus précis repris dans les rapports est celui des codes métiers (1 lettre, 4 chiffres) Cette nomenclature est maintenant en usage dans les services publics de l'emploi. Des tables de correspondances sont établies avec les nomenclatures des opérateurs d'enseignement et de formation. Le ROME v3, Competent, utilisé au départ en Flandre, permet de descendre un niveau plus bas dans l'arborescence des compétences. Il est utilisé pour l'analyse des profils des demandeurs d'emploi et des offres reçues des entreprises.
Nomenclature REM	Chap. 3	Répertoire Emploi Métier, nomenclature métier utilisée par le Forem, basée sur la version 2 du ROME français
Occurrence	Chap. 2	Nombre de fois qu'une option/ formation est organisée dans un bassin
Opportunité d'emploi	Chap.3	Nombre de postes (hors mobilité interrégionale et autres partenaires) gérés directement par les conseillers aux entreprises du service public de l'emploi (Forem ou Actiris). Les autres circuits/canaux de recrutement (réseaux sociaux, sites de recrutement, « bouche à oreille », intérim, etc.) ne sont pas repris dans les statistiques.
Peu qualifié	Chap.1	Voir Faible niveau de diplôme
Population active	Chap.1	Personnes en emploi ou à la recherche d'un emploi
Population active inoccupée	Chap.1	Personnes en recherche d'emploi. Les statistiques communales utilisées dans le rapport sont basées sur les sources administratives (ONSS, ORPSS (régimes particuliers), INASTI, INAMI, BCSS, ONEM)
Population active occupée	Chap.1	Personnes en emploi, en Wallonie ou ailleurs. Les statistiques communales utilisées dans le rapport sont basées sur les sources administratives (ONSS, ORPSS (régimes particuliers), INASTI, INAMI, BCSS, ONEM).

Population en âge de travailler	Chap.1	Par convention internationale, est considérée 'en âge de travailler' la population résidente âgée de 15 à 64 ans. Les apprentis ou les jeunes qui ont des contrats de travail étudiant (accessibles dès 15 ans, soit à la fin de l'obligation scolaire à temps plein) sont classés parmi les actifs occupés.
Population inactive	Chap.1	Personnes sans emploi et qui n'en cherchent pas (aux études, pensionnées, ...)
Positionnement métier	Chap.1	Métiers choisis par les demandeurs d'emploi inscrits auprès d'un service public de l'emploi. Une personne peut se positionner sur plusieurs métiers de la nomenclature REM, sur base déclarative. Ponctuellement des screenings métiers sont réalisés par le service public de l'emploi pour préciser les compétences.
Ratio d'emploi intérieur	Chap.1	Rapport entre l'emploi intérieur et la population résidente en âge de travailler. Il ne s'agit pas d'un taux puisque le numérateur n'est pas forcément compris dans le dénominateur. De plus, l'unité de comptage du numérateur (poste de travail), relative au lieu de travail, est différente de celle du dénominateur (personnes), relative au lieu de domicile. Ce ratio donne une indication du « potentiel de postes » locaux pour la population en âge de travailler (à savoir les 15-64 ans). Plus le ratio est élevé, plus le potentiel d'emploi local est important.
Taux d'emploi	Chap.1	Proportion de personnes résidant Wallonie en âge de travailler (15 à 64 ans) qui travaillent, en Wallonie ou ailleurs. Le taux d'emploi reflète la capacité d'une économie à utiliser ses ressources en main-d'œuvre. Les statistiques communales utilisées dans le rapport sont basées sur les sources administratives (ONSS, ORPSS (régimes particuliers), INASTI, INAMI, BCSS, ONEM)
Taux de chômage, Taux de chômage administratif	Chap.1	Proportion de personnes actives ne disposant pas d'un emploi et qui sont inscrites comme demandeurs d'emploi. Le dénominateur est cette fois la population active. Les statistiques communales utilisées dans le rapport sont basées sur les sources administratives (ONSS, ORPSS (régimes particuliers), INASTI, INAMI, BCSS, ONEM)
Thématique commune	Chap.5	Métier défini par l'instance comme étant prioritaire pour orienter la création ou le maintien d'une offre d'enseignement /formation dans un bassin donné, ou métier dont le contenu des cours ou les modalités d'apprentissage doivent être adaptés

Annexe 6 - Précisions sur les unités

Dans le chapitre 1

Les statistiques sur les DEI sont des nombres de personnes domiciliées dans le bassin; elles sont exprimées en moyenne annuelle.

L'emploi salarié est exprimé en nombre de postes de travail enregistrés chaque fin de trimestre (statistique décentralisée de l'ONSS). La répartition territoriale de ces postes se base sur la localisation des unités locales ou d'établissement, identifiables par une adresse où s'exerce au moins une activité de l'entreprise ou à partir duquel l'activité est exercée.

L'emploi indépendant (activité principale et aidants) est exprimé en nombre de personnes. La répartition territoriale est faite en fonction du lieu de domicile

Dans le chapitre 2,

Remarques générales :

Les opérateurs Enseignement et IFAPME, comptabilisent les élèves/apprenants en année scolaire. Les autres données font référence aux années civiles.

Les rapports sont basés sur les dernières données disponibles au moment de la rédaction (juillet/août). Des données plus récentes, ou non disponibles centralement, fournies notamment par les participants aux réunions de concertation, complètent les analyses sectorielles qui aboutissent à la détermination des thématiques communes en octobre.

Les données globales sur les élèves de l'enseignement obligatoire proviennent de l'ETNIC et se basent sur le comptage effectué chaque année au 15 janvier pour déterminer notamment le volume de la population scolarisée en âge d'obligation scolaire, un des paramètres utilisé pour la détermination du financement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les tableaux détaillés sur la répartition par option des élèves de l'enseignement secondaire ordinaire qualifiant sont basés également sur le comptage au 15 janvier. Ces données sont traitées par la Direction de l'Organisation des Etablissements d'Enseignement secondaire ordinaire qui les certifie. Elles se rapportent pour l'instant uniquement aux effectifs inscrits au troisième et quatrième degré, y compris l'article 45 (options spécifiques à l'alternance) et l'article 49 (options en alternance correspondantes à l'enseignement de plein exercice)

Dans les analyses globales, les élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire sont positionnés dans l'établissement siège de l'implantation qu'ils fréquentent. Il peut arriver que certaines implantations soient établies dans une autre commune ou un autre bassin que celui de l'établissement siège. Les données détaillées, utilisées aussi dans les cadastres de l'enseignement qualifiant, font référence au lieu d'implantation.

Dans les tableaux sur les certificats obtenus au terme de l'enseignement secondaire ne sont pas repris ceux obtenus par les élèves inscrits dans les CEFA article 45 ni ceux obtenus au terme de l'enseignement spécialisé

Les données sur les élèves inscrits dans l'enseignement spécialisé sont relatives au 3^{ème} degré des phases 3 et 4 de la forme 3 et comptabilisent aussi les jeunes en CEFA (article 47)

Dans les CTA, les tableaux sont construits à partir des volumes d'heures, en distinguant les catégories d'utilisateurs

Au niveau de l'IFAPME, tant pour l'apprentissage que pour la formation de chef d'entreprises, on dispose de données sur les inscriptions au cours, sur les personnes sous contrats ou sous conventions de stages et sur les certificats /diplômes obtenus. Les données sont relatives à la totalité des apprenants (y compris les personnes inscrites en formation de coordination et

d'encadrement, en formation accélérée à la gestion et les inscrits à l'année préparatoire à la formation de chef d'entreprise, à l'exception des activités de formation continue).

Les inscriptions aux cours de l'IFAPME sont comptabilisées au lieu de cours ; les contrats et les certificats d'apprentissage et diplômes de chefs d'entreprises, par contre, sont comptabilisés au lieu de domicile.

En promotion sociale, seules les données globales se réfèrent à des nombres d'apprenants. Les données détaillées utilisées dans l'analyse correspondent au nombre maximum d'inscriptions dans les UE qui sont spécifiques à une section, en dehors des UE de stages et de l'UE épreuve intégrée. Une même UE peut être reprise au programme de plusieurs sections. Lorsque l'analyse porte sur les métiers, la totalisation des inscriptions surévalue le nombre total des inscriptions une année donnée. Pour certaines UE non reprises dans les programmes (conventions spécifiques), l'attribution d'une UE à une section s'est faite sur base des intitulés. L'offre de cours généraux est reprise dans les estimations globales mais ne fait pas partie en tant que telle de l'analyse sectorielle ou par métier.

Les étudiants de la promotion sociale sont comptabilisés dans les établissements où ils suivent les cours.

Au Forem les tableaux sont établis sur base des contrats. Une même personne peut signer plusieurs contrats de formation sur une année. Des comptages séparés sont effectués pour les formations en gestion propre, les formations organisées en partenariats et les formations données dans les centres de compétence.

Les données sur les contrats de formation dans les centres de compétence en Asbl sont obtenues directement auprès des centres.

Toutes les catégories de public sont reprises dans les centres de compétence (y compris les enseignants et les travailleurs occupés)

Tant les informations sur les métiers sur lesquels la personne se positionne que celles sur les diplômes obtenus sont collectées sur base déclarative.

Les statistiques sur les certificats obtenus (certificats de compétences acquises en formation CeCAF) sont référencées au lieu de domicile. Il n'a pas été possible de répartir l'information selon l'opérateur (gestion propre, partenariat, centre de compétence ...)

Ce sont les stagiaires qui sont comptabilisés dans les CISP. Le découpage territorial utilisé dans les CISP ne correspond pas à celui des bassins. Les statistiques sont établies au niveau des sièges sociaux.

Les statistiques sur la validation des compétences se rapportent aux inscriptions aux épreuves intégrées et aux titres délivrés (quel que soit la modalité, épreuve ou reconnaissance des acquis de formation (RAF)).

Dans le **chapitre 3**

Les opportunités d'emploi sont exprimées en nombres de postes (hors mobilité interrégionale et autres partenaires) gérés directement par les conseillers aux entreprises du service public de l'emploi (Forem ou Actiris). Les autres circuits/canaux de recrutement (réseaux sociaux, sites de recrutement, « bouche à oreille », intérim, etc.) ne sont pas repris dans les statistiques. Le recours aux services publics de l'emploi varie selon les secteurs et les catégories de métiers.

Une offre peut correspondre à plusieurs unités

Les opportunités d'emploi gérées localement n'émanent pas nécessairement d'entreprises du bassin bien qu'elles soient enregistrées par des conseillers aux entreprises du bassin. Le lieu d'exécution n'est pas toujours indiqué.

Un demandeur d'emploi peut se positionner sur plusieurs métiers.

Dans le **chapitre 4**

L'ETNIC a fourni des matrices croisant bassin de domicile, bassin de scolarisation (établissement siège) des élèves inscrits aux 3^{ème} et 4^{ème} degrés de l'enseignement ordinaire de plein exercice qualifiant et des jeunes inscrits dans aux 2^{ème} et 3^{ème} degré en alternance.

L'administration de l'enseignement a mis à disposition des données par CTA, sur la répartition par bassin des écoles qui les ont fréquentés.

Le consortium de validation des compétences a produit des tableaux croisant, pour les personnes ayant présenté une épreuve, bassins de domicile et bassins où les épreuves ont eu lieu.

Les données sur la mobilité géographique des demandeurs d'emploi en formation au Forem sont extraites du rapport statistique 2016 'Formation professionnelle' du Forem.

C'est le Censu 2011 qui a été utilisé pour estimer les mobilités géographiques des travailleurs. Les données ne rendent pas compte des personnes qui viennent travailler en Belgique mais sont domiciliées à l'étranger.